

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DE L'ACCAPARREMENT DES TERRES À LA MARGINALISATION DES
POPULATIONS : LE CAS DE L'OFFICE DU NIGER AU MALI.

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
RAYMOND BÉGIN

JUIN 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

*À ma mère, qui a toujours eu confiance en moi.
À ma copine Magali, pour qui je souhaite
les plus beaux horizons du monde.
Sans oublier Zantigui Samaké et toute sa famille
à Soundougouba qui m'ont fait aimer l'Afrique.*

REMERCIEMENTS

Le choix de faire une maîtrise en sciences politiques était pour moi, à la fois, un défi personnel ainsi qu'une suite logique à donner de plusieurs années de militantisme, et d'implications sociales et communautaires. Je dois d'abord remercier la communauté de toute l'Université du Québec À Montréal pour son accueil et pour m'avoir fait vivre toutes sortes d'expériences depuis mon arrivée à Montréal à l'automne 2007. Venant de l'Abitibi-Témiscamingue, l'intégration à la vie du campus urbain a été pour moi précieuse, car elle a facilité ma vie dans la métropole québécoise.

De plus, alors que je pensais d'abord faire une recherche sur l'Amérique latine, l'objet de mon intérêt s'est finalement porté sur l'Afrique. Le présent travail a été entamé près de deux ans après mon stage de coopération internationale avec Québec Sans Frontière au Mali durant l'été 2011. Ce stage de trois mois m'a permis d'entrer en contact avec la réalité de la paysannerie en zone irriguée du périmètre de Baguinéda au nord-est de Bamako. Je me dois ainsi de remercier de tout cœur la famille Samaké ainsi que tout le village de Soundougouba qui m'ont appris à aimer l'Afrique.

C'est au retour de ce stage que j'ai décidé de m'intéresser à la grande question de la suffisance alimentaire au Mali. Les nombreux échanges que j'ai eu le privilège d'y avoir m'ont grandement sensibilisé aux conditions de vie des paysanneries ainsi qu'à la question des accaparements de terres arables. Alors que la guerre en Lybie faisait rage, je peux témoigner que les investissements du régime de Mouammar

Kadhafi au Mali faisaient l'objet de nombreuses discussions autant dans la rue qu'à la radio. Le projet agro-industriel Malibya à l'Office du Niger était un des sujets les plus discutés.

Ce mémoire s'inscrit dans le sillage des appuis aux nombreuses recherches très actuelles sur les accaparements de terres partout dans le monde. Ce phénomène étant récent et opaque, ce travail voudrait contribuer modestement à éclaircir l'opérationnalisation du phénomène sur les territoires qu'il assujettit. Puisant dans une littérature scientifique large produite par des chercheurs de plusieurs disciplines, ce mémoire privilégie une approche qualitative et s'intéresse particulièrement au pourquoi des effets des transformations socio-spatiales provoquées par les accaparements fonciers.

Finalement, je ne saurais remercier suffisamment mon directeur Issiaka Mandé sans qui ce mémoire n'aurait pas été possible. Avec son attention, son dévouement et sa compétence, il a su m'accompagner durant tout le processus de cogitation et durant la rédaction de ce travail. Ses commentaires et orientations m'ont guidé et inspiré bien au-delà de mes attentes. Je le remercie pour son appui continu et sa prévenance qui m'ont clairement énormément encouragé jusqu'au dépôt de ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	viii
RÉSUMÉ	x
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
DU DÉVELOPPEMENT DU FONCIER AU MALI : DU RÉGIME COLONIAL À L'ÈRE CONTEMPORAINE	16
1.1 Histoire des régimes fonciers au Mali : des administrateurs coloniaux aux politiques contemporaines	16
1.2 Histoire de l'Office du Niger : un ambitieux projet qui rêvait d'autosuffisance alimentaire	25
1.3 Du développementisme au Mali face au système monde : de l'accompagnement des grandes institutions internationales à l'aliénation de l'État	29
CHAPITRE II	
DES ACCAPAREMENTS DE TERRES AU MALI : DE L'ASSUJETISSEMENT À LA DÉPOSSESSION	35
2.1 Genèse d'un phénomène totalisant : apparition des accaparements de terres arables dans le monde	35
2.2 Comment définir et identifier les accaparements?	47
2.3 De l'importance des accaparements de terres au Mali : des caractéristiques de la dépossession par le haut	49

CHAPITRE III	
DU PROCESSUS DE TRANSFORMATION SOCI-SPATIALES AU MALI	58
3.1 Des caractéristiques de la dépossession : de la prolétarianisation forcée à l'enjeu de gains de puissance	58
3.2 De la dynamique de gains en puissance à l'assujettissement des territoires	67
3.3 À propos de la perte de Souveraineté alimentaire et de la marginalisation	77
CHAPITRE IV	
DES CONDITIONS DE VIE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU MALI : RÉACTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	81
4.1 De l'impuissance des dépossédés à l'affaiblissement de la souveraineté alimentaire	81
4.2 Du répertoire des luttes et des résistances face à la marginalisation	92
4.3 Les paysanneries peuvent-elles faire reculer l'agrobusiness?	97
CONCLUSION	101
ANNEXE A	
CRISE ALIMENTAIRE AU SAHEL - 2012	106
ANNEXE B	
ZONE DE L'OFFICE DU NIGER	107
ANNEXE C	
PLUVIOMÉTRIE ET GÉOLOCALISATION DES PROJETS	108
ANNEXE D	
ON : PRODUCTION SURESTIMÉ	109

ANNEXE E	
LES ACCAPAREMENTS DANS LE MONDE	110
ANNEXE F	
BAISSE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE AU SAHEL	111
ANNEXE G	
LES CONCESSIONS DE TERRES À L'ON	112
ANNEXE H	
LA CONCESSION DE FORAS À L'ON	113
ANNEXE I	
LA CONCESSION DE 3M À L'ON	114
ANNEXE J	
LA CONCESSION DE SOSUMAR À L'ON	115
ANNEXE K	
LA CONCESSION DE SUKALA À L'ON	116
ANNEXE L	
LES REDEVANCES ANNUELLES POUR L'EAU À L'ON	117
ANNEXE M	
IDE DE LA CHINE AU MALI	118
RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE	119

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

API-MALI	Agence pour la Promotion des Investissements du secteur privé au Mali
APD	Aide Publique au développement
BAD	Banque Africaine de développement
BM	Banque Mondiale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CDF	Code Domanial et Foncier
CSA	Comité de la Sécurité Alimentaire Mondial
CGIAR	Consultative Group on International Agricultural Research
CNOP	Confédération Nationale des Organisations Paysannes du Mali
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
EPA	Établissement Public à caractère Administratif
EPIC	Établissement public à caractère industriel et commercial
FAO	Food and Agriculture Organisation
FIDA	Fond international de développement agricole
FMI	Fond Monétaire Internationale
GDCM	Grand Distributeur de Céréales du Mali
IRRI	International Rice Research Institute
RAI	Investissements Agricoles Responsables
IDE	Investissements directes étrangers
LAP	Libya Africa Investment Portfolio
3M	Moulin Moderne du Mali
ONG	Organisations Non Gouvernementales

OSC	Organisations de la Société Civile
OPAM	Office des produits agricoles du Mali
PPP	Partenariat public-privé
PAS	Programmes d'Ajustements Structurels
PRMC	Programme de restructuration du marché céréaliier
SEDIZON	Secrétariat chargé du développement intégré de la zone Office du Niger
SEXACON	Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

RÉSUMÉ

Depuis la combinaison de la crise climatique avec la crise alimentaire mondiale de 2006-08 et la crise financière de 2008, certains acteurs mondiaux publics et privés ont démarré une course à l'accaparement de terres arables partout dans le monde. En Afrique de l'ouest, le Mali n'échappe pas à cette course et a mis à la disposition des investisseurs certaines de ses terres arables les plus riches, particulièrement dans la zone de l'Office du Niger. Par une étude de cas, nous souhaitons aborder ce phénomène mondial afin d'en éclairer les formes et les caractéristiques dans une ex-colonie française qui est toujours aujourd'hui sous aide internationale au développement. Par une approche qualitative néo-marxiste, nous voulons étudier les transformations socio-spatiales provoquées par les accaparements et leurs conséquences sur la souveraineté alimentaire et les conditions d'existence des communautés maliennes. Ces accaparements correspondent à une nouvelle accumulation primitive du capital par la dépossession et la négation de droits. Le Mali ambitionne pourtant depuis longtemps de développer son agriculture pour corriger l'insécurité alimentaire latente qui persiste dans ce pays enclavé du Sahel. Alors que les organisations paysannes dénoncent l'accaparement de près d'un million d'hectares de terre au pays, leur voix cherche à se faire entendre des acteurs qui décident de leurs sorts.

MOTS-CLÉS : accaparement de terres, souveraineté alimentaire, dépossession, Mali, Office du Niger.

INTRODUCTION

Problématique.

La combinaison des crises mondiales climatique, financière et alimentaire a provoqué une véritable course aux accaparements de terres arables partout dans le monde et frappe de plein fouet la capacité des peuples sujets de ce phénomène international à rester maîtres de leur sol. Ces crises se situent dans le contexte global d'une généralisation de la financiarisation des activités économiques et dans la consolidation des marchés internationaux. Elles se situent également dans un contexte de réchauffement climatique généralisé. Les accaparements de terres arables, ou «land grabbing» en anglais, sont une manifestation politique et un phénomène financier puissant de la trajectoire historique récente du système monde actuel. Bien que la terre, incluant son sol et son sous-sol, ait toujours intéressé les puissances internationales à divers degrés au cours de l'Histoire, c'est bien la combinaison de ces multiples crises qui crée une conjoncture unique qui accélère sa possession privée à fins d'acquisition de puissance. Voilà pourquoi on peut parler d'un phénomène au pouvoir politique de transformations socio-spatiales qui lie largement les enjeux touchant le politique, le social, l'agriculture, l'environnement et l'économie.

Ce phénomène s'est imposé à l'ordre du jour des politiques nationales et internationales après la crise alimentaire mondiale de 2006 - 2008 combinée à la crise financière de 2007. La crise alimentaire est elle-même déjà alimentée par diverses autres crises, comme la crise des changements climatiques ou bien la crise de l'essoufflement de la Révolution verte de l'agro-industrie. L'agriculture est tout

naturellement devenue un sujet des plus préoccupants, galvanisé par la crise financière. Elle a semé l'inquiétude chez certains grands groupes d'investisseurs, tels les fonds de pension, ainsi que chez certains acteurs publics de divers États. Aussi, ces groupes d'acteurs, privés et publics, se sont mis à la recherche d'opportunités d'investissements sécuritaires, pour les premiers, et de ressources en terres arables pour assurer la sécurité alimentaire de leur pays, pour les seconds. C'est cette conjoncture particulière faisant de la terre et des denrées alimentaires des placements sécuritaires aux taux de rentabilité élevés, qui a contribué à accélérer le phénomène. Alors que les cours de certains titres financiers et immobiliers sont au cœur de la crise financière, les terres, elles, trouvent tout à coup un intérêt de valeur-refuge. À titre de conséquences sociales des plus spectaculaires, on se souviendra des «émeutes de la faim» de 2008 suite à la montée fulgurante des prix des denrées alimentaires de base qui ont touché tous les continents du monde. Cette crise a été déclenchée par une nouvelle course pour les valeurs refuges telles l'agriculture intensive, la recherche de rente foncière et la spéculation sur les terres.

Dans cette course, les denrées alimentaires trouvent également un nouveau statut de couverture. Elles garantissent la valeur des investissements puisque, au vu de l'augmentation de la demande, ce type de production ne peut que gagner en valeur dans les années à venir. Il est, en effet, rare que la valeur nette des terres diminue. Cependant, la conjoncture de crises multiples et de courses aux valeurs refuges fait en sorte que ce sont les terres à la fois les plus riches, les plus fertiles et accessibles rapidement qui sont d'abord sujettes aux accaparements. Une telle demande rapide d'accessibilité à la propriété foncière ne peut que se trouver là où les politiques foncières sont les plus faibles, donc dans les divers États du tiers-monde. Ce sont, en effet, ces États qui sont les plus touchés par les accaparements de terres. Mal préparés et affaiblis historiquement par les Programmes d'Ajustements Structurels

(PAS) du Fonds Monétaire International (FMI) et par les diverses conditionnalités de l'Aide internationale et de l'assistance de la Banque Mondiale (BM), les divers acteurs publics de ces États peinent à faire respecter leurs droits et leur souveraineté sur leurs propres sols.

C'est en Afrique qu'a lieu la grande majorité des transactions. Selon la BM, uniquement entre 2008 et 2009, pas moins de 450 657 km² de terres ont été acquises dans les pays pauvres, soit l'équivalent de la superficie de la Suède.¹ Ces chiffres augmentent pourtant sans cesse au fil du temps. On estime qu'actuellement le total des surfaces de terres en jeu dans le monde va de 80 millions d'hectares à 227 millions d'hectares.² Ces surfaces sont sujettes à des contrats de location ou de ventes depuis le début des années 2000. La forte spéculation foncière entraînée par cette situation n'épargne pas le Mali qui se voit assujetti et incapable de développer lui-même son territoire alors que diverses crises se multiplient. Les différentes transactions massives de terres, qui se négocient entre les différents investisseurs et l'État, aggravent la dépossession du peuple malien de sa souveraineté sur ses meilleures terres. Ces exploitations font l'objet de baux fonciers aux clauses obscures et secrètes qui s'étendent sur des périodes allant jusqu'à 99 ans. Il en résulte un assujettissement amplifié des communautés qui se retrouvent marginalisées face aux pouvoirs institutionnalisés et formels. Lorsque la gestion de celles-ci n'est pas comprise dans les conventions signées, elles sont souvent obligées de partir.

1 Banque Mondiale, *New World Bank Report Sees Growing Global Demand for Farmland*, Press, Release No : 2011/080/DEC, Washington, 7 septembre 2010, En Ligne, <http://go.worldbank.org/XWESRO2MT0>, page consultée le 3 février 2013.

2 Slow Food, *Dénonçons l'accaparement des terres*, « s. d. », p.2, En Ligne, <http://lc.cx/Swg>, Page consultée le 12 février 2013.

Mise en contexte et pertinences.

Les enjeux de pouvoir qui découlent des accaparements posent de nombreuses questions qui touchent autant le droit à la nourriture, à l'eau et au sol entre autres. Le non-respect, voire la négation, des droits des personnes et des communautés traditionnelles sur les ressources convoitées est au centre des préoccupations de nombreux acteurs et observateurs du phénomène. L'intérêt porté dans ce travail pour le concept de souveraineté alimentaire se pose à la suite de ces préoccupations. Depuis près de deux décennies, le concept de sécurité alimentaire s'est imposé stratégiquement dans l'ordre du jour des institutions internationales alors que celui de souveraineté alimentaire reste une revendication d'actualité partout dans le monde. Le concept de sécurité alimentaire a été plus clairement défini lors du Sommet mondial de l'alimentation de novembre 1996. Les États membres de la FAO s'y étaient engagés à réduire de moitié le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire d'ici 2015. Ce sommet a abouti à la Déclaration de Rome qui a fait le constat de l'urgence de la situation.³ C'est cette urgence qui a poussé les États à s'attaquer au problème de l'insécurité alimentaire dans le monde d'aujourd'hui, alors que l'on constate toujours sa persistance, voire son aggravation. Le concept de souveraineté alimentaire, jugé trop politisé, n'a pas reçu la même attention.

Cette question de la suffisance des ressources alimentaires mondiales est de première importance depuis la deuxième moitié du 20^e siècle. Elle est souvent abordée de manière connexe à la question de l'augmentation démographique et des rendements de productivité des denrées alimentaires de base. Autrement dit, le constat d'insécurité alimentaire mondial latent réactualise sans cesse le débat classique concernant les causes de l'insuffisance alimentaire. Ce débat qui opposa

3 Sommet Mondial de l'Alimentation, *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire et plan d'action du Sommet mondial de l'Alimentation*, FAO, Rome, Archives de documents, 1996, En Ligne, <http://lc.cx/SDP>, Page consultée le 23 novembre 2013.

Karl Marx et Thomas Robert Malthus au 19^e siècle posait deux causes différentes à celle-ci : la propriété privée et le système de production pour le premier, et une trop grande croissance démographique pour le second.⁴ Bien que la démographie et le système capitaliste aient tous deux grandement évolués jusqu'à aujourd'hui dans le monde, les caractéristiques de ces concepts nous seront très utiles dans notre travail. De plus, avec la crise alimentaire mondiale latente que vit le système monde actuel, on peut tour à tour soulever plusieurs autres éléments d'analyse, par exemple : la superficie de terres arables restant dans le monde, la couverture des sols, les flux d'immigration, les modes de distribution, les organismes génétiquement modifiés (OGM), etc. En effet, afin de pouvoir nourrir jusqu'à neuf milliards de personnes d'ici 2050, on ne peut pas se permettre l'économie d'un bilan analytique de la dite Révolution verte qui mondialisa l'agro-industrie au détriment des cultures traditionnelles. C'est dans le contexte de la crise alimentaire latente qui sévit dans le monde que le phénomène que nous étudierons prend une ampleur ascendante. D'après des documents de OXFAM, c'est 4 600 000 personnes qui étaient en situation d'insécurité alimentaire au Mali en mars 2012.⁵ «voir Annexe A» Pourtant, selon le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, «(...) les preuves scientifiques actuelles démontrent que les méthodes agroécologiques sont plus efficaces que le recours aux engrais chimiques pour stimuler la production alimentaire dans les régions difficiles où se concentre la faim.⁶» C'est dans ce contexte contemporain de remise en question et de combinaison de crises que les accaparements apparaissent et viennent clarifier le caractère

4 Charbit, Yves, *Capitalisme et population : Marx et Engels contre Malthus*, Revue d'Histoire des Sciences Humaines, no 13, CAIRN, 2005, p.183-208, En Ligne, <http://www.cairn.info/revue-histoire-des-sciences-humaines-2005-2-page-183.htm>, Page consultée le 19 septembre 2013.

5 Cockburn, Stephen, *Crise alimentaire dans le Sahel. Cinq étapes pour rompre le cycle de la faim en 2012*, Note d'information Inter Agence, OXFAM, 31 mai 2012, p.3.

6 De Schutter, Olivier, *rapport ONU : L'agroécologie peut doubler la production alimentaire en 10 ans*, OHCHR, Genève, 8 mars 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SwQ>, Page consultée le 19 septembre 2013.

éminemment politique et social des questions de l'alimentation, de la propriété foncière et de l'agriculture au XXI^e siècle.

Le Mali a été frappé par la crise alimentaire dès 2007 alors que les prix des denrées alimentaires de base, comme le riz, explosaient partout sur le globe. Les différents sites de stockage de riz malien ont été, dès lors, mis à contribution afin de tempérer la crise. Cette situation de précarité alimentaire a été rapidement amplifiée par l'avènement de la crise financière de 2008. Cette nouvelle pression venue de l'économie transnationale raviva l'impérative nécessité d'attirer les investisseurs. Cela répondait aux nouveaux intérêts des acteurs publics et privés à l'international d'assurer leur propre sécurité alimentaire nationale pour les uns, et de rechercher des valeurs refuges pour les autres. Pour le Mali, l'objectif est toujours l'augmentation de la production. Son incapacité de développer lui-même, notamment, son secteur agricole fait en sorte que tout investissement étranger au pays est bien accueilli. L'accueil est d'autant plus grand que la volonté développementiste de l'élite nationale est affichée depuis plusieurs décennies. Ces investissements sont facilités grâce au code foncier malien ainsi qu'à l'accueil favorable de hauts fonctionnaires de l'État. Depuis dix ans, le nombre de projets explose sur les terres maliennes. Le discours concernant l'accession du pays à la souveraineté alimentaire, entre autres manifesté par l'ex-président du pays Amadou Toumani Touré, vient cependant poser la question sérieuse du contrôle et des bénéfices effectifs que retire le Mali de ces investissements. Alors que la priorité historique de l'agro-industrie est de marchander sa production via l'exportation internationale, comment le Mali peut-il retenir les gains de productivité de denrées alimentaires afin de nourrir son propre peuple? Les politiques internationales ne prévoyant pas encore de lois contraignantes en matières d'assurance de la suffisance alimentaire des peuples, seule la capacité politique du Mali peut s'assurer qu'elle peut tirer son épingle dans ce nouveau jeu de puissance du

XXI^e siècle face à des acteurs transnationaux.

Enjeux et question de recherche.

Les accaparements de terres se soulèvent un sujet d'étude d'actualité pour la science politique, de par leurs mécanismes de manifestation qui assujettissent les peuples à des transformations socio-spatiales. Ces transformations entraînent l'aggravation des crises actuelles d'insécurité alimentaire et de précarisation des conditions d'existence des communautés paysannes maliennes. Pour plusieurs raisons, il est pertinent de porter notre analyse d'un phénomène macro, tels les accaparements de terres, dans une limite géographique comme le Mali où il prend une ampleur particulière. Nous étudierons les implications et l'avènement de ce phénomène au Mali dans le laps de temps allant du début des années 2000 à aujourd'hui. Nous porterons une attention particulière à la zone gérée par l'organisme public Office du Niger (ON), qui s'occupe de la gestion des terres les plus fertiles du pays et situées dans le delta intérieur du fleuve Niger. «voir Annexe B» L'ON est historiquement garant de la suffisance alimentaire du pays. Si on s'intéresse à cet organisme, c'est parce qu'il gère les meilleures terres arables maliennes, mais aussi des plus fertiles de l'Afrique de l'Ouest, qui sont les plus visées par les transactions de terres. Ces terres fertiles sont notamment identifiables grâce à la pluviométrie. «voir Annexe C» Le cas de l'ON, comme sujet d'étude, nous permettra de mieux comprendre les implications des accaparements en situation de suffisance alimentaire précaire dans une ex-colonie française qui est toujours aujourd'hui sous aide internationale au développement. Au vu de ces éléments, on peut poser comme question de recherche : quels sont les mécanismes qui opérationnalisent des accaparements de terres et quels en sont les effets sur les conditions d'existence et la souveraineté alimentaire du peuple malien? Considérant les efforts

développementistes récents en agriculture, et la dette qui continue d'étrangler les finances du Mali, on constate que la position du pays dans la répartition internationale du travail n'a pas changée. Ce qui garantit son maintien dans la dépendance aux puissances internationales nouvelles comme anciennes. Ce développementisme est accompagné par l'assistance de la Banque Mondiale (BM) depuis bien avant les débuts de la démocratisation au pays, soit depuis 1981, avec l'imposition du PAS du Fond Monétaire International (FMI). Ce travail d'analyse des conflits fonciers entre les communautés d'acteurs aux intérêts divergents inscrit son effort dans la lignée des travaux qui se questionnent sur la nature complexe de la multiplication des accaparements fonciers et sur les difficultés de l'État d'assurer son hégémonie sur son propre territoire, ainsi que sur sa capacité de représenter les intérêts de sa population.

Approche théorique.

Les causes et conséquences du phénomène d'accaparements de terres arables sont multiples et touchent à plusieurs objets qu'on peut aborder grâce à la science politique, à savoir : l'État, la propriété, les gains de puissance, le développement, les mouvements sociaux, etc. Notre compréhension de ce phénomène passe par l'analyse de la propriété de la terre et de la marchandisation des denrées alimentaires comme objets de pouvoir. En Afrique particulièrement, contrôler la terre revient à contrôler les moyens d'existence d'une grande majorité des populations ainsi qu'un fondement important de leurs cultures et de leurs mémoires. L'acquisition puis la marchandisation et la commercialisation des ressources naturelles des pays ne peuvent bénéficier qu'aux élites nationales jouissantes d'une immense concentration du pouvoir et des moyens de consolider et d'acquérir en puissance. Nous utiliserons inclusivement une approche néo-marxiste afin de bien comprendre ces enjeux.

Fondamentalement, le théoricien Daniel Bensaïd expliquait que : «l'accumulation par dépossession correspond en quelque sorte à une accumulation originaire par expropriation, ou si vous voulez à l'accumulation primitive dans le chapitre du *Capital* où Marx traite du mouvement des enclosures.⁷» L'avancée de ces expropriations ne peut que faire reculer les droits coutumiers traditionnels sur les sols et les moyens de subsistance. Selon David Harvey, cette dynamique nécessaire au capitalisme néolibéral proviendrait des énormes ressources que demande l'imposition d'un ordre hégémonique de l'impérialisme transnational. Il explique que «ce niveau inégalé d'extension géographique du capitalisme tend à épuiser les possibilités d'expansion spatiale comme les ressources naturelles nécessaires à la production.⁸» Ce processus ne pourrait se faire sans la collaboration des élites nationales des États. De plus, Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial du droit à l'alimentation de l'Organisation des Nations Unies (ONU), condamnait dans son livre *L'Empire de la honte* ce qu'il analysait comme une «reféodalisation du monde» par la propriété foncière, l'impunité juridique des investisseurs et l'esclavagisme salarié.⁹ Cette reféodalisation serait mise en place grâce à une assurance d'impunité juridique internationale et d'une domination systémique d'un petit nombre d'acteurs. Il critique fortement l'expression selon laquelle il faut «garder la confiance des marchés,» qui équivaldrait ni plus ni moins à demander que les peuples du monde se dévouent «corps, esprit et âme au diktat des cosmocrates. C'est à cette condition, et à cette condition seulement que les maîtres de l'empire de la honte concèdent leur collaboration aux peuples prolétaires.¹⁰» Les divers accapareurs internationaux ont

7 Lavallée, Louis-Phillipe, 2009, *Les dépossédés. Entrevue avec Daniel Bensaïd. Partie 1, Le Panoptique*, En Ligne, <http://lc.cx/Sqi>, Page consultée le 10 mars 2013.

8 Clerval, Anne, *David Harvey et le matérialisme historico-géographique*, Espaces et Sociétés, Édition ERES, 4 No. 147, CAIRN, 2011, p.21, En Ligne, <http://lc.cx/SqP>, Page consultée le 12 décembre 2013.

9 Ziegler, Jean, *L'empire de la honte*, Édition Fayard, Paris, 2005, p.241-258.

10 *Ibid.*

une connaissance et une familiarité avec l'univers des instances internationales et nationales ce qui leur confère un avantage bien supérieur face aux communautés locales qui, souvent, doivent attendre l'assistance d'ONG privilégiées, donc attachées au système, pour accéder aux connaissances techniques nécessaires pour faire valoir leurs droits via des démarches qui tiennent trop souvent pour acquis un État de droit toujours en construction au Mali.

La problématique de non-choix des divers États quant à la commercialisation et à la marchandisation des terres et des denrées alimentaires n'est pas sans rappeler la question du verrouillage des États tel que présentée par le sociologue Michel Freitag alors qu'il traitait de l'Accord Multilatéral d'Investissement. Pour lui, cet accord est un «processus autorégulé et autoréférentiel d'extension de la logique mercantile [...]»¹¹ Dans cet accord, on prévoyait la diction d'un statut de *No man's land* de biens d'intérêts à fin de privatisation. Celui-ci faisait prévaloir la colonisation marchande du capitalisme sur la juridiction des États :

L'objectif visé consistait explicitement à les éliminer (les États) progressivement par le double mécanisme de «verrouillage» initial et de l'effet de «cliquet» (ratchet) qu'allait exercer la jurisprudence, cumulativement irréversible des cours arbitrales qui auraient uniquement à se prononcer sur le recours unilatéral des investisseurs contre les États.¹²

La fragilisation historique des États en Afrique ainsi que le contexte de combinaison de crises systémiques fait en sorte que leur marge de manœuvre est très faible. Augmenter son attractivité pour les investisseurs est une généralité largement acceptée chez les élites nationales. Nous pouvons convenir de dire que notre problématique est totalisante dans le sens que le processus de transformations socio-

11 Freitag, Michel et Pineault, Éric, *Le monde enchaîné*, dans «Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé», Collection Essais Critiques, Éditions Nota bene, Québec, 1999, p.10.

12 *Ibid.*, p.19.

spatiales vient changer les rapports de toutes les sphères de la vie des sujets.

Nous tâcherons, finalement, de définir et de bien saisir la dynamique des rapports de pouvoir tels qu'imposés par les accaparements de terres via l'observation des manifestations diverses des acteurs en présence. Par exemple, si, comme le pense l'économiste Jocelyne Hacquemand, «on est face à un phénomène néo colonial qui met gravement en cause l'indépendance politique et économique des pays [...]»¹³ la souveraineté fondamentale des peuples à disposer d'eux-mêmes est également remise en question. Elle insiste sur le rôle déterminant de la propriété foncière et des rapports de pouvoir qui en découlent sur une population donnée dans le contexte particulier des accaparements de terres. La dépossession par l'aliénation des communautés devient donc la pierre angulaire de la précarisation du niveau de vie et la première responsable de la destruction des liens sociaux et environnementaux traditionnels. C'est cette aliénation et ses conséquences multiples qui posent la question de l'ampleur des conflits en cours dans l'analyse des transactions foncières.

C'est à partir de cette précarisation amplifiée que nous pourrions aborder la réaction de la société civile malienne. Nous nous inspirerons du philosophe italien Antonio Gramsci afin d'analyser les rapports de pouvoir qui lient la société politique et la société civile dans l'État malien.¹⁴ D'une part, on note le reproche souvent fait aux organisations civiles en Afrique d'avoir des liens trop symbiotiques avec le pouvoir de l'État et de ne pas jouer leur rôle de chien de garde des abus divers des institutions, selon une conception plus libérale. Gramsci explique que la société civile est intégrée à une superstructure sociale, complémentaire à la superstructure coercitive de l'État de droit, qui sert de canaux de diffusion culturels des valeurs et

¹³ Hacquemand, Jocelyne, *La terre à ceux qui la travaillent*, Temps des cerises, Pantin, France, 2011, p. 114.

¹⁴ Berthier, Aurélien, *L'hégémonie culturelle selon Gramsci*, Agir par la culture, Théorie de la culture, « s. d. », En Ligne, <http://lc.cx/Sq5>, Page consultée le 1 septembre 2013.

des idées de la classe dominante. Effectivement, cette hégémonie idéologique de la classe dominante est permise d'abord puisque c'est celle-ci qui a le pouvoir de se faire entendre.¹⁵ Pourtant, c'est cette même super-structure parallèle à l'État qui permet à des forces authentiquement transformatrices, voire révolutionnaires, d'émerger. On peut ainsi adopter une vision de la société civile inclusive et agissante afin de pouvoir étudier les actions formelles d'organisations de la société civile (OSC) ainsi que les actions informelles de groupes sociaux plus traditionnels et non-institutionnalisés.

Approche méthodologique.

Nous aborderons ce travail comme une étude de cas puisque nous étudierons les conséquences et les implications du phénomène des accaparements de terres au Mali et, plus précisément, à l'ON. C'est ce qui nous permet d'aborder notre corpus de manière ciblée tout en explorant les origines et les manifestations de ce phénomène macro. L'approche méthodologique de ce travail sera d'abord qualitative puisqu'il cherche à explorer et à comprendre les caractéristiques et les impacts des accaparements de terres. Elle est, également, corrélative puisque nous argumenterons qu'il existe une relation entre les accaparements de terres et l'aggravation de l'insécurité alimentaire ainsi que la précarisation des conditions de vie au Mali. L'augmentation du nombre de projets d'investissements sera, le croit-on, accompagnée par une augmentation significative des IDE (Investissement direct étranger) surtout à destination de la zone de l'ON qui comprend les meilleures terres du Mali. Comme les accords sont souvent opaques, il est difficile de trouver des sources premières sur les montants exacts en circulation ainsi que les modalités

15 Piotte, Jean-Marc, *La pensée politique de Gramsci*, Collection Les classiques des sciences sociales, Université du Québec À Chicoutimi, 1970, p. 129, En Ligne, <http://lc.cx/SqS>, Page consultée le 1 septembre 2013.

d'exploitations accordées. Il faut donc chercher dans un large éventail de sources pour obtenir quelques explications; par exemple : les médias, les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les organismes internationaux, les OSC, les recherches scientifiques, etc. Du côté des médias, des ONG et de la société civile locale, nous pourrions explorer, entre autres, des témoignages et des récits d'événements pertinents à notre travail auxquels nous aurions difficilement accès autrement. Quelques organismes internationaux, comme AfriStat et le Comité de la Sécurité Alimentaire Mondial (CSA), pourront nous éclairer sur l'évolution de la situation au niveau de la sécurité et de la suffisance alimentaire mondiale via leurs études et rapports. Enfin, par l'approche théorique néo-marxiste, nous pourrions analyser et interpréter les répercussions économiques, sociales et écologiques des nouvelles dynamiques causées par les accaparements de terres sur les populations au Mali.

Objectif de recherche.

L'objectif de cette étude est de comprendre ce que le phénomène d'accaparement de terres apporte de nouveau dans les relations de pouvoir au Mali. Nous étudierons les rapports de pouvoir existant par rapport à la gestion du domaine foncier et des ressources naturelles pour ensuite en évaluer des conclusions dans le cadre du phénomène d'accaparements de terres. Nous pourrions opérationnaliser notre cadre théorique et conceptuel tel que présenté ci-dessus essentiellement en trois temps. D'abord, nous identifierons des cas d'accaparement de terres à l'ON à partir desquels nous pourrions saisir la portée des problématiques inhérentes à l'assujettissement des territoires. Ensuite, une fois les acteurs en présence identifiés, nous pourrions étudier leur positionnement idéologique par rapport aux transformations socio-spatiales propres aux caractéristiques des accaparements de terres. Enfin, nous pourrions analyser la portée des conséquences de ces

transformations en analysant ses effets effectifs sur les conditions de vie et la sécurité alimentaire des populations locales.

Ceci dit, il nous faut préciser la pertinence de la dénomination du phénomène comme «Accaparement de terres». La conceptualisation de ce phénomène dans son entièreté en utilisant les expressions de «transactions massives de terres» ou «d'investissements étrangers combinés» ne permet pas de mettre en évidence une compréhension de sa nature idéologique et philosophique et écarte l'enjeu de pouvoir propre à un point de vue de la science politique. En effet, on peut retracer dans l'Histoire plusieurs cas d'investissements étrangers dans le foncier ainsi que des achats massifs de terres, voire des cas de conquêtes de territoires. Ces acquisitions pouvaient évoluer selon qu'il n'y avait pas de crise alimentaire, climatique ou financière systématique dans le passé. Des achats de terres forcés ont également eu lieu. Déjà, Marx décrivait dans le *Capital* les mouvements d'enclosures dans les campagnes anglaises pour privatiser ce qui était commun.¹⁶ Donc, l'expression «accaparement de terres» vient clarifier la nature politique du phénomène actuel alors que les autres expressions peuvent aussi bien désigner des réalités passées. Toujours selon Ziegler, nous vivons une époque de renforcement d'un «ordre cannibale du monde» qui se démasquerait ainsi : par l'abondance des denrées alimentaires, par l'augmentation constante des rendements de productivité agricole et, finalement, par une non distribution de cette abondance au bénéfice des spéculateurs sur les marchés internationaux.¹⁷ C'est dans ce contexte qu'on doit aborder cette problématique. Pour relativement les mêmes raisons, nous privilégierons une analyse avec une perspective politique s'intéressant à la souveraineté alimentaire plutôt qu'à la sécurité alimentaire du Mali.¹⁸ Le concept de souveraineté alimentaire pose

16 Bensaïd, Daniel, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Édition Lux, Instinct de Liberté, Montréal, 2008, p. 94-124.

17 Ziegler, Jean, *L'empire de la honte, Op. Cit.*, p.241-258.

18 À noter qu'il ne sera que peu traité « d'autosuffisance alimentaire » dans notre travail puisque ce

directement l'enjeu politique et la question qualitative du pouvoir des peuples sur leurs terres, alors que la sécurité alimentaire fait l'objet de constats quantitatifs.

Hypothèse de recherche et Sujet divisé.

À la lumière de notre présentation, nous pouvons énoncer notre hypothèse de recherche : les accaparements de terres provoquent des transformations socio-spatiales qui ont pour conséquence de porter gravement atteinte à la souveraineté alimentaire et d'amplifier la précarisation des conditions d'existence au Mali, d'où la résistance des communautés face à leur marginalisation. Nous verrons, en étudiant la littérature savante, combien un diagnostic peut être établi à partir des défaites du développementisme au Mali et des effets pervers des accaparements. Pour ce faire, nous aborderons notre travail en quatre temps. D'abord, nous étudierons la trajectoire historique du Mali et le développement foncier du régime colonial à l'ère contemporaine; nous étudierons ensuite des cas d'accaparements de terres au Mali à partir des caractéristiques du phénomène depuis son origine internationale; nous explorerons par la suite comment s'opérationnalise le processus de dépossession des couches sociales marginalisées via les transformations socio-spatiales des divers projets; et, finalement, nous étudierons l'évolution et les réactions face à la précarisation des conditions de vie et de l'aggravation de la souveraineté alimentaire du peuple malien.

concept n'est que peu utiliser dans la littérature savante actuelle.

CHAPITRE I

LE DÉVELOPPEMENT DU FONCIER AU MALI : DU RÉGIME COLONIAL À L'ÈRE CONTEMPORAINE

1.1 Histoire des régimes fonciers au Mali : des administrateurs coloniaux aux politiques contemporaines.

Il convient de débiter notre travail par une étude de la trajectoire historique du Mali concernant ses politiques foncières et la mise en valeur de ses terres. Plusieurs raisons historiques mettent en évidence l'intérêt d'étudier cette évolution. Notons, entre autres, une pression démographique toujours croissante, celle-ci causant une concurrence accrue sur les ressources naturelles; une modification lente du rapport humain avec la nature due à l'effet du rétrécissement de la disponibilité des terres cultivables; et, finalement, une fragilisation des populations du Sahel face aux crises alimentaires alors que les techniques agro-industrielles mettent à mal les ressources disponibles. Ajoutons que l'appauvrissement des communautés ne leur permet pas le crédit d'investissement nécessaire à l'amélioration de leur productivité.¹⁹ En termes de bilan, il nous faut rappeler que le Mali était le grenier de l'AOF (Afrique Occidentale Française) durant de longues années. L'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles sont largement les premières activités économiques au Mali. Plus de 75% de la population y vit de l'agriculture. Des tentatives pour développer des secteurs économiques secondaires et tertiaires ont pourtant existé, mais n'ont pas abouti. Au cours de son histoire, trop souvent, les élites maliennes ont concentrés les richesses du pays au détriment de sa population. L'opportunisme a trop souvent marqué les

¹⁹ Observatoire du Foncier au Mali[OFM], *rapport : Projet Retail Niono*, État du Mali, URD|OC, 1994, PDF En Ligne, http://www.cra-segou.org/IMG/pdf/C00_0286.pdf, Page consultée le 20 septembre 2013.

projets prometteurs à des fins d'enrichissement personnel. Pour bien comprendre toute la complexité des politiques foncières au Mali, nous nous référerons, entre autres, au professeur en anthropologie juridique Étienne Le Roy qui explique que les problèmes fonciers sont d'une importance capitale pour l'évolution d'une nation.²⁰ Il avertit que malgré l'histoire formelle du foncier il ne faut pas ignorer l'histoire parallèle des lois dites coutumières. Comme nous le verrons, l'histoire tendra à lui donner raison puisque, aujourd'hui, la reconnaissance des droits coutumiers est un enjeu politico-juridique majeur qui est devenu incontournable au Mali.

D'abord, alors qu'on souhaitait durant le XIXe siècle faire de l'ex-Soudan français le grenier à céréales de toute la région, l'économie coloniale avait des priorités de denrées exotiques qu'elle ne pouvait produire notamment à cause de sa localisation géographique. «voir Annexe C» Comme l'explique Le Roy, celle-ci : «réclamait du café et le Soudan n'en produisait pas; elle introduisait le cacao, mais le Soudan ne pouvait l'accueillir; elle exigeait du bois et le Soudan n'en fournissait plus, littéralement épuisé par la construction du chemin de fer Dakar-Bamako.²¹» Cependant, l'étrangeté du territoire, l'éloignement et le manque d'infrastructure de transport ont contribué à laisser le territoire inexploité par le colonisateur. Nous faisons un saut historique afin de nous intéresser particulièrement à la fin du XIXe siècle puisque le principe juridique du monopole foncier de l'État sur son territoire vient du droit français. La colonisation d'alors se définissait par l'annexion, de manière violente ou pacifique, d'un territoire par une force étrangère à des fins politiques et économiques. Dans l'Ouest africain, la présence française ne se renforcera qu'à la moitié du XIXe siècle, et ce n'est qu'en 1898 que le territoire sera complètement assujéti. Le Roy explique qu'il faudra attendre cette conquête

20 Le Roy, Etienne, *La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone*, Étude Législative, Service de législation bureau juridique, FAO, Rome, 1987, p.1-27, En Ligne, <http://lc.cx/Sp5>, Page consultée le 15 avril 2013.

21 *Ibid.*, p.82.

définitive de l'Afrique de l'Ouest avant de voir apparaître de véritables règles foncières sous le régime colonial français.²² Durant ces décennies de la fin du XIXe siècle, ce sont les militaires qui assurent le développement du territoire, la pacification étant prioritaire. Il faut dire que l'administration des colonies de la part de ces autorités civiles était minime à l'époque. L'économiste Jacques B. Gélinas décrit combien les colonies, notamment françaises, étaient conçues dans le commerce colonial que comme de simples pourvoyeuses de matières premières ainsi que comme des marchés d'écoulement de biens industrialisés en surplus.²³

Concernant la gestion de la propriété foncière, le droit colonial produira les décrets du 23 octobre 1904, qui réorganisera les domaines de l'Afrique Occidentale Française (AOF), et du 24 juillet 1906, qui renouvellera la gestion foncière.²⁴ Ces décrets nieront l'existence du droit de propriété en Afrique. Il appartiendrait aux colonisateurs de le faire apparaître. Ils confirment également la négation d'une souveraineté des Africains sur leur sol, la France l'emportant via un droit de conquête. Ces décrets reconnaissent ainsi le monopole foncier de l'État colonial sur son territoire. Les finalités de l'État en Afrique y sont même statuées : «transformation des mentalités, primauté de l'individualisme, émergence d'entrepreneurs agraires.²⁵» L'article dix du décret de 1904 donne ainsi les terres dites «vacantes et sans maître» à l'État. Cependant, une reconnaissance ambiguë des droits coutumiers y apparaît. Le Roy rapporte que la loi stipulait que certaines terres revendiquées par des chefs indigènes et approuvées par le lieutenant-gouverneur ne pouvaient être données.²⁶

22 *Ibid.*, p. 53.

23 Gélinas, Jacques B., *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?*, Éditions Écosociété, Montréal, 2000, p.26.

24 Coquery-Vidrovitch, Catherine, 4. *Le régime foncier rural en Afrique noire*, Dans «Enjeux fonciers en Afrique Noire», ORSTOM, Karthala, Montpellier, p. 75, PDF en Ligne, <http://lc.cx/SDd>, Page consultée le 12 juin 2013.

25 J.A et al., *Le Mali Aujourd'hui*, Éditions du Jaguar, Paris, 2006, p. 29.

26 Le Roy, Etienne, *La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone*, Op. Cit., p.13.

Pour ce qui est des politiques de l'époque au tournant du XXe siècle, en fait, il faudra attendre une suite de réglementations sur l'immatriculation des titres fonciers dans les territoires coloniaux entre 1899 et 1901, qui seront mis au point par les décrets du 4 juillet 1906 et du 26 juillet 1932, pour voir se développer le droit de propriété français en Afrique de l'Ouest.²⁷ Cependant, le lieutenant-gouverneur reste le seul à pouvoir autoriser la reconnaissance d'un droit de propriété. Il faut souligner que dans les mêmes années, l'ex-ministre des colonies françaises, Albert Sarraut, décrivait combien la France se devait de changer son attitude face à ses colonies. Il écrivait en 1931 qu'il fallait : «que la paisible et légitime jouissance du droit au sol qu'ils cultivent, dans les parties qui leur appartiennent, n'ait rien à redouter des spoliations accomplies par l'arbitraire ou l'erreur. Ce doit être l'œuvre d'un bon régime foncier et d'un équitable système de concessions.²⁸» Faute de volonté des administrations coloniales, très peu d'améliorations seront apportées, et les politiques de Sarraut seront écartées.

Malgré tout, bien que les textes administratifs donneront une place à la reconnaissance des droits coutumiers par un décret foncier le 20 mai 1955, l'application de cette ouverture se butera à la résistance des administrateurs territoriaux. À cet égard, la professeure Monique Bertrand explique que le modèle de l'administration coloniale française consistait en un État immatriculateur qui se contentait de répondre à un clientélisme mesuré et stratégique²⁹. À titre d'exemple, on demandait aux propriétaires en échange du bail foncier de mettre en valeur la terre et de construire des bâtiments. Pourtant, les coûts relativement élevés, la longueur et la complexité des procédures bureaucratiques peuvent être très décourageants. Pour que les politiques changent, il faudra attendre l'indépendance nationale du Mali le 22

27 J.A et al., *Le Mali Aujourd'hui*, Op. Cit., p. 16.

28 Sarraut, Albert, *Grandeur et Servitudes coloniales*, L'Harmattan, Paris, 1931, p.79.

29 Bertrand, Monique, *La question foncière dans les villes du Mali*, Marchés et patrimoines, Collection, Hommes et Sociétés, Karthala, ORSTOM, Paris, 1994, p.18-23.

septembre 1960. Les politiques du nouveau régime socialiste promouvaient une administration publique forte et une économie planifiée. Le Roy explique que : «avant 1968, les textes maliens s'organisent autour de trois points : «une volonté de contrôle des transactions foncières, une action en faveur du retour d'un maximum de terres au domaine de l'État et enfin une action en vue de la limitation des droits coutumiers.³⁰» Sur ce dernier point, mentionnons que les pratiques coutumières et modes de production étaient incompatibles avec la volonté de l'État de mieux encadrer la gestion des terres. Suite au coup d'état de 1968, le régime de Moussa Traoré continuera les politiques d'économie planifiée.

La tendance au libéralisme atteindra tôt le Mali dès 1981 avec la mise sur pied du Programme de restructuration du marché céréalier (PRMC) qui se voulait une réponse à l'endettement excessif de l'Office des produits agricoles du Mali (OPAM).³¹ Les mesures mises en place, comme des projets d'infrastructures, furent destinées à ouvrir l'espace malien à la libéralisation du marché des céréales. Entre autres, le PRMC a aboli le monopole de l'OPAM, diminué ses coûts de fonctionnement et a éliminé les subventions à la consommation. Une des promesses de ces mesures était de permettre la hausse des prix au bénéfice des producteurs. Pourtant, cette promesse ne fut pas atteinte; on croyait que l'augmentation de ces prix donnerait une motivation aux producteurs d'accroître leur productivité.

Cette tendance sera accélérée après la révolution de mars 1991 afin d'accommoder d'autres principes fondés sur la décentralisation et la démocratisation dans le cadre du libéralisme. Dans cette lignée, le Code Domanial et Foncier (CDF) du premier août 1986 représente un texte réformateur pro-libéral pour le pays. Ce

30 J.A et al., *Le Mali Aujourd'hui*, Op. Cit., p. 72.

31 Phelinas, Pascale, *Libéralisation du commerce des grains et sécurité alimentaire au Mali : les limites du marché, le nouveau rôle de l'État*, Cahier des sciences humaines, 27 (1-2), 1991, p. 5-72.

nouveau Code vient faciliter l'accès à la propriété privée tout en maintenant des garanties pour servir l'intérêt public.³² Alors qu'antérieurement la gestion des ressources naturelles se fondait sur le monopole de l'État, la nouvelle législation se base sur le libéralisme économique et la participation des communautés. La concession rurale reste le seul mode d'attribution de terrains vacants situés en zone rurale. Cependant, l'État reste le propriétaire et garde le droit d'exproprier pour cause d'utilité publique. Comme tout bénéficiaire, l'ayant droit doit verser une redevance annuelle dont le taux peut varier. Comme le fait remarquer Gérard Ciparisse de la Food and Agriculture Organisation (FAO), les bénéficiaires d'une concession sont en fait des usufruitiers tant et aussi longtemps qu'ils mettent en valeur cette dernière avec l'interdiction de vendre ou de mettre en gage.³³ Au niveau de l'accès à la propriété, notons qu'afin d'éviter la concentration des terres, le Code stipule qu'au-delà de dix hectares au même concessionnaire c'est le conseil des ministres qui statue sur le cas.

Pour le Mali, les années 90 seront les années de la décentralisation. Il faut noter que la décentralisation est présente dans les discours depuis des décennies. De plus, «la Constitution de septembre 1960 prévoyait déjà, en son article 41, sept collectivités territoriales décentralisées (...), qui devaient s'administrer librement par des conseils élus. Cette constitution ne fut jamais appliquée.³⁴» Il faudra par contre attendre le 11 février 1993 pour que des pouvoirs soient accordés aux collectivités territoriales.³⁵ Alors que le concept de décentralisation est adopté par les institutions internationales, une certaine incertitude persiste puisqu'il ne semble pas avoir de consensus sur son application effective. La décentralisation elle-même comme

³² *Ibid.*

³³ Ciparisse, Gérard, *Accès à la terre pour tous en Afrique noire : une utopie?*, FAO, Réforme agraire, No. 2, 1998, p. 45.

³⁴ Marie, Jérôme et Idelman, Éric, *La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ?*, EchoGéo, numéro 13 \ 2010, p.18, En Ligne, <http://echogeo.revues.org/12001>, Page consultée le 12 juillet 2013.

³⁵ Bertrand, Monique, *Transition malienne, décentralisation*, PRODIG, GRAFIGEO, Paris, 1997, En Ligne, <http://www.prodig.cnrs.fr/IMG/pdf/1999-8.pdf>, Page consultée le 19 septembre 2013.

concept, son contenu, sa mise en œuvre et la répartition des rôles et responsabilités des divers organes de l'État fait alors l'objet de controverses. Même au niveau local, alors que le point de référence des populations rurales reste le village et ses chefs traditionnels, des instances regroupant des dizaines de villages ne pouvaient qu'alimenter la méfiance. Cette réforme peut n'avoir abouti qu'à un renforcement du contrôle du gouvernement central sur les villages, en instaurant une nébuleuse d'administration où le suivi des dossiers n'est pas toujours évident. Afin de maintenir sa prédominance, l'autorité centrale a accordé des pouvoirs aux autorités locales sans pour autant que celles-ci en aient les moyens nécessaires. À ce chapitre, une assemblée des maires s'est tenue le 21 mars 2011 afin d'en faire un bilan. Ce qu'il s'est d'abord dégagé des discussions, c'est le manque flagrant de ressources à la disposition des autorités locales. Les maires plaidèrent pour que des améliorations soient apportées à la «question du transfert des ressources et des compétences aux collectivités, de la relecture du code domanial et foncier pour rendre effectif les compétences des collectivités en matière domaniale, forestière et d'hydraulique villageoise.³⁶» Ces problématiques perdurent toujours. Également, ils soulevèrent l'iniquité de la procédure du CDF et ses coûts qui excluent la majorité. Généralement, il y a deux modes d'accès à la terre au Mali aujourd'hui : par le CDF et par les règles coutumières.

Plusieurs autres difficultés minent cependant les intentions des législateurs. Ces difficultés concernent l'accès des ruraux à la justice, au caractère inachevé et controversé de la législation, aux lourdeurs bureaucratiques et à l'éloignement de la capitale. Au CDF s'ajouteront les réformes libérales de 1994 et 1996. La réforme de 1994 consista, entre autres, à réduire le nombre des fonctionnaires de l'État de 70 %, à

36 Diallo A. O., *Journée nationale des communes : bilan d'étape de la décentralisation*, République du Mali, Journal L'Essor, 2011, En Ligne, http://www.matcl.gouv.ml/voir_actu.aspx?lactu=20, Page consultée le 22 juin 2013.

limiter les responsabilités de l'Office du Niger, à privatiser la majorité de ses activités et à améliorer la sécurité foncière des producteurs. Il y a donc deux volets principaux à cette réforme : privatisation et sous-traitance.³⁷ Ajoutons que la dévaluation du FrancCFA avait pour objectif, avec l'adoption de nouvelles mesures douanières et tarifaires, de mieux protéger le marché intérieur du Mali. Entre autres mesures, des subventions publiques pour soutenir le stockage de denrées alimentaires ainsi qu'un nouveau mode de régulation du commerce du riz furent mises sur pied. Le but de cette mesure était de contribuer à la stabilisation des prix entre les cultures de saison et de contre-saison.³⁸ La réforme en 1996 consistait en une refonte des lois de gestion de l'eau et des terres pour mieux codifier, entre autres, la question des baux d'exploitation. Ces réformes touchaient les dispositifs d'accès à la terre, les garanties de l'état, la propriété, etc. On identifie quatre différents types de titres fonciers précaires et définitifs : la concession rurale, le bail emphytéotique, le bail avec promesse de vente et le titre foncier.³⁹ En guise de précision, le bail emphytéotique consiste en un contrat d'aménagement de terres sur une longue durée et moyennant une redevance annuelle. Il s'agit d'un contrat d'exploitation pour des entreprises agro-industrielles sur les terres de l'ON.

Au chapitre de la facilitation des entrées d'investissements au Mali, notons que les investissements directs étrangers explosent au Mali suite aux réformes de 1994. Alors que le Mali n'attirait que 2 milliards de FrancCFA en 1994, en 1995 le pays en attirera 120 milliards de FrancCFA.⁴⁰ La moyenne des investissements entre 1995 et

37 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, IDE Afrique, ANSA Africa, 2010, p.13, http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/Revue_pays_Malipdf.pdf, Page consultée le 11 juin 2013.

38 Dupressoir, Sophie, « Changements organisationnels et libéralisation. La commercialisation du riz au Mali », Dans : *Économie Rurale*, N. 262, Persee, 2001, p.93-94, En Ligne, <http://lc.cx/SDM>, Page consultée le 27 octobre 2013.

39 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p.13.

40 Sanogo, Abdrahamane, *Thème : les relations économiques de la Chine et du Mali*, CREA, rapport

2000 montera à 64,5 milliards de FrancCFA par année; du jamais vu pour le pays. «voir Annexe M» À cet effet, dans une étude datée de 2008, on apprend qu'au «sein de l'UEMOA (Union Économique Monétaire Ouest Africaine), le Mali est le 3e pays à attirer le plus d'IDE sur la période (1995 à 2000) après la Côte d'Ivoire et le Sénégal, (...)»⁴¹ Plus tard, la création en 2005 de l'Agence pour la Promotion des Investissements du secteur privé au Mali (API-MALI), un Établissement Public à caractère Administratif (EPA), réaffirmera d'autant plus la volonté du Mali d'attirer et de faciliter les investissements étrangers. L'API-Mali assure un guichet unique depuis 2008 pour toutes les demandes d'autorisations d'investissements au pays.⁴²

Pour terminer notre survol historique de la gestion des codes fonciers au Mali, mentionnons qu'en fait, depuis une quinzaine d'années, les études sur l'appropriation et la transmission de la terre en Afrique s'intéressent bien plus aux dynamiques locales qu'étatiques. Les dynamiques étatiques sont, toujours aujourd'hui, héritières de l'idéologie coloniale : supériorité de l'écrit sur l'oral et obligation de mise en valeur notamment. Le droit a donc émis la thèse du :

“dualisme foncier” opposant deux sources du droit inconciliable, cloisonnant leurs “systèmes autonomes de règles” et d'arbitrages fonciers : d'un côté, les justifications, dites coutumières, d'une possession solidaire et orale de la terre; de l'autre, des techniques d'appropriation individualisée du sol, consacrées par un titre écrit.⁴³

Ces systèmes historiques font tous deux partie intégrante d'un tout. Par exemple, l'obligation de commercialisation de la production des paysans favorise grandement

d'Étude, Université de Bamako, Bamako, 2008, p.11.

41 *Ibid*, p.7.

42 Djiré, Moussa *et al.*, *Investissements agricoles et acquisitions foncières au Mali : Tendances et études de cas*, IIED/GERSDA, Londres/Bamako, 2012, p.38, PDF En Ligne, <http://pubs.iied.org/pdfs/10037FIIED.pdf>, Page consultée le 25 mai 2013.

43 Bertrand, Monique, *Transition malienne, décentralisation, Op. Cit.*

le système formel au détriment des pratiques coutumières. On assiste à la dévalorisation des règles communautaires pré capitalistes, celles-ci étant jugées comme faisant obstacle aux politiques développementistes. Cette dimension communautaire se doit d'être lue en relation avec la spécificité de la philosophie africaine. En effet, la conception africaine du droit à la terre est interprétée classiquement comme se basant, selon l'anthropologue Alain Testart, sur trois piliers : «le caractère sacré ou divin de la Terre qui la rendrait non susceptible d'appropriation; le fait que les droits sur la terre seraient inaliénables; la dimension toujours collective de ces droits.⁴⁴» Testart discute longuement dans son travail les variations et les ajustements que connaîtra cette interprétation jusqu'à aujourd'hui. Il serait restrictif de dire que s'il n'y avait pas de droit de propriété en Afrique, il n'y avait que des droits d'usufruitiers. Cependant, l'usufruitier est différent qu'en droit latin car le fermier africain ne devait les fruits de son travail qu'à lui-même.⁴⁵

Ainsi, la friction existante entre diverses conceptions des fins de l'agriculture, de la possession ou non possession de la terre, des modes de production de denrées alimentaires, par exemple, se percutent bel et bien sur ces enjeux. C'est dans le cadre de cette législation foncière malienne ainsi que dans le contexte de la ruée sur les terres riches de l'Office du Niger qu'ont lieu ces tensions entre divers acteurs.

1.2 Histoire de l'Office du Niger : un ambitieux projet qui rêvait d'autosuffisance alimentaire.

Historiquement, l'ON est une source d'appréciations des plus radicalement opposées. Souvent critiqué, l'organisme apporte autant d'espoirs que de déceptions.

44 Testart, Alain, *Propriété et non-propriété de la terre : L'illusion de la propriété collective archaïque (1re partie)*, Études rurales, No. 165|166, Globalisation et résistances, 14 septembre 2011, p.209.

45 *Ibid.*, p.226.

Depuis les réformes de 1994-96, la prédominance de la stratégie développementiste grâce aux investissements étrangers fait en sorte qu'il s'emploie plus à *faire faire* qu'à *faire* lui-même. Ce qui est paradoxal pour un organisme qu'on qualifiait lors de sa création en 1932 «d'État dans l'État.» Par *faire*, on entend d'abord et avant tout une dynamique de réalisation par l'acteur concerné.

Il faudra attendre les années vingt pour qu'un ingénieur français nommé Émile Belime s'intéresse à l'exploitation du Sahel. C'est lui qui découvrit qu'il y a des millénaires le fleuve Niger avait dévié de son lit originel et avait ainsi laissé ses anciens affluents desséchés. Belime eut alors l'idée d'utiliser ses affluents pour détourner à nouveau l'eau du fleuve vers ces nouvelles zones. Il établissait à 1 105 000 hectares de terres irrigables propices à la culture du coton et du riz.⁴⁶ C'est l'acceptation de ce projet gigantesque par les autorités coloniales qui provoqua la création de l'ON en 1932. Pourtant «c'était compter sans l'administration paralysante, voire les hostilités déclarées de ceux qui, sous la colonisation comme depuis l'indépendance, n'ont pas voulu admettre que l'Office du Niger était, sur place, la meilleure chance des pays sahéliens.⁴⁷» Au départ, l'organisme était indépendant et se concentrait sur des projets d'infrastructure tel le barrage de Markala, débuté en 1934 et terminé en 1947. Selon Babacar Fall, cette période correspond à un âge d'or du travail forcé dans l'AOF où les administrateurs n'ont pas hésité à mobiliser massivement les populations pour travailler sur de grands chantiers publics comme privés.⁴⁸ Dougnon plaide également que la perception du «travail de noir,» plus précisément du travail des colons noirs agriculteurs, reflète négativement le caractère servile du statut des recrutés forcés.⁴⁹ En 1929, l'administration prévoyait le

46 Dougnon, Isaïe, *Travail de blanc, travail de noir*, Histoire des suds, Sephis, Karthala, Paris, 2007, p. 75.

47 J.A., et al., *Le Mali Aujourd'hui*, Op. Cit., p. 86.

48 Fall, Babacar, *Le travail forcé en Afrique-Occidentale française*, Collection Hommes et Société, Karthala, 1993, p. 17, En Ligne, <http://lc.cx/SNH>, Page consultée le 20 septembre 2013.

49 Dougnon, Isaïe, *Travail de blanc, travail de noir*, Op. Cit., p. 143-144.

recrutement de 300 milles colons. En 1997, la population de l'ON s'élevait plutôt à 180 milles individus.

En 1961, après l'indépendance, l'ON fut nationalisé. En 1970, la culture du coton fut abandonnée pour se consacrer au riz tout en augmentant le rendement par hectare de la production. À cela, il faut ajouter la continuation des constructions de canaux d'irrigation grâce auxquels le nombre de surfaces cultivées est passé de 40 milles hectares à près de 75 milles hectares.⁵⁰ Durant près de deux décennies, les bailleurs de fonds internationaux boudant l'agriculture et l'organisme public, c'est sans aide que l'ON a fait ses preuves. Apprécions également la lente reconnaissance du maraîchage qui a fait ses preuves en enrichissant les cultures des familles. Pourtant, les cultures maraichères n'ont jamais fait partie des plans administratifs.

Au cours des années 80, la commercialisation des activités et la marchandisation des productions s'imposeront comme nouveaux créneaux des décideurs. Dès 1985, sous la pression de la BM et du FMI, il est décidé de briser le monopole de l'ON, qui devient un EPA, au bénéfice d'investisseurs pour réaliser les travaux d'infrastructure. Il faudra attendre 1994-96 pour que de nouveaux grands changements politiques viennent changer les règles. En 1994, l'ON est transformée en établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). L'ON ne garde ainsi qu'une mission de gestion des eaux et de l'entretien des aménagements ainsi qu'un conseil rural minimal. Dès 1994, elle fut restructurée dans la ligne des impositions du PAS, commencée en 1988, sous le titre *Projet de Consolidation de l'Office du Niger* (PCON). L'ON perd ainsi sa juridiction sur des activités «[...] comme l'aménagement des terres, le crédit agricole, la transformation et la commercialisation [qui] ont été privatisées et les activités de type-conseil à l'élevage, à la pisciculture, etc. élargies à

⁵⁰ *Ibid.*, p. 177.

d'autres organismes.⁵¹» Notons au passage que plusieurs secteurs, dont celui du sucre, fut retiré de la seule gestion de l'ON. Ainsi, le projet sucrier de Markala, société à la fois malienne et chinoise comme nous le verrons plus bas, a reçu un contrat avantageux qui lui assure des capitaux de l'État au détriment de l'ON; et donc des paysanneries qui habitent son territoire.⁵²

Jusqu'à aujourd'hui, les modes de tenures à l'ON comprennent : le contrat annuel d'exploitation, le permis d'exploitation agricole, le bail d'habitation, le bail emphytéotique et le bail ordinaire. Bien que les plus nombreuses soient les concessions familiales, les grands bénéficiaires de baux d'exploitation et ordinaire couvrent énormément plus de territoires. En quelques chiffres, l'ON contrôle aujourd'hui une superficie de terres irriguées de 80 milles ha à environ 25 milles exploitations familiales (400 milles personnes) d'une grandeur moyenne de 3,7ha. De plus, 56 % des exploitants ont au moins 3ha accueillant environ treize personnes par exploitation. Il a un rendement de quatre tonnes par ha de riz et elle produit entre 300 milles et 350 milles tonnes de riz par année.⁵³ *Success story* pour les uns, une telle performance est décevante pour d'autres. Il faut dire que même les chiffres officiels de l'ON sur l'augmentation de sa production rizicultrice sont remis en question par des enquêtes compilées et comparées par le chercheur Benoît Dave.⁵⁴ La moyenne des conclusions de ces enquêtes démontre plutôt que la productivité de l'ON aurait baissé en tonne par hectare entre 1995 et 2007. «voir Annexe D» Cependant, il reste

51 Office du Niger, *Les missions de l'Office du Niger*, En Ligne, <http://lc.cx/SNV>, Page consultée le 23 mai 2013.

52 ECADIM MALI, *L'accaparement de terres à grande échelle au Mali dans la zone Office du Niger*, FPH, Office du Niger, CJ, Mali, juin 2011, p. 8, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SDY>, Page consultée le 10 août 2013.

53 Dave, Benoît, *Le mouvement paysans peut-il faire reculer l'agrobusiness*, Défis Sud, 2008a, p.1, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SY4>, Page consultée le 14 mai 2013.

54 Dave, Benoît, *Office du Niger au Mali : les chiffres officiels de la production rizicole sont surestimés*, CECID, Articles scientifiques, 2008b, p.19, En Ligne, <http://lc.cx/SDf>, Page consultée le 14 mai 2013.

vrai que la production annuelle totale augmente. La FAO rapporte qu'entre 2000 et 2011 le nombre de tonnes de riz paddy produit au Mali est passé de 742 599 à 1 741 472.⁵⁵ Dave soulève également l'endettement quasi-généralisé des exploitations familiales et le drame que vivent celles-ci en voyant leurs jeunes quitter pour tenter leur chance en ville. Il note que 56% des familles n'ont que trois hectares de terres à exploiter.⁵⁶ Pour Dave, il est clair que ce chiffre ne pourra qu'augmenter «parce beaucoup d'exploitations se morcellent au moment des successions ou de conflits familiaux, ou parce que les exploitants sur-endettés sont obligés de vendre une partie de leur champs, alors que cette pratique est interdite.⁵⁷» L'actuel président directeur général de l'ON, Amadou Boye Coulibaly, affirmait sans détour être satisfait d'une augmentation de la production de riz de six pour-cent dans la campagne 2012.

Pour conclure, les choix stratégiques contemporains des autorités du Mali en matière de régime foncier et d'agriculture soulignent trois grandes idées : considérer l'agriculture et le sol comme des ressources naturelles différentes des autres, financer des projets par l'attraction d'investissements étrangers et, finalement, déléguer la gestion des projets à des entités privées et souvent étrangères. Ce sont ces choix délibérés qui ont caractérisé le développementisme pratiqué au Mali et à l'ON.

1.3 Du développementisme au Mali face au système monde : de l'accompagnement des grandes institutions internationales à l'aliénation de l'État.

Si on pouvait affirmer qu'une certaine idée d'universalisme a marqué la deuxième moitié du XXe siècle, on se devrait d'ajouter que cette idée s'est raffinée afin de mondialiser le développementisme occidental. Selon le CNUCED, l'État est

55 FAO, *Production alimentaire et produits agricoles*, Faostat, Organisation Des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SDx>, Page consultée le 28 mai 2013.

56 Dave, Benoît, *Le mouvement paysans peut-il faire reculer l'agrobusiness*, Op. Cit., p.2.

57 Dynamiques Paysannes, *Mali-Office du Niger. Le mouvement paysan peut-il faire reculer l'agrobusiness?*, No.20, SOS Faim, Bruxelles, avril 2009, p.7, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SYZ>, Page consultée le 14 mai 2013.

dit développementiste lorsqu'il dédit toutes ses ressources, administratives et politiques, au service du développement économique⁵⁸. Le Mali n'a pas fait exception à cette règle. Cela entraîna pour conséquences de priver le Mali notamment de forces vives qualifiées et d'accélérer l'aliénation de l'appareil public du Mali.

En se fiant aux travaux du théoricien Immanuel Wallerstein sur la construction du système monde moderne, le concept de développement serait historiquement au centre même de notre modèle de civilisation. En quelques mots, le propos de Wallerstein consiste à analyser le développement comme étant constitué des idées de progrès, de modernisation et de comparaison entre les sociétés dans un but d'universaliser la marche des peuples.⁵⁹ Il propose la théorie des «systèmes-mondes» afin de saisir les forces qui provoquent et façonnent l'évolution des sociétés de manière systémique. Devenu hégémonique au fil des dernières décennies, le concept de développement s'impose comme unité de mesure universelle aux États. Par ailleurs, le sociologue Alain Touraine écrivait que :

Le développement s'oppose à l'inertie où à la reproduction, comme modernisation est associé à modernité. C'est pourquoi la frontière a toujours été assez nette entre modernisation et développement. La première indique la capacité qu'a un système social de produire de la modernité; le second se réfère à la volonté qu'ont des acteurs sociaux, ou mieux, politiques, de transformer leur société. La modernisation est un processus, le développement est une politique.⁶⁰

Le développement serait alors déterminé par les politiques qui entraînent un processus de modernisation d'une société donnée. Touraine affirme que l'État

58 Despatieux, Eléna, *Le choix d'un «État développementiste» pour les pays les moins avancés*, Commafrica, 17 juillet 2009, En Ligne, <http://lc.cx/SDN>, Page consultée le 3 juin 2013.

59 Wallerstein, Immanuel, *Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde*, La Découverte, Volume 301, Sciences humaines et sociales, Paris, 2009, p.33-37.

60 Touraine, Alain, *Qu'est ce que le développement?*, PUF, L'année sociologique, Troisième série, Vol 42, Paris, 1992, p. 48-62.

développementiste est celui qui transforme sa société d'un ordre antérieur à un ordre nouveau notamment via des innovations technologiques.⁶¹ On appréciera donc la place centrale du rôle de l'État dans un processus de modernisation d'une société. Terminons en disant que la division internationale du travail entraîne inévitablement la marginalisation «sans horizon» de certains États. Comme le démontrait une étude conjointe de la Oakland Institute et de la Confédération Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP) : «l'objectif (du gouvernement malien) est plutôt de «moderniser», d'accroître la compétitivité, de se concentrer sur les chaînes de valeur des produits de base, et d'orienter les petits exploitants vers le marché mondial.⁶²» L'alignement idéologique libéral des décideurs ne fait alors aucun doute.

Nous pouvons alors nous demander combien ces réformes ont précipité l'aliénation de l'État au bénéfice de contractants privés en matière foncière et agricole? Afin de bien comprendre cette question ainsi que pour pouvoir y répondre, il convient d'explorer l'accompagnement du Mali par les institutions internationales. Depuis 1980, la BM et le FMI ont imposé un agenda politico-économique qui prônait, entre autres, l'augmentation de l'attractivité du Mali aux investissements étrangers. La solution à l'endettement malien passait par sa capacité à faire la promotion de sa disponibilité à accueillir les investissements agro-industriels notamment. Cette voie est prise en lien avec l'adoption du PAS qui a pour but de réduire le déficit courant sans sacrifier la croissance économique. Les effets recherchés pour atteindre cet objectif sont double : faire accroître les prix des biens internationaux par rapport au marché local et augmenter la productivité économique du pays. L'aliénation de l'État malien frappe ainsi deux murs, il est restreint par l'idéologie libérale et par la marge de manœuvre que lui permettent le PAS et les

⁶¹ *Ibid.*, p. 48.

⁶² Oakland Institute et CNOP, *Comprendre les investissements fonciers en Afrique*, dans « Rapport : Mali », Oakland, 2011, p.11.

conditionnalités de l'Aide. Cette aliénation est renforcée par la décentralisation.

De fait, la décentralisation a modifiée la gouvernance locale au Mali en séparant le pouvoir en trois types d'acteurs : les pouvoirs étatiques, les pouvoirs traditionnels et les nouveaux pouvoirs élus locaux.⁶³ Une conséquence indirecte de la décentralisation est d'avoir créé des flous entre ces trois pouvoirs. En effet, il n'est pas rare que les chefs traditionnels soient également des élus. Constatons au passage que les moyens financiers des collectivités territoriales sont maigres et surtout externes, venant des subventions de l'État.⁶⁴ Sans relever ici les nombreuses allusions à une corruption formalisée due à une trop grande prédominance des liens informels communautaires sur les procédures formelles, nous pouvons affirmer que la perte de repères formels dans les instances de l'État fait en sorte que des suivis sur ses activités deviennent ardues. Si le Mali s'est vu aliéner certaines possibilités d'action par les libéralisations, le pays n'est cependant pas sans outils juridiques intéressants. Il nous est permis de croire que le Mali a pu maintenir certaines prérogatives de l'État puisque celui-ci garde le devoir de veiller à la souveraineté alimentaire de sa population. Ainsi, la Loi d'orientation agricole du Mali (LOA) précise dans l'article 3, au titre des dispositions générales qu'elle « vise à garantir la souveraineté alimentaire et à faire du secteur agricole le moteur de l'économie nationale en vue d'assurer le bien-être des populations.⁶⁵ ». Cette loi vient s'ajouter au constat d'une législation malienne à la fois riche et peu appliquée. Nous explorerons cette conclusion dans le chapitre trois.

63 Pouch, Thierry, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, Éditions Choiseul, France, Saint-Juste-la-Pendue, 2010, p.132.

64 *Ibid.*

65 CSAO, *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : des principes à la réalité*, Dans « Document préparé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) dans le cadre du 1er Forum régional sur la souveraineté alimentaire organisé par le ROPPA à Niamey – Novembre 2006 », Paris, mars 2007, p.33.

Pour l'instant, continuons notre examen avec la politique agricole de 2008 du Mali : l'Initiative Riz (IR). Celle-ci serait un grand pas en avant vers la souveraineté alimentaire du Mali. Cependant, la variété traditionnelle de riz qui a son foyer dans le delta intérieur du fleuve Niger, le riz *oryza glaberrima*, est de plus en plus surpassée et remplacée par sa concurrente asiatique, le riz *oryza sativa*. À partir de 2005, c'est le Président Touré qui a renforcé plusieurs initiatives de stockage du riz pour apaiser les risques de famines, comme le Stock national de sécurité et les stocks d'intervention.⁶⁶ L'IR consiste en un gigantesque plan pour augmenter la production agricole des rizicultures du pays. Cependant, l'état d'insécurité alimentaire du pays n'aurait pas changé. En fait, d'après Quentin Wodon, conseiller de la BM : «si la réduction des taxes à l'importation n'a pas été une mesure pro pauvre, les efforts du gouvernement pour augmenter la production alimentaire locale à travers l'initiative riz sont beaucoup plus prometteurs.⁶⁷» À l'instar du chercheur Jean-Jacques Gabas, on se demande si l'IR n'était pas une expérience de politique agricole qui, au final, fait perdre à l'État son rôle de régulation?⁶⁸ Bien qu'on ne puisse pas accuser directement l'IR d'être une forme de socialisation des pertes, on note que l'impératif de commercialisation reste bien présent dans celle-ci. Soulignons que Dave y voyait tout de même une volonté du gouvernement de braver les dogmes libéraux, notamment en encourageant le stockage du riz.⁶⁹ Ceci dit, l'ouverture à la libre commercialisation régionale pourrait empêcher les visées de l'IR d'atteindre le succès espéré.

Il nous est ainsi permis de croire que le Mali ne sort pas de cet engouement

66 Janin, Pierre, *Le soleil des indépendances (alimentaires)*, Hérodote, 4, n° 131, 2008, p. 98-99.

67 Banque Mondiale, *Atelier à Bamako sur les défis posés par les crises alimentaire, pétrolière et financière au niveau local*, Médias, Mali, Bamako, 2009, En Ligne, <http://lc.cx/SYA>, Page consultée le 20 novembre 2011.

68 Gabas Jean-Jacques, *Les investissements agricoles en Afrique*, Introduction thématique, Afrique contemporaine, 1, n° 237, 2011, p.1.

69 Dynamiques Paysannes, *Mali-Office du Niger. Le mouvement paysan peut-il faire reculer l'agrobusiness?*, Op. Cit., p.7.

développementiste sans conséquences. La première de ces conséquences étant les restrictions du libéralisme économique telles que requises par ses partenaires internationaux. L'État se retrouve à jouer davantage un rôle de promoteur pour attirer des investissements plutôt qu'un rôle de régulateur de ceux-ci. Face au phénomène d'accaparement de terres, c'est donc un Mali à la fois affaibli et limité qui doit faire face au défi d'accueillir ces investissements sans toutefois sacrifier sa souveraineté. Ainsi, le pays se retrouve lié aux engagements du PAS qui ne lui laisse qu'une faible marge de manœuvre. La souveraineté du pays et de sa population s'en retrouve largement atteinte. Le mal-développement du pays est loin de disposer le pays à avoir les moyens d'améliorer la qualité de vie de sa population face aux accaparements de terres.

CHAPITRE II

DES ACCAPAREMENTS DE TERRES AU MALI : GÉNÈSE, ASSUJETISSEMENT ET DÉPOSSESSION

2.1 Genèse d'un phénomène totalisant : apparition des accaparements de terres arables dans le monde.

Maintenant que nous avons étudié la trajectoire historique du Mali, nous pouvons nous intéresser à l'émergence internationale des accaparements de terres. Mentionnons que ces appropriations prennent soudainement une importance unique alors que plusieurs crises mondiales et systémiques se combinent, soit : la crise climatique, la crise alimentaire et la crise financière. C'est cette conjoncture exceptionnelle qui provoque soudainement une course aux terres arables partout dans le monde. «voir Annexe E» Au Mali, c'est à l'ON que l'on retrouve une concentration particulière d'appropriations étrangères. Dans ce deuxième chapitre, nous verrons d'abord comment les accaparements de terres arables apparaissent dans le monde, quels en sont les acteurs et quelles idées sont véhiculées à leur sujet; ensuite, nous verrons combien ce phénomène a pris d'ampleur au Mali dans la zone gérée par l'ON.

Les conséquences des investissements au Mali restent largement sujettes à des études puisque les divers projets influencent un large spectre d'éléments qui touchent plusieurs sphères de la vie malienne. Un enjeu soulevé est de savoir si ces investissements peuvent entrer dans l'Aide Publique au développement (APD). Ces investissements influencent beaucoup les politiques agricoles locales. Ils ont ainsi une grande importance quand vient le temps de savoir qu'elles seront les futures évolutions de la filière agricole malienne : structures, emplois, réglementations, etc. Alors que le montant total accordé par les pays donateurs à l'APD international ne

cesse de diminuer depuis les années 1980, mentionnons que les investissements récents en agriculture viennent combler un certain abandon de ce secteur. En effet, l'APD pour le secteur agricole se situait à 6,2 milliards de dollars constants en 2007, soit la moitié du montant au milieu des années 1980. La part de l'aide en agriculture dans l'APD atteignait en 2007 environ 6% de la somme totale contre 17% à la fin des années 1980. L'OCDE affirmait en 2009 que ces chiffres révèlent un abandon de ce secteur.⁷⁰ Au contraire les investissements directs étrangers (IDE) dans l'agriculture auraient triplé depuis la moitié des années 1990 pour atteindre environ trois milliards de dollars par an en 2005. On remarque que, selon Gabas, bien que l'Afrique soit le continent le moins bénéficiaire des enveloppes d'IDE, il s'agit du continent qui accueille le plus d'investissements dans le secteur agricole.⁷¹ Selon De Schutter, les accaparements en cours ont sept causes diverses : une course à la production de biocarburants; l'augmentation démographique; un épuisement accru des ressources naturelles; la réduction de l'accès à l'eau; l'augmentation de la demande en produits exotiques; les subventions encourageant le stockage du carbone (Ex : par le reboisement); et, enfin, la spéculation foncière internationale.⁷² L'Afrique est le continent le plus touché par la ruée sur les terres avec 134 millions d'hectares de transactions.

La question des surfaces de terres cultivables restantes devient alors des plus pertinentes. À ce propos, l'étude de la chercheuse Sylviane Tabarly est éclairante. Cette étude, qui se base sur l'analyse de trois bases de données internationales sur les étendues restantes de terres utilisables dans le monde, nous apprend que l'Afrique et

70 FAO et OCDE, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018*, Synthèse, Agricultural outlook, 2009, p.73-76, PDF En Ligne, <http://www.oecd.org/agriculture/agricultural-policies/43186493.pdf>, Page consultée le 10 octobre 2013.

71 Gabas, Jean-Jacques, *Les investissements agricoles en Afrique*, Op. Cit., p.1.

72 De Schutter, Olivier, *Acquisitions et locations de terres à grande échelle*, Conseil des droits de l'homme, ONU, 28 décembre 2009, p. 8-9, PDF En Ligne, <http://www.oecd.org/fr/csao/45285650.pdf>, Page consultée le 1 octobre 2013.

l'Amérique du Sud sont les deux continents où il y a le plus de terres encore non exploitées dans le monde à ce jour.⁷³ L'étude souligne qu'à l'échelle de la planète «les superficies des terres utilisables en culture pluviale seraient largement supérieures aux superficies nécessaires pour assurer tout à la fois des conditions de sécurité alimentaire satisfaisantes pour l'ensemble de l'humanité et un certain développement des cultures pour les agrocarburants.⁷⁴» Il est souligné que seul 38% des terres cultivables dans le monde sont effectivement cultivées, soit 1 563 millions d'hectares sur 4 152 millions. Toujours selon Tabarly, cette disponibilité en terres est cependant à nuancer car, bien que ces terres soient potentiellement cultivables, elles ne sont pas nécessairement utilisables pour plusieurs raisons : leur statut juridique, leurs utilisations informelles, leur fertilité, leur accessibilité, etc. Le développement d'infrastructures d'irrigation, comme c'est le cas à l'ON avec le fleuve Niger et le barrage de Markala, accroît beaucoup le nombre de terres cultivables, mais donne une apparence d'abondance de disponibilité en eau. C'est dans ce contexte global que les trois crises systémiques atterrissent au Sahel.

Les changements climatiques, causés par le réchauffement planétaire, font de plus en plus ressentir leurs effets avec les années. Le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) nous apprenait ce 27 septembre 2013 que la planète va continuer à se réchauffer au moins jusqu'à la fin du XXI^e siècle. La température aurait déjà augmenté de 0,8°C depuis l'époque pré-industrielle et devrait encore augmenter de 0,3°C à 4,8°C d'ici 2100 en fonction des émissions de gaz à effet de serre. La première conséquence de ce réchauffement est l'amplification des phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes partout sur

73 Ces bases de données ne feront pas l'objet d'analyse dans ce mémoire faute d'espace. Voir les références de la FAO, de SAGE, de la Global Trade Analysis Project, de Global Agro-Ecological Zones et de l'International Institute for Applied Systems Analysis.

74 Tabarly, Sylviane, *Agriculture sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontière*, Géoconfluences, Dgesco, Lyon, 13 juin 2011, p.4, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SA9>, Page consultée le 11 juin 2013.

le globe. À cet égard, on apprenait d'un rapport de l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Postdam (PIK) que, selon leurs estimations, 500 millions de personnes pourraient être victimes de graves pénuries en eau en cas de réchauffement planétaire de 2°C d'ici l'année 2100.⁷⁵ Selon une étude réalisée par les chercheurs André et Pierre Ozer, le Sahel a connu durant ces dernières décennies deux sécheresses majeures continues et dont les contrecoups perdurent toujours aujourd'hui.⁷⁶ La conséquence directe de cette situation est que la productivité des cultures au Sahel se dégrade avec le temps. «voir Annexe F» Ozer et Ozer insistent sur l'importance de cette problématique alors que le nombre de déplacés environnementaux augmente constamment. Mentionnons que le dérèglement du climat ne peut qu'accélérer le phénomène de désertification et d'appauvrissement des sols. Cet état de faible productivité est un élément important à l'origine de la crise alimentaire déclenchée dès 2006 au Sahel.

La crise alimentaire mondiale de 2006-2008 s'est imposée alors que les «émeutes de la faim» éclataient partout dans le monde. Cette crise tire sa source notamment dans l'appauvrissement des sols, dans les changements climatiques et dans la spéculation foncière. Les paradoxes du système agro-industriel de production ont été mis en lumière par la crise alimentaire. Ces paradoxes, plus ou moins prédits depuis plusieurs années, auront fait en sorte que le système n'aura pas pu supporter les pressions soudaines sur la terre. Ces paradoxes sont à la source de l'envolée des prix des denrées alimentaires de base. Selon Robert Zoellick, ex-président de la BM, cet événement aura suffi à anéantir sept années d'efforts pour combattre la pauvreté

⁷⁵ Institut de recherche sur l'impact climatique de Postdam (PIK), *More than 500 million people might face increasing water scarcity*, In : Environmental Research Letters, 8 octobre 2013, En Ligne, <http://lc.cx/SdZ>, Page consultée le 9 octobre 2013.

⁷⁶ Ozer, André, et Ozer, Pierre, *Désertification au Sahel : crise climatique ou anthropique ?*, Bull. Séanc. Acad. R. Sci. Outre-Mer, Meded. Zitt. K. Acad. Overzeese Wet, 2005, p. 395-423, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SDc>, Page consultée le 9 octobre 2013.

dans le monde.⁷⁷ La crise aurait fait chuter plus de 1,5 million d'individus en état d'insécurité alimentaire sévère au Mali. Selon l'organisme Afrique Verte, le gouvernement aurait dès lors mobilisé des ressources pour distribuer «à prix social» des vivres.⁷⁸ Ceci dit, en 2012, toujours 3 575 160 individus vivaient en état d'insécurité alimentaire sévère au Mali selon la FAO.⁷⁹ Cette hausse des prix serait causée par la spéculation internationale sur les prix des céréales en relation avec la spéculation du coût du baril de pétrole. Celle-ci a multiplié les risques pour les petits producteurs qui n'ont pas pu investir dans leur productivité. La FAO émet également l'avertissement que des mesures protectionnistes peuvent illusoirement rendre auto-suffisantes certaines régions alors que la productivité réelle de ces dernières peut rester inchangée.⁸⁰ La conjoncture était ainsi en place pour que la crise financière qui éclata en 2008 amplifia les conséquences déjà désastreuses de la crise alimentaire et de la crise climatique.

La crise financière a très certainement bouleversé l'économie monde capitaliste jusqu'au Mali. La crise financière (des subprimes dans ce cas-ci) qui aurait débuté en 2008 provient d'une multitude de facteurs, par exemple : une insuffisance de liquidités, d'une crise de confiance sur les marchés spéculatifs, d'une augmentation des taux interbancaires, d'un resserrement des marges de crédits, etc. Comme l'analyse l'Observatoire des politiques économiques en Europe, la crise : «résulte d'un ensemble de facteurs microéconomiques et macroéconomiques, plus particulièrement

77 Delcourt, Laurent, *L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre*, Dans «De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles», Rencontres Lascaux, CETRI, Louvain-la-Neuve, Belgique, juin 2010, p.1.

78 Afrique Verte, 2008 : *Crise alimentaire mondiale ou effondrement du pouvoir d'achat?*, Montreuil, 2 juin 2008, p.4, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SdJ>, Page consultée le 10 décembre 2013.

79 FAO, *La crise alimentaire et nutritionnelle du Sahel*, version 1.2, 30 mars 2012, p.28, PDF En Ligne, <http://lc.cx/Sdo>, Page consultée le 22 août 2013.

80 FAO, FIDA et PAM, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Comment la volatilité des cours internationaux portent-elles atteinte à l'économie et à la sécurité alimentaire des pays?*, Rome, 2011, p.40.

les innovations financières et les dérèglementations irréfléchies opérées depuis les années 1980.⁸¹» Mentionnons à ce chapitre, l'abus de la stratégie de tritisation des créances afin d'étendre le plus possible le risque encouru. Mentionnons que le resserrement du crédit commercial a affecté tout le secteur agroalimentaire. Bien que le Mali fût plutôt épargné par cette crise, compte tenu de la faiblesse de son secteur bancaire, il faut rappeler que l'Afrique finit toujours par subir les conséquences d'un ralentissement de l'économie monde. L'arrivée de grands investisseurs devient dans ce contexte pour le Mali intéressant compte tenu des possibilités bienfaites que peuvent avoir les projets sur l'économie nationale, soit : la création d'emplois, un transfert technologique, de nouvelles revenus pour l'État, etc.

Ces récentes crises – alimentaire, financière et climatique –, en faisant de la terre et des denrées alimentaires des placements aux taux de rentabilité élevés, ont créé la conjoncture pour l'apparition du phénomène des accaparements de terres dans le monde. Cette nouvelle ruée internationale pour l'Or vert est extraordinaire par sa soudaineté, son ampleur totalisante et ses conséquences. La BM estimait que 45 millions d'hectares auraient été aliénés en 2009, soit dix fois plus que la moyenne des années précédentes. En 2011, l'organisme Land Matrix avançait le chiffre de 203 millions d'hectares pour la période 2000-2010, dont 71 millions ayant fait l'objet de contrats signés.⁸²

Les intérêts politico-économiques en jeu concernent des acteurs autant publics que privés. Les États accapareurs veulent d'abord assurer leur propre approvisionnement en aliments, en matières premières et en énergie. Ces pays

81 Mai, Meuxing, *La grande crise systémique de 2008*, OPEE, Université de Strasbourg, 2008, En Ligne, <http://opee.u-strasbg.fr/?La-grande-crise-systemique-de-2008>, Page consultée le 11 octobre 2013.

82 Adamczewski, Amandine *et al.*, *Investissements ou accaparements fonciers en Afrique?*, Développement durable et territoires, Vol. 3, n° 3, 09 décembre 2012, En Ligne, <http://developpementdurable.revues.org/9424>, Page consultée le 10 octobre 2013.

importateurs de denrées «ont été poussés par la flambée des prix des matières premières agricoles en 2008 à revoir leurs stratégies en matière d'agriculture et d'alimentation.⁸³» Ils souhaitent également y trouver une nouvelle source de nouveaux revenus. Certains pays sont aussi confrontés à un environnement peu généreux qui accentue le risque de pénurie. Ou encore, d'autres ont fait des choix historiques de développement de tels ou tels secteurs d'activités économiques en délaissant l'agriculture. Les investissements de ces États sont opérés par des entreprises publiques ou parapubliques, des fonds souverains, des agences gouvernementales, des banques de développement, etc. Les États hôtes, de leur côté, sont intéressés à ouvrir leurs frontières à ces investissements pour tenter de capter une part des capitaux et à voir des emplois se créer sur leur territoire ainsi qu'un développement d'infrastructures. Selon l'historien Laurent Delcourt, l'objectif visé serait de moderniser l'agriculture nationale et augmenter la production tout en tentant une réponse à la demande croissante de biocarburants. Delcourt souligne que ces États sont poussés à mettre en place des climats dits favorables aux affaires. Ceci consiste à affaiblir les législations locales concernant les droits du travail ou de l'environnement, de créer des zones franches, de créer des agences de promotion des investissements, etc.⁸⁴

Du côté des acteurs privés, il est estimé que les prix des matières premières agricoles ne peuvent qu'augmenter avec les années. Demandant aux États de créer des banques de terres qu'ils peuvent acquérir, les investisseurs privés défendent l'interprétation selon laquelle les terres visées «sont inutilisées ou sous-exploitées, puisque ne générant pas une production agricole à valeur marchande.⁸⁵» Cette nouvelle appropriation privée des terres est motivée d'abord par la recherche du

83 Bouhey, Antoine, 2009, *Terres arables. Une nouvelle ruée vers l'or ?*, Peuples Solidaires, p.2.

84 Delcourt, Laurent, *L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre*, *Op.Cit.*, p.6.

85 *Ibid.*, p. 4

profit. Selon l'organisme GRAIN, en juin 2011, c'est environ dix milliards de dollars qui seraient ainsi investis pour acquérir des terres arables par des fonds de pension.⁸⁶ Ces fonds sont attirés par les possibilités de captation de profits permis notamment par l'accroissement des rendements de la production. Cette situation est permise par un environnement international favorable aux investissements où les transactions peuvent se faire sans entrave. Notons que, pour Gélinas, «les acquisitions sont dites amicales lorsqu'elles s'effectuent avec le consentement de ceux qui contrôlent la «cible»; elles sont hostiles dans le cas contraire.⁸⁷» Nous y reviendrons plus loin. Ceci dit, cette course aux terres arables ne fait pas l'unanimité. En effet, plusieurs visions divergentes s'affrontent et produisent principalement trois discours : un premier pro agrobusiness, un second pro droit international et un dernier pro paysans.

Pour appuyer les récents investissements en agriculture au Mali, les accapareurs font valoir la suprématie du productivisme sur la valeur intrinsèque d'espèces végétales aborigènes, ces dernières étant souvent considérés moins performantes que les OGM. Mentionnons que les biocarburants et les OGM sont valorisés comme des innovations scientifiques sans danger et performante qui s'imposeront tôt ou tard. Ils font également valoir que :

L'agrobusiness – c'est-à-dire une agriculture intensive de monoculture à grande échelle et à vocation principalement exportatrice – est le moyen le plus efficace d'accroître la production des matières premières agricoles, dans les pays du sud, et de favoriser le développement de ces derniers.⁸⁸

Ce modèle vient avec des caractéristiques qui le distinguent de l'agriculture

86 GRAIN, *Les fonds de pension : des acteurs clés dans l'accaparement mondial des terres agricoles*, À contre courant, Juin 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SPY>, Page consultée le 10 septembre 2013.

87 Gélinas, Jacques B., *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?*, Op. Cit., p.31.

88 Pouch, Thierry, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, Op. Cit., p.6.

paysanne. Les caractéristiques du modèle de production agro-industrielle sont identifiées par l'auteur activiste Esther Vivas comme suit : intensif, industriel, kilométrique, délocalisé et dépendant des énergies fossiles.⁸⁹ En résumé, ce modèle est intensif puisqu'il implique une surexploitation des sols et des ressources humaines et naturelles. L'augmentation continue de la productivité devenant une fin au-dessus de la préservation de l'environnement, ce modèle rompt les dynamiques des écosystèmes qui garantissent la régénération de la richesse du sol. Il est industriel dans son identité car il utilise des moyens mécanisés, des agents chimiques et qu'il pratique la monoculture des denrées les plus performantes. Ce modèle polluant frappe aussi de plein fouet la biodiversité des cultures. Finalement, il est kilométrique et dépendant aux énergies fossiles car les productions sont souvent délocalisées là où la main-d'œuvre est bon marché et où les législations sont les plus permissives.⁹⁰ Comme nous le verrons plus loin, l'imposition massive de ce modèle implique des transformations socio-spatiales sur le territoire assujetti aux accaparements.

Cela dit, la BM propose trois grandes approches pour le développement de l'agriculture : technico-productiviste, libre-échangiste et win-win. L'approche technico-productiviste se base essentiellement sur la priorisation de l'amélioration des gains de productivité ainsi que sur l'expertise présumée de l'agro-industrie. Cette approche soutient également l'introduction massive de semences OGM performantes.⁹¹ Le libre-échangisme préconisé repose également sur les vertus classiques de prospérité qu'on lui attribue. Dans cette approche, on préconise la continuation des réformes de libéralisation entraînées par les PAS.⁹² Finalement, l'approche win-win prône une confiance en la possibilité de concilier les intérêts à la

89 Vivas, Esther, 2009, *Une autre agriculture pour un autre climat*, Dans «Face à la crise écologique, une alternative écosocialiste ?», Gauche Socialiste, Inprecor, p. 28-29.

90 *Ibid.*

91 Delcourt, Laurent, *L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre*, *Op. Cit.*, p.11.

92 *Ibid.*, p. 11-12.

sécurité alimentaire des paysans avec celui aux bénéfices des investisseurs. Cette approche se base sur l'idée que des accords gagnants gagnants seraient possibles en «moyennant quelques adaptations et ajustements, déclinées en une série de mesures technico-administratives et de «bonnes pratiques», supposées garantir une redistribution équitable des bénéfices (...).⁹³» Il faut dire que des efforts substantiels sont faits pour présenter ces transactions comme acceptables. C'est l'objet des principes pour des Investissements Agricoles Responsables (RAI) qui respectent les droits, les moyens de subsistance et les ressources lancés par la Banque mondiale en 2009.⁹⁴ En collaboration, la BM, la FAO, le Fond international de développement agricole (FIDA) et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont développé une référence commune pour la promotion des RAI. Cependant, le respect de ces principes restent volontaires.

Ceci dit, plusieurs revendiquent une meilleure réglementation internationale des transactions foncières. C'est le cas de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), d'institutions internationales et de personnes aux postes clés qui favorisent, à la fois, une meilleure participation des populations locales des projets sur leur territoire, un meilleur développement d'outils juridiques pour encadrer les projets d'investissements transnationaux et une meilleure garantie de retombées socio-économiques pour les régions hôtes. Nous pouvons compter dans ce groupe la FAO, OXFAM, le Conseil de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA) et Olivier De Schutter. La FAO a publié un document proposant des «Directives volontaires» le 11 mai 2012 dernier afin d'encadrer les accaparements de terres. Il est précisé clairement que ces directives sont volontaires et qu'elles visent à apporter des conseils pour les divers acteurs.⁹⁵ Soulignons que plusieurs ONG rappellent que le

⁹³ *Ibid.*, p. 13-14.

⁹⁴ BM *et al.*, *RAI Overview*, 2009, En Ligne, <https://responsibleagroinvestment.org/node/232>, Page consultée le 10 novembre 2013.

⁹⁵ FAO, *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers*, ONU, CSA,

Mali est signataire d'engagements internationaux et qu'il doit les respecter. Par exemple, il est signataire de la Convention sur la Diversité Biologique de 1995 qui demande, entre autres, de protéger les écosystèmes, d'en améliorer la connaissance et d'en rédiger des répertoires en matière de diversité biologique.⁹⁶

Cependant, l'avidité des investisseurs reste généralement dénoncée. Cette avidité menace le futur des modes d'exploitations familiales ainsi que l'équilibre des écosystèmes.⁹⁷ L'exportation mur à mur et le productivisme inadaptée aux nombreuses réalités locales sont accusés comme destructeurs socialement et écologiquement. D'autant plus que dans un contexte d'inégalités extrêmes entre les agricultures, l'ouverture des marchés locaux aux importations s'est révélée catastrophique pour la paysannerie. Ceci dit, le chercheur Jean-Jacques Gabas dénonçait deux mythes largement propagés qui favorisent les accaparements en agriculture :

L'idée d'une disponibilité illimitée des terres en Afrique est en fait un mythe, car ces terres font l'objet de droits et leur accaparement ne peut se décréter au nom d'une illusoire vacance selon des investisseurs peu informés. (...) Un autre mythe est celui qui touche à l'exploitation même des terres. Une terre n'est pas aisément exploitable du fait des coûts de mise en valeur.⁹⁸

Ainsi, la question fondamentale de l'utilisation réelle ou symbolique des terres doit être posée, ce qui pose également la question de la reconnaissance des droits coutumiers. Comme l'affirme Ciparisse, en Afrique subsaharienne aucun sol n'est

11 mai 2012, PDF En Ligne, <http://www.fao.org/docrep/016/i2833f/i2833f.pdf>, Page consultée le 10 août 2013.

96 ONU, *Convention sur la diversité biologique*, 1992, p. 6-7, PDF En Ligne, <http://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>, Page consultée le 10 octobre 2013.

97 Delcourt, Laurent, *L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre*, *Op. Cit.*, p.8-9.

98 Gabas Jean-Jacques, *Les investissements agricoles en Afrique*, *Op. Cit.*, p. 45-55.

sans maître.⁹⁹ La terre y est divisée par des bornes visibles ou non et par d'autres signes d'occupations humaines et de mise en valeur. Également, plusieurs populations rurales en Afrique pratiquent une culture itinérante ou le nomadisme pastoral. Cette agriculture dite extensive requiert que la terre soit laissée au repos durant des années le temps que sa richesse se reconstitue. On ne peut donc pas dire que celle-ci soit abandonnée. Ciparisse fait également remarquer :

En outre, la terre est symbole d'autorité et source de pouvoir politique; en effet, qui peut attribuer des champs ou un parcours de transhumance, par exemple, possède un moyen de pression et une monnaie d'échange aussi bien politique qu'économique.¹⁰⁰

En d'autres mots, contrôler la terre revient à contrôler les personnes. Des chefs de village dépendent le moyen de production des cultivateurs, la terre, qui est indispensable à leur survie. Les paysans ne sont pas exactement sans terres, mais ils dépendent du chef coutumier pour leur attribution précaire de terres à cultiver.

Finalement, le modèle de développement durable et autocentré préconisé par une part du mouvement altermondialiste et pro-paysannerie consiste en une priorisation des exploitations familiales écologiques et en un refus des OGM. On prône qu'il est possible de concilier des systèmes agricoles paysans avec les intérêts d'investissements respectueux de l'environnement écologique et social. En fait, on avance que les petites exploitations familiales sont à même de créer des emplois, d'assurer une réelle sécurité alimentaire pour les populations locales et de combattre la pauvreté et la sous-alimentation. De plus, les critiques les plus radicales avancent que chaque expansion de l'agro-industrie équivaut à un recul pour la nature et le travailleur.¹⁰¹ Ainsi, plus s'accroît le développement de cette industrie, plus s'accroît

⁹⁹ Ciparisse, Gérard, *Accès à la terre pour tous en Afrique noire : une utopie?*, *Op. Cit.*, p. 48-49.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 51.

¹⁰¹ Poulin, Richard, «Crises écologiques, inégalités sociales et écosocialisme», Dans *Écosocialisme*

le procès de destruction de la nature et de dépouillement de l'humain.

Cette industrie ne pourrait réussir à développer de nouvelles techniques et procès de production sociale qu'en puisant dans deux sources d'où proviennent toute richesse : la terre et le travailleur.¹⁰² L'externalisation de la production d'autres pays sur le sol du Mali ne peut qu'entraîner des conditionnalités aux investissements en défaveur de ce dernier. D'autant plus que celui-ci est fragilisé au niveau de sa propre suffisance alimentaire. C'est ce sur quoi Pouch renchérisait en écrivant que : «ne pas maîtriser la production de son alimentation, négliger la sécurité de ses approvisionnements en nourriture, c'est s'exposer à une dépendance vis-à-vis de l'extérieur.¹⁰³» En ce sens, les accords signés avec des fonds souverains d'investissements étrangers sur le territoire du Mali conduisent implicitement à une perte de souveraineté. Ce type de discours est supporté par un très grand nombre d'organismes comme La Via Campesina et la CNOP du Mali, etc.

2.2 Comment définir et identifier les accaparements?

Maintenant, afin de pouvoir identifier ce que nous entendons par accaparements de terres, nous avons pu élaborer à partir de la littérature savante quelques critères. Nous allons utiliser l'indice de Transaction Massive de Terres (TMT) qui se définit comme étant : «la prise de possession ou de contrôle de superficies de terres pour une production commerciale ou agro-industrielle bien supérieure à la taille moyenne des parcelles dans une région.¹⁰⁴» Cette définition englobe plusieurs perspectives qui se réfèrent plus précisément à certains éléments,

ou barbare!, Nouveaux Cahiers du Socialisme, Éditions Écosociété, No. 6, Montréal, 2011, p.25.
102 *Ibid.*

103 Pouch, Thierry, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, Op. Cit., p. 175.

104 GRAIN et al., *Il est temps de proscrire l'accaparement des terres, pas question de le rendre «responsable»*, GRAIN, 17 avril 2011, p.6, PDF En Ligne, Page consultée le 14 juin 2013.

comme : la nature des transactions et leur ampleur, l'acquisition d'une propriété foncière, le processus de négociations et d'attribution, la taille des projets, le degré de responsabilisation des acteurs, etc. Rappelons que la spécificité du phénomène d'accaparement de terres se réfère à la conjoncture dans lequel il s'inscrit. Également, l'accaparement insiste sur la prise de contrôle par l'acquisition d'une propriété. Comme l'explique à notre bénéfice la Transnational Institute, ce contrôle se caractérise par la : «capture du pouvoir de contrôler la terre et autres ressources associées telles que l'eau, les minéraux ou les forêts, afin de contrôler les bénéfices liés à leurs utilisations; en d'autres termes, le projet «d'établir ou consolider les formes d'accès à la richesse foncière.»¹⁰⁵» Cet institut insiste également sur la nature «virtuelle» que peuvent prendre certains cas d'accaparements fonciers. La virtualité de ces cas se manifeste d'abord par l'intérêt premier des accapareurs à l'obtention de subventions publiques, de crédits bancaires, de captation de la rente foncière et, finalement, aux revenus de la spéculation foncière. Ces éléments et notre définition sont compatibles avec la description des accaparements donnée par Géoconfluences qui souligne, entre autres, que : «le processus d'acquisition ou de jouissance de terres à des fins principalement agricoles est souvent perçu comme une nouvelle forme d'agrocolonialisme par les ONG et nombre d'organisations paysannes.¹⁰⁶» Ainsi, la nature politique des accaparements se dévoile au vu de l'enjeu de pouvoir intrinsèque à la prise de contrôle privée d'un territoire et de ses ressources.

Les accaparements qu'on va sélectionner se situeront dans la zone de l'ON située dans le delta intérieur du fleuve Niger. Notre formule qualitative peut se résumer ainsi : un investissement important + un type de bail de propriété + une production agro-industrielle + > taille moyenne des parcelles = TMT. Comme la taille

105 TNI, *L'accaparement des terres*, Programme justice agraire, Février 2013, p.3, PDF En Ligne, <http://lc.cx/Smc>, Page consultée le 14 novembre 2013.

106 Géoconfluences, *Agriculture sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontières*, Dgesco, ENS de Lyon, Brève, 2011, p.7.

moyenne des parcelles dans la zone de l'ON n'est que de 3,7ha, et que les investisseurs internationaux ne se contentent rarement que de petites superficies, on va considérer tous les projets au-delà de mille hectares de terres. «voir Annexe G» À noter que des accaparements de quelques dizaines d'hectares existent également. Effectivement, certains accapareurs peuvent, par exemple, privilégier l'accumulation de plusieurs acquisitions réduites.¹⁰⁷

2.3 De l'importance des accaparements de terres au Mali : des caractéristiques de la dépossession par le haut.

Comme mentionné plus haut, ce sont d'abord les meilleures terres du Mali et de l'ON qui sont visés par les accaparements. Ces projets peuvent provenir de divers types d'acteurs et aliéner plus de mille hectares de terre. Aussi, les négociations et ententes peuvent être toujours en cours alors que les travaux débutent sur le terrain. En effet, l'étude du chercheur Ward Anseeuw nous révèle que les réalisations des travaux d'infrastructure des divers projets peuvent différer des annonces sur papier dans la forme tout comme dans les échéanciers.¹⁰⁸ Par exemple, Anseeuw recensait vingt-et-un projets fonciers annoncés au Mali en 2011 pour uniquement six d'entre eux effectivement mis en œuvre à la même date. Cet élément révèle l'opacité du phénomène, alors que la mise en réalisation concrète des projets peut être finalement une surprise. D'ailleurs, les ententes faites entre les gouvernants et les divers investisseurs sont souvent tenues secrètes et sont que rarement communiquées aux populations concernées. Du côté de l'étude de Moussa et Keita, c'est vingt-six cas d'accaparements de plus de mille hectares qui sont recensés au Mali dont une bonne part à l'ON.¹⁰⁹ Celle-ci a chiffré son ambition d'augmenter de 120 000 ha d'ici 2020

¹⁰⁷ TNI, *L'accaparement des terres*, Op. Cit., p.4.

¹⁰⁸ Anseeuw, Ward, et al., *Les droits fonciers et la ruée sur les terres*, IIED, CIRAD, International Land Coalition, Rome, 2011, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SDS>, Page consultée le 20 octobre 2013.

¹⁰⁹ Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p. 19-20.

la surface de ses terres irriguées pour un total prévu de 220 000 ha sous exploitation. «voir Annexe I» Cette ambition nécessite un apport important en capitaux. Outillés par la définition présentée ci-haut, nous avons sélectionnés six cas d'accaparements afin d'en étudier les caractéristiques et les conséquences. Il s'agira des cas suivant : Foras International Investment Company, Malybia, Millenium Challenge Account, Union Économique et Monétaire Ouest-africaine, Grand Distributeur de Céréales au Mali et, finalement, N-Sukala.

En premier lieu, l'exemple du projet de la Foras International Investment Company, un groupe initié par la Banque d'Investissement Islamique et la Chambre de Commerce et d'Industrie Islamique, est d'abord celui d'un cas où le projet est supporté par des banques et l'Arabie Saoudite. Le projet a profité de nombreux avantages du Mali afin d'investir à l'ON. Selon l'International Rice Research Institute (IRRI), Foras a informé en 2011 le Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) de «son achat de 500 000 ha de terres agricoles au Sénégal et de 200 000 ha de terres agricoles au Mali, dont certaines zones à l'ON, pour la production de riz.¹¹⁰» Également, soulignons que Foras semble bien s'intégrer au Mali où la loi prévoit la structuration des OSC en consortium face auquel le gouvernement peut discuter. Or, Foras intègre ce consortium et, soudainement, devient également un interlocuteur «vis-à-vis du gouvernement et des partenaires au développement capable d'influencer les décisions de façon élaborée et stratégique aux niveaux national et local.¹¹¹» Il faut dire que, à l'intérieur même de la zone de terre appropriée par Foras, il existe trois villages d'envergures et entre neuf et onze autres petites localités¹¹² Ceux-ci sont concernés par les transformations qu'entraînera Foras comme

110 GRAIN, *Le CGIAR impliqué dans l'accaparement des terres au niveau mondial*, mondialisation.ca, 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SD5>, Page consultée le 14 novembre 2013.

111 République du Mali, *rapport national du Mali sur l'évaluation de la mise en œuvre du programme d'action d'Bruxelles en faveur des PMA pour la décennie, 2001-2010*, Mali, 2009, p. 14, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SaF>, Page consultée le 22 octobre 2013.

112 Chouquer, Gérard, *Les attributions de terres à l'entreprise Foras au Mali*, FIEF, janvier 2012a,

le montre la carte préparée par le chercheur Gérard Chouquer. «voir Annexe H» Une autre particularité du projet est la construction prévue de logements sociaux. En effet, l'entente de Foras avec le gouvernement prévoit un «projet d'exécution de 60.000 logements sociaux au Mali.¹¹³» L'ambition serait de loger 200 mille personnes. On sait que la forme que devrait prendre ces logements est celle de logement collectif afin d'en amoindrir les frais administratifs.¹¹⁴

Notre second cas est celui de Malibya qui comprend d'importants investissements en infrastructures via un accord bilatéral entre le Mali et la Libye. Ce projet fut clairement teinté par les bonnes relations entre l'ex-président malien Amadou Toumani Touré et l'ex-président libyen Mouamar Kadhafi. Il s'agit d'un partenariat public privé (PPP) entre le Mali et la Libye mené par la Libya Africa Investment Portfolio (LAP) qui répondait directement au bureau de Kadhafi en 2009.¹¹⁵ Ce sont donc «100 000 hectares de « terres libres de toute entrave judiciaire » [qui] ont été offertes à la société libyenne Malibya, pour une durée de cinquante ans renouvelable par la « Convention d'investissement agricole » entre le Mali et la Libye.¹¹⁶» Le projet comprend la construction d'un canal qui fera le pont entre Kolongotomo et la zone de Boky-Wèrè. La construction du canal est réalisée par l'entreprise chinoise CGC et une autre société chinoise est mandatée de fournir les semences de variétés de riz hybride. Ce projet doit assurer un apport important à la sécurité alimentaire de la Lybie. L'immense besoin en eau de Malibya pose cependant

p.1, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SDw>, Page consultée le 20 octobre 2013.

113 Primature, *Activité du chef de l'état*, Présidence de la république du Mali, Koulouba, Mali, En Ligne, <http://www.koulouba.pr.ml/spip.php?article1941>, Page consultée le 10 novembre 2013.

114 Doumbia, S., *Logement sociaux : le programme copieux de Foras International*, L'Essor, n°16505, Primature, Bamako, 11 août 2009, En Ligne, <http://lc.cx/SdY>, Page consultée le 25 octobre 2013.

115 Adamczewski, Amandine *et al.*, *Investissements ou accaparements fonciers en Afrique?*, Op. Cit.

116 Raimbeau, Céline, *Au Mali, des paysans réclament leurs terres vendues à Kadhafi*, Farmland, TerraEco.net, 30 mars 2011, En Ligne, <http://farmlandgrab.org/post/view/18380-au-mali-des-paysans-reclament-leurs-terres-vendues-a-kadhafi>, Page consultée le 28 octobre 2013.

la question de la suffisance en eau du fleuve Niger. En effet, «la capacité prévue du canal est de 130 m³/s pour irriguer les 100 000 ha potentiels. Or le prélèvement annuel au barrage de Markala pour l'Office du Niger est actuellement d'environ 82 m³/s, et le canal a une capacité maximale de 200 m³/s.¹¹⁷» Ainsi, les infrastructures en présence ne pourront pas répondre à la demande en eau prévue. Pourtant, l'article 8 de la convention signée entre les deux États donne un libre accès au projet. Celle-ci atteste que : «la République du Mali s'engage à offrir à la société Malibya agricole tous les permis d'usage de l'eau du canal de Macina ainsi que les eaux souterraines ou les deux selon les besoins du projet déterminés par l'étude de faisabilité.»¹¹⁸ Il faut dire que la gestion des conséquences sur les populations affectées reste floue alors qu'aucun mécanisme ne semble prévu. Notons que des tensions sont apparues tôt en 2010 sur la question des prélèvements d'eau en période de contre-saison.¹¹⁹ Cette situation n'empêcha pas le directeur de l'ON, Kassoum Denon, de rester enthousiaste et de dire : «ne nous voilons pas la face : en 50 ans d'indépendance, le Mali n'a pas pu faire ça, et nous pourrions encore faire 50 autres années sans pouvoir le faire.¹²⁰»

Le cas suivant que nous soulèverons est celui du projet de Millenium Challenge Account (MCA) qui est financé par l'APD des États-Unis. Les aménagements à effectuer seront fait par le Millenium Challenge Corporation. Le projet a deux composantes principales : la modernisation de l'aéroport de Bamako et le développement agricole à l'ON. Le territoire du projet totalise quatorze mille hectares de terres arables irrigués dans les communes de Diabaly et Dogofry. Le plan

117 Troy, B., *Office du Niger, quelle réalité entre accaparements des terres et développement agricole?*, FARM, Août 2010, p.4, En Ligne, <http://www.fondation-farm.org/spip.php?article714&lang=fr>, Page consultée le 6 novembre 2013.

118 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p. 21.

119 Tabarly, Sylviane, *L'Office du Niger au Mali : aménagements, développement et convoitises*, Géoconfluences, juin 2011b, p.1 En Ligne, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/breves/2011-2/popup/Terres2.htm>, Page consultée le 22 octobre 2013.

120 *Ibid.*

de travail prévoit la construction d'une route bétonnée de quatre-vingt-un kilomètres qui liera Niono et Goma-Coura. Le coût total du projet montera à 120 milliards de FrancCFA réparti sur cinq ans. On sait que les premiers 5200 ha du projet ont été débutés en début 2010 et qu'une bonne partie devraient être accessible aux populations résidentes. MCA s'est donné l'ambition de favoriser l'accession à la propriété pour les agriculteurs exploitants.¹²¹ Les populations sujettes sont favorisées dans l'attribution des titres de propriété et devront même recevoir gratuitement deux hectares supplémentaires aux cinq hectares que comptent les parcelles accordées en plus de permissions de maraichages. Ceci dit, on avertit que le paiement des titres de propriétés eux-même devront être payés sur une période maximale de vingt ans à un «prix de cession supportable pour les paysans.»¹²² Pour ce qui est de la livraison de la deuxième moitié du projet, il est prévu que les parcelles de propriétés augmentent pour les exploitants qui en auront les moyens. Plusieurs programmes d'accompagnement sont prévus par MCA pour les exploitants, par exemple : la construction d'infrastructures sociales pour les communautés (écoles, latrines, eau potable, etc.), des formations en gestion de l'eau et du foncier, etc.

Le troisième projet à l'ON que nous sélectionnons est celui de Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) qui prévoit l'aménagement de onze mille ha de terres irriguées à Sokolo. Vu comme un projet de développement international, la gestion foncière du projet ressemble beaucoup à celle de MCA.¹²³ Les terres devraient être alimentées en eau par un canal passant par la zone de Kouroumari. Les titres de propriété seront ouverts aux soumissions de tout citoyen des huit pays membres de l'UEMOA. La nationalité des exploitants n'est donc pas

121 Tabarly, Sylviane, *L'Office du Niger au Mali : aménagements, développement et convoitises*, Op. Cit. p.1.

122 Troy, B., *Office du Niger, quelle réalité entre accaparements des terres et développement agricole?*, Op. Cit., p.4.

123 *Ibid.*

certaine dans ce cas-ci. Aucune mesure d'accompagnement n'est d'ailleurs prévue pour les communautés touchées. Ces titres concernent des parcelles de terres allant de neuf à quarante-huit hectares. Si on en croit l'UEMOA, son projet à l'ON est la «première du genre en Afrique, cette action permettra de tester la viabilité de la participation des ressortissants d'un espace économique à la mise en valeur de ressources naturelles d'un État membre.¹²⁴» Le projet est ainsi vu comme parti prenant d'un chantier de développement de l'intégration économique régionale.

Notre quatrième cas est celui de Grand Distributeur de Céréales du Mali (GDCM) qui est une entreprise privée malienne spécialisée en importation de céréales. C'est cette entreprise qui est à l'origine de la création de l'usine de production de farine de blé nommée Moulin Moderne du Mali (3M).¹²⁵ Ce projet concerne 7400 ha de terres arables où seront cultivé du blé, du riz, des agrumes et autres arbres fruitiers ainsi que des biocarburants. «voir Annexe I» L'ambition est d'usiner pour 60000 tonnes de farine par année. Ceci dit, ce projet est très personnifié en son initiateur, Modibo Keita, qui est le président directeur général de GDCM et qui soulève autant d'appréciations positives que négatives. Dans la presse, on soulève par exemple que Keita avait promis que chaque village affecté aurait droit à bénéficier de «moulins, de centres de santé, de routes bitumées, d'écoles, d'électricité, d'éclairage public, etc.¹²⁶» Ainsi, 3M est décrit comme un modèle d'intégration et d'accompagnement. Pourtant, ces bonnes ententes médiatisées en cachent d'autres conflictuelles. Par exemple, le projet est notamment freiné par divers villages, dont

124 Mben, Paul, *Office du Niger : L'UEMOA met en œuvre sa politique agricole*, Maliweb, Bamako, 15 novembre 2012, En Ligne, <http://lc.cx/SDU>, Page consultée le 25 octobre 2013.

125 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p. 22.

126 Moussa, Diarra, *Modibo Kéita, PDG de GDCM- SA : Un opérateur économique au service de la nation*, La Révélation, Maliweb, 6 juillet 2011, En Ligne, <http://www.maliweb.net/news/economie/2011/07/06/article,25572.html>, Page consultée le 22 octobre 2013.

les habitants de Sanamadougou Bamanan, qui refusent de vendre leurs terres. L'entreprise malienne ayant procédé malgré tout à des premiers travaux, des affrontements ont eu lieu et des habitants ont été arrêtés par les autorités et emprisonnés.¹²⁷

Pour sa part, le projet Société sucrière de Markala (SOSUMAR), du groupe d'Afrique du Sud Transvaal Sugar Beperk, est présenté comme une expérience de PPP qui a nécessité la collaboration tri-partite : SOSUMAR, la Société de production de canne à sucre (CaneCo) et l'État. 70% des actions du projet sont détenues par la Sud-africaine Illovo, 22% par des privés maliens et 4% par l'État.¹²⁸ Le projet porte ses activités sur 14 mille hectares de terre qui serviront d'abord à la production de canne à sucre. «voir Annexe L» Ce premier volet agricole du projet doit alimenter une usine d'extraction du sucre et une seconde usine de production d'éthanol. Les titres des propriétés foncières sont détenus par l'État, mais les activités du projet se font via les villages. On prévoit l'installation de deux cents asperseurs installés dans les champs attribués.¹²⁹ En 2010, l'échéancier d'aménagement du projet prévoyait cinq années avant la livraison. Les coûts associés étaient estimés à 176,02 millions d'UC.¹³⁰ Au niveau énergétique, SOSUMAR estime produire 95886 tonnes de compost par année pour 30 Méga Watt d'électricité. Une particularité du projet est également d'avoir mis en place un Programme de réduction de la pauvreté des populations affectées. Ce programme prévoit d'aider les communautés à leur délocalisation. Il est estimé que

127 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p. 22.

128 ECADIM MALI, *L'accaparement de terres à grande échelle au Mali dans la zone Office du Niger*, Op. Cit., p. 16.

129 Brondeau, Florence, *L'agrobusiness à l'assaut des terres irriguées de l'Office du Niger (Mali)*, Cah Agric, vol. 20, no. 8 1-2, Paris, 2011, p.138.

130 Fond Africain de développement, *Projet : projet sucrier de Markala - volet agricole pays : République du Mali*, rapport d'évaluation, Novembre 2010, p.5, PDF En Ligne, <http://lc.cx/Sdg>, Page consultée le 17 septembre 2013.

1718 personnes seront déplacées par le projet.¹³¹ La transformation spatiale des villages délocalisés se fait sur des modèles déjà testés en zones de production massive : « installation des pivots entre les villages existants, suppression de hameaux ou de fermes isolées, constitution de corridors interstitiels entre les pivots concentrant les habitats, le maraîchage, les voies de communication.¹³²»

Finalement, il nous faut dire que le complexe sucrier chinois Sukala existait déjà depuis des décennies. Les raisons en sont d'abord politiques puisque le Mali est l'un des plus vieux amis de la Chine en Afrique. Comme le dit le professeur en économie de l'université de Bamako Abdrahamana Sanogo, il conviendrait ainsi pour la Chine d'aider cet allié historique à se développer.¹³³ Les investissements de la Chine au Mali concernent effectivement autant le domaine de la construction d'infrastructures publiques que l'introduction d'entreprises. La Chine comptait en 2008, quinze entreprises présentes au Mali pour une trentaine aujourd'hui. Le complexe de Sukala, pour sa part, est géré par la China Light Industrial Corporation for Foreign Economic and Technical Co-operation (CLETC) et le gouvernement du Mali. Une première usine a été construite en 1965 à Dougabougou et une seconde en 1974 à Siribala. Chacune de ces usines a une plantation de canne à sucre pour l'alimenter : 1654 ha pour l'usine de Dougabougou (Sud) et 3520 ha pour celle de Siribala (Nord). «voir Annexe K» Des améliorations depuis aidant, la production en sucre de ces deux usines étaient en 2012 de 39 000 tonnes par année pour une production en alcool comestible de 2 800 000 tonnes par année.¹³⁴ Avec un profit de

131 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p. 23.

132 Chouquer, Gérard, *Les attributions de terres à Sosumar au Mali*, FIEF, janvier 2012b, p.3-4, PDF En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/6Sosumar.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

133 Sanogo, Abdrahamane, *Thème : les relations économiques de la Chine et du Mali*, Op.Cit., p.9.

134 Chouquer, Gérard, *Les attributions de terres pour le complexe sucrier au Mali*, FIEF, janvier 2012c, p.2-4, En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/4ComplexeSucrier.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

deux milliards de FrancCFA par année, le projet se retrouve volontiers dans la liste des *success story* de l'API-Mali.¹³⁵ C'est d'ailleurs pourquoi une troisième usine a été construite en 2012 : N-Sukala. Selon le PDG de la CLETC, Zhao Hai Zian : «pour développer l'industrie nationale malienne, répondre au besoin du marché et créer de nouveaux emplois, notre société a programmé la construction d'une nouvelle sucrerie avec une capacité de broyage de 6 000 T canne par jour.¹³⁶» Cette troisième sucrerie donnera jusqu'à dix mille emplois de plus et comblera amplement les besoins en sucres du pays; les excédents seront exportés. La construction de la troisième usine de sucrerie a donné lieu à de nouvelles concessions de terres de 20 000 ha.

Au terme de cette présentation de six cas d'accaparements à l'ON, nous comprenons davantage les formes diverses que peut avoir pris le ré-intérêt soudain des investisseurs pour l'agriculture. Devant l'ampleur des projets, des craintes légitimes sont cependant soulevées puisque cette vague ne peut que faire reculer les cultures familiales. Les divers acteurs sont effectivement inégaux et ne peuvent faire valoir leurs intérêts avec les mêmes capacités. Ceci dit, l'ex-ministre responsable de l'ON, Abou Sow, se voulait rassurant en 2011 en affirmant que «l'État n'a pas vendu le moindre mètre carré de ses terres.¹³⁷» Il avait confirmé les ambitions du gouvernement d'augmenter les surfaces d'aménagements irrigués grâce à l'innovation privée. Maintenant que nous avons situé l'ampleur des divers projets, nous allons pouvoir analyser l'opérationnalisation du phénomène d'accaparement à l'ON.

135 API-Mali, *Sous-Secteurs agriculture et agro-industrie*, Direction promotion et facilitation des investissements, Mali, (s.d.), p.10, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SD3>, Page consultée le 7 novembre 2013.

136 *Ibid.*, p.3

137 O. DOLO, A., *Office du Niger : une feuille de route en gestation*, Primature, Ségou, Mali, 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SdM>, Page consultée le 16 septembre 2013.

CHAPITRE III

DU PROCESSUS DE TRANSFORMATIONS SOCIO-SPATIALES AU MALI.

3.1 Des caractéristiques de la dépossession : de la prolétarianisation forcée à l'enjeu de gains de puissance.

Le choc que provoque le phénomène des accaparements de terres sur la souveraineté politique et économique des diverses formations sociales inquiète les dénonciateurs de cette nouvelle forme de néo-colonialisme autant qu'il crée un nouvel engouement pour les opportunités de développement des filières agricoles. Cependant, Hacquemand rappelle que l'agriculture et la terre sont des éléments structurants de la vitalité des modes de vie des populations et du développement des territoires pour les divers États.¹³⁸ C'est pourquoi l'analyse des caractéristiques des transformations socio-spatiales des accaparements de terres et de leurs impacts est importante. En guise de schéma d'analyse, nous utiliserons deux grands axes que nous discuterons en relation avec les six cas d'accaparements : premièrement, l'acquisition de pouvoir comme enjeu de la reconfiguration socio-spatiale propre aux accaparements de terres; et, deuxièmement, la négation des droits des personnes et des communautés au regard des multiples caractéristiques des accaparements.

Si nous nous intéressons particulièrement à l'effet transformateur des accaparements fonciers, c'est que c'est celui-ci qui démasque concrètement les enjeux de gains et de pertes de puissance des divers acteurs. Ce sont les caractéristiques du processus de reconfiguration socio-spatiale intrinsèques aux projets d'accaparements qui nous serviront de ligne d'analyse des actions de la société civile. Afin de bien

¹³⁸ Hacquemand, Jocelyne, *La terre à ceux qui la travaillent*, Op. Cit., p. 114

aborder la discussion sur les caractéristiques des accaparements, nous revisiterons les variables avancées par Jean Ziegler. Sociologue et député suisse polémiste, il explique ce qu'il nomme une «nouvelle reféodalisation du monde.¹³⁹» Nous comprenons cette reféodalisation expliquée par Ziegler, dans le cadre des accaparements de terres, comme un processus qui transforme les relations sociales et économiques d'un territoire. Cette transformation s'articule autour de trois variables, soit : la prise de possession de grandes propriétés foncières, une prolétarianisation forcée des paysans assujettis puis dépossédés et une impunité juridique complète des accapareurs.¹⁴⁰ Ainsi, c'est le nonaccès à la justice et l'état d'assujettissement des communautés paysannes qui les dépossèdent de leur souveraineté et les marginalisent au profit d'accapareurs intouchables. Ce sont ces variables qui démasquent l'état de domination systémique dans lequel se retrouvent les dépossédés. Pour Ziegler, la finalité est l'avidité pure : ce «but sans but» qui se doit constamment de produire de la rareté afin de garantir les opportunités de profits.¹⁴¹

La transformation de grandes surfaces de terres qu'impliquent les grands projets agro-industriels nous porte d'abord à réfléchir sur le concept de territoire. En effet, le modèle de production agro-industriel demande un changement radical dans la conception de l'environnement, dans l'exploitation de celui-ci et dans l'ampleur que doivent prendre les exploitations. Le gigantisme des projets frappe au premier plan les divers acteurs des OSC puisqu'il assujettit souvent plusieurs dizaines de milliers d'hectares. Cet étalement fait penser au «bouleversement du paysage agricole traditionnel», tel que mentionné par Delcourt, par l'incroyable expansion des cultures de masse.¹⁴² L'ON elle-même, sinon à ses débuts, n'a jamais réussi à faire l'équivalent

139 Ziegler, Jean, *L'empire de la honte*, Op. Cit., p.240.

140 *Ibid.*, p.241-314.

141 *Ibid.*, p. 251.

142 Delcourt, Laurent, *L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre*, Op. Cit., p. 5.

et sa Direction Générale ne manque pas de bons mots pour qualifier les divers projets. De son côté, Hacquemand précise que la rupture est effectivement nette entre le social et les terres assujetties par les accaparements, les populations locales n'ayant plus aucune prise sur le devenir de leurs terres. Le lien existant entre la souveraineté des communautés et la terre qu'elles occupent est ici soulevé. Or, il y a une rupture entre la communauté et les terres assujetties devenues des outils de production industrielle. Il en découle un processus d'aliénation des communautés dont la culture est niée par l'agro-industrie.¹⁴³

Afin de comprendre la terre comme un objet qui lie le social et l'environnemental, nous pouvons puiser notre inspiration dans la géographie critique où le concept de territoire est hautement discuté. Nous y trouvons une conception systémique du territoire qui nous permet d'aborder l'organisation des espaces par leur caractère hautement social. En quelque sorte, il y a de nombreuses discussions sur la territorialisation de problématiques diverses afin de réfléchir les techniques contemporaines de domination territoriale.¹⁴⁴ Pour notre bénéfice, en nous référant au travail du professeur de géographie Alexandre Moine, nous considérerons la vision qui conçoit le concept de territoire comme étant un système à part entière.¹⁴⁵ Moine définit le concept de territoire comme «un système complexe dont la dynamique résulte de la boucle de rétroaction entre un ensemble d'acteurs et l'espace géographique qu'ils utilisent, aménagent et gèrent.¹⁴⁶» Cette définition est le produit de l'interaction de trois sous-systèmes : un sous-système d'acteurs, un sous-système de l'espace géographique et un sous-système de représentation. Sans entrer dans les

143 Hacquemand, Jocelyne, *La terre à ceux qui la travaillent*, Op. Cit., p. 114-115.

144 Voir en référence de ces réflexions les travaux du Collège International des Sciences du Territoire (GIS) basé à Paris.

145 Moine, Alexandre, *Le territoire comme un système complexe*, Septièmes Rencontres de Théo Quant, Université de Franche-Comté, janvier 2005, p.3, PDF En Ligne, <http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2005/TQ2005%20ARTICLE%2017.pdf>, Page consultée le 5 novembre 2013.

146 *Ibid.*, p.5

détails de ces trois sous-systèmes, nous apprécierons la conceptualisation du caractère socio-spatial du territoire. Moine précise toutefois que c'est par une approche systémique que nous pourrions arriver à comprendre la complexité inhérente aux organisations spatiales et sociales. C'est d'ailleurs ces dernières qui font évoluer les premières, la représentation et l'organisation des territoires n'étant pas statique.

Le processus de conceptualisation et de structuration des espaces n'a évidemment pas été le même partout et a été changeant au cours de l'histoire. La transformation radicale apportée par les accaparements fonciers restructure aujourd'hui à nouveau fortement les organisations socio-spatiales des territoires assujettis par les divers projets. Ziegler avertissait à ce sujet que le contrôle par des intérêts privés de productions et de découvertes scientifiques par nature destinées au bien commun « a des conséquences désastreuses.¹⁴⁷ » L'analyse de l'assujettissement des territoires par les projets d'investissements ne peut ainsi faire l'économie de la lecture du phénomène par le couple d'éléments que sont : appropriation et dépossession. En effet, le théoricien David Harvey explique que l'accumulation par dépossession est devenue une condition de survie du capitalisme.¹⁴⁸ La mondialisation économique se retrouverait aujourd'hui dans une phase où le capitalisme devrait revenir à des pratiques d'accumulation primitive du capital par la négation des droits de possessions communautaires ou pré-capitalistes partout dans le monde.¹⁴⁹ Les processus de privatisation et de libéralisation des dernières décennies démasqueraient une économie politique agressive par la dépossession. Le processus d'accumulation de capitaux par dépossession serait un mécanisme de la mondialisation capitaliste utilisé lorsque la « reproduction élargie » du capital s'épuise. C'est à dire lorsque le capital n'arrive plus à soutirer suffisamment de sur-profits par

147 Ziegler, Jean, *L'empire de la honte*, Op. Cit., p. 242.

148 Harvey, David, *Spaces of global capitalism*, Verso, Londres, 2006, p. 75.

149 *Ibid.*, p. 45.

l'exploitation du travail. Il lui faut donc se tourner vers d'autres ressources pour subvenir à son besoin de taux de rentabilité élevé pour se reproduire : privatisation, financiarisation, dépossession et socialisation des pertes. Harvey explique que les PAS font partie de cette dynamique et que celle-ci n'est pas exempt de conflits sociaux.¹⁵⁰

Après trois décennies de néolibéralisme, l'attitude prédatrice de ce regain de l'impérialisme par la financiarisation de l'économie est une des manifestations qui fondent les accaparements de terres. La crise financière de 2008 a poussé le Capital à migrer en recherche de sur-profits pour répondre à sa nécessité de se réinvestir sans cesse. L'économiste Cédric Durand dira que cette logique du système néolibéral est d'autant plus «féroce» que les conditions de l'économie mondiale ne s'améliorent pas. Il explique qu'il «s'agit à chaque fois de spolier les populations de leurs droits collectifs pour financer les coûts de l'accumulation.¹⁵¹» Autrement dit, la course en avant à la reproduction et l'accumulation sans entrave du Capital nécessite une socialisation des pertes au moins équivalente aux bénéfices recherchés. Dans le cas des accaparements, on remarque également la négation des droits des communautés face aux investisseurs avantagés par le système. C'est ce que le théoricien Daniel Bensaïd traduisait par la négation des droits coutumiers des dépossédés face à l'essor de ceux des propriétaires.¹⁵² Les processus formels d'appropriation des terres par simple possession ont pour objet de les privatiser de manière évidente ou détournée alors qu'il y a une différenciation à faire entre propriété privé et propriété tout court. En effet, ce qui serait d'emblée mis en débat par Marx serait la propriété privée et

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ Durand, Cédric, *Les économistes face à la grande fatigue du capitalisme*, Mediapart, 11 octobre 2010, En Ligne, <http://blogs.mediapart.fr/blog/cedric-durand/121010/les-economistes-face-la-grande-fatigue-du-capitalisme>, Page consultée le 19 novembre 2013.

¹⁵² Bensaïd, Daniel, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Éditions Lux, Instinct de liberté, Montréal, 2008, p.51-123.

exclusive.¹⁵³ Selon Bensaïd, non seulement la société est constituée d'opposition entre classes sociales, mais cette opposition se retrouve dans la relation d'exploitation du travail par le Capital. Ainsi, «l'appropriation privée du sur-travail d'autrui» est liée à la propriété elle-même.¹⁵⁴ C'est lorsque cette propriété exclusive devient massive sur une ressource d'un territoire donné que la souveraineté de la collectivité est mise à mal. Bensaïd y voit la source des nouvelles luttes des «Sans». Un changement majeur ayant pour origine la propriété sur le territoire ne peut pas être exempt d'effets sociaux. Effectivement, si le territoire est un système, Moine insiste que «le territoire doit aujourd'hui être abordé de manière globale (...).¹⁵⁵» À ce chapitre, Harvey dit clairement que cette stratégie d'accumulation «passe évidemment par la destruction de droits sociaux existants et par la criminalisation des résistances populaires(...).¹⁵⁶»

Les écarts existants des projets d'investissements avec les territoires qu'ils assujettissent se retrouvent également amplifiés par les provenances internationales des divers projets. En effet, bien que trois de nos cas choisis soient africains, plus largement, très peu de projets de la même envergure que celui de Malibya le sont. Pourtant, un des souhaits des institutions internationales reste d'avoir la chance de voir se répandre une appropriation privée de la terre afin qu'émergent de grands entrepreneurs agricoles africains. La pierre angulaire de la concrétisation de ce souhait reste la consolidation des titres de propriétés, alors que l'État est toujours le grand propriétaire des terres. À ce propos, le droit foncier des communautés se retrouve inévitablement confronté au droit formel. Les agents de l'État qui attribuent les terres ont donc une responsabilité évidente dans la prévention des inéquités. Tabarly mentionne clairement que : «centralisation du système de décision, opacité

153 Comme que définit par Destutt de Tracy, «donne du pouvoir sur le travail d'autrui.»

154 Bensaïd, Daniel, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres* Op. Cit., p.77.

155 Moine, Alexandre, *Le territoire comme un système complexe*, Op. Cit., p.3

156 Harvey, David, *Spaces of global capitalism*, Op. Cit., p.104.

des procédures et corruption au sein des administrations foncières.¹⁵⁷» Dans les cas de Malibya et de 3M, il semble que le bureau du président soit directement lié à la signature des conventions des projets. C'est tout dire de l'appui politique aux projets. Un appui qui inclut la répression des récalcitrants et les déplacements de populations.

La problématique des expulsions forcées est au cœur des dénonciations souvent émises contre les projets d'investissements. Tous les projets n'entraînent pas nécessairement des expulsions forcées, mais la délocalisation de villages et la destruction de fermes isolées sont fréquentes. En complément à ce que Harvey disait ci-haut, mentionnons que pour Hacquemand la location simple de grandes surfaces de terres peut être une manière détournée de privatiser celles-ci en les marchandisant.¹⁵⁸ Elle suppose que la possession de la terre est définitivement un enjeu de classe sociale où s'affrontent le propriétaire et les travailleurs non-possédants des moyens de production. Elle précise que :

Le sol, produit de la nature, est transformé par la pratique des agriculteurs et dans ce sens est un produit social. Objet de l'activité agricole, le sol cultivé en est, en même temps, le produit. La fertilité ou le rendement des sols, qui ont les potentiels agronomiques semblables peuvent différer selon le système social dans lequel les agriculteurs et plus généralement les travailleurs de la terre vivent et travaillent.¹⁵⁹

Les divers facteurs de production évoqués sont autant naturels qu'humains et influent ainsi sur la performance agricole. En se référant à Marx, elle ajoute que la terre-matière est ainsi transformée par la production en mode de propriété en terre-capital. Rappelons que les projets demandent de grandes surfaces afin de répondre à la demande en rente foncière. Hacquemand explique que cette rente permet une grande

¹⁵⁷ Tabarly, Sylviane, *Agriculture sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontière*, Op. Cit. p.13.

¹⁵⁸ Hacquemand, Jocelyne, *La terre à ceux qui la travaillent*, Op. Cit., p.114.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p.101.

capacité de retour sur investissement quasi-assuré et que l'attribution de salaires très bas ainsi que de mauvaises conditions de travail contribuent également aux gains en sur-profits.¹⁶⁰ Il faut dire que le désengagement de l'État des processus d'aménagements des espaces depuis les années 1990 a contribué à faciliter l'accès à la possession de baux fonciers.

Cette facilitation, combinée à la conjoncture de crises multiples ont encouragé les investisseurs à se procurer des terres en utilisant les processus de demande de tenure de baux ordinaires ou emphytéotiques, par exemple, avec l'urgence de trouver des placements sûrs.¹⁶¹ C'est à cette urgence que De Schutter répondait en 2009 en demandant à ce que les investissements fonciers respectent les principes des droits de l'homme ainsi que des principes de base. Les directives qu'il a présentées mentionnent clairement que toute expulsion ne devraient pas être autorisées sans, entre autres, qu'elles ne soient conformes à la loi et qu'elles respectent les droits de l'homme.¹⁶² Mentionnons qu'au Mali, tout comme bien d'autres pays en Afrique, l'armée est souvent mobilisée pour prêter main-forte aux forces de sécurité qui surveillent les chantiers des projets. La multiplication des contestations ainsi que les promesses et échéanciers non respectés soulèvent de nombreuses critiques. Effectivement, on se demande si les investissements sont une réelle opportunité à saisir pour développer l'ON ou s'ils sont plutôt une tempête passagère qui déstabilisera la *success story*?¹⁶³ Puisque le rythme de construction des aménagements ainsi que la destination de la production sont variables, il est difficile de trancher si les communautés

¹⁶⁰ *Ibid.*

¹⁶¹ Bagayogo, Issaka, *Le Delta intérieur du Niger : un gage majeur de la souveraineté alimentaire pour le Mali et la CEDEAO*, Dans «Réponses radicales aux crises agraires et rurales africaines», p.144, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SD8>, Page consultée le 11 novembre 2013.

¹⁶² De Schutter, Olivier, *Acquisitions et locations de terres à grande échelle*, *Op. Cit.*, p.13.

¹⁶³ Troy, B., *Office du Niger, quelle réalité entre accaparements des terres et développement agricole?*, *Op. Cit.*, p.8

n'obtiendraient pas quelques bénéfices à long terme.

La promotion des accords de libre-échange ayant été longtemps à l'ordre du jour international, de nombreuses règles viennent nuire aux divers gouvernements lorsque ceux-ci souhaitent imposer des protections à leur économie nationale. Effectivement, lorsqu'il vient le temps d'obliger les gouvernements à se plier aux volontés des grands investisseurs, ceux-ci peuvent «s'appuyer sur une protection juridique considérablement plus efficace pour dissuader toute intervention qui nuirait à (leur) acquisition foncière.»¹⁶⁴ La différence de poids politique est énorme entre les communautés et les investisseurs. Comme l'explique Bouhey :

Les traités d'investissement entre État d'origine et État hôte protègent généralement l'investissement des actions défavorables du gouvernement hôte (expropriation, traitement arbitraire au sens large) [...]. Ces dispositifs légaux internationaux sont généralement bien plus efficaces que ceux dont dispose la population locale pour protéger ses droits fonciers, par exemple dans le cadre des traités des droits de l'homme.¹⁶⁵

La jurisprudence qui s'est créée à partir de ces droits et accords rappelle l'effet de «cliquet» tel qu'exposé par Freitag et que nous avons couvert en introduction. À son tour, Gélinas écrivait en traitant du poids économique et politique des entreprises multinationales que l'influence de celles-ci sur les gouvernements se démasque grâce aux faveurs que ces derniers leur accordent. Ces faveurs peuvent prendre la forme «d'exemptions de taxes, réductions de tarifs, prêts à intérêts bonifiés, subventions, terrains gratuits et le reste.¹⁶⁶» Dans les cas d'accaparements, les tarifs préférentiels quant à l'utilisation de l'eau sont un exemple de ces faveurs. De plus, la protection des

¹⁶⁴ Bouhey, Antoine, *Terres arables. Une nouvelle ruée vers l'or ?*, Op. Cit., p.6.

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ Gélinas, Jacques B., 2000, *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?*, Éditions Écosociété, Montréal, p.92.

investisseurs comprend également la question des retards sur les échéanciers des projets.

En fait, très peu est dit sur les pénalités que les investisseurs se retrouveraient à payer, par exemple, en cas de grands retards dans la mise en œuvre des projets. Cette zone grise est la fissure grâce à laquelle les intérêts à la spéculation sur la terre sont démasqués. Selon l'étude de Djiré, 54% des projets toujours au stade d'attribution provisoire n'ont pas respecté les délais de réalisation d'études d'impacts en 2011. Comme le dit Djiré, «dans bien des cas, on assiste plutôt à des acquisitions foncières spéculatrices fondées sur la reconnaissance de la raréfaction d'une ressource de haute valeur qui aura une importance financière et stratégique majeure dans les années à venir.¹⁶⁷» Pourtant, cette étape ne représente qu'une marche administrative de plus. Il est très rare que ces études d'impacts environnementaux et sociaux soient contraignantes dans la bonne réalisation des projets. Dans tous les cas, elles sont souvent ignorées.¹⁶⁸ Djiré note que la Direction Générale de l'ON n'a qu'une très faible marge de manœuvre lorsque les conventions sont approuvées et signées par le gouvernement. Elle se retrouve ainsi devant le fait accompli et doit appliquer les décisions afin de répondre aux besoins du projet. Par exemple, la convention de Malibya stipule que le Mali s'engage à lui « offrir » tous les permis d'usage de l'eau dont elle a besoin. Ces permis englobent l'eau du canal de Macina ainsi que les eaux souterraines.¹⁶⁹

3.2 De la dynamique de gains en puissance à l'assujettissement des territoires.

Cette domination se traduit par des gains en capacité de faire et en autorité sur

¹⁶⁷ Djiré, Moussa *et al.*, *Investissements agricoles et acquisitions foncières au Mali : Tendances et études de cas*, Op. Cit., p.38.

¹⁶⁸ *Ibid.*, p.40.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.41.

le reste de la société, soit : des gains en puissance. Cette logique s'applique pour la notion de recherche de pouvoir dans l'appareil public de l'État malien, mais également pour la conflictualité inhérente à l'économie mondiale puisque chacun, comme le soutient Pouch, cherche à amoindrir sa fragilité économique face à la concurrence d'autrui.¹⁷⁰ Cette compétition économique internationale fait en sorte que la terre et les fruits de celle-ci deviennent des moyens d'acquisition de puissance tant au niveau économique que politique. L'exemple du Madagascar et du projet de Daewoo de 1,3 millions d'hectares en 2008 représente bien cette recherche de positionnement stratégique partout sur le globe; D'ailleurs, «Hong Jong-Wan, manager chez Daewoo, le déclarait en novembre 2008 au Financial Times, «dans notre monde, la nourriture peut être une arme.»¹⁷¹ Les projets de Foras et de Malibya se retrouvent relativement dans la même catégorie puisque tous deux, bien qu'impulsés par les pouvoirs publics d'Arabie Saoudite et de la Libye, visent à sécuriser l'accès à des ressources en denrées alimentaires.

La prise de contrôle est ici fondamentale et représente bien plus qu'un simple changement de flux de circulation de biens; elle devient un gain de puissance. Pouch explique la logique de gains de puissance ainsi : «qui maîtrise et sécurise l'accès aux sources d'approvisionnements alimentaires éloigne le risque potentiel de révoltes des populations.¹⁷²» Ainsi, les gouvernements et les acteurs privés s'alignent dans une course politique qui s'apparentent à des conquêtes commerciales. «Gagner pour les uns, ne pas perdre pour les autres. Dans les deux cas, l'aspiration à la survie.¹⁷³» Cette question d'acquisition de pouvoirs se retrouve également chez les États producteurs de produits alimentaires qui souhaitent augmenter leur puissance commerciale en

170 Pouch, Thierry, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, Op. Cit. p.138.

171 Djiré, Moussa et al., *Investissements agricoles et acquisitions foncières au Mali : Tendances et études de cas*, Op. Cit., p. 1

172 Pouch, Thierry, *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*, Op. Cit. p.138

173 *Ibid.*, p.145

exportant davantage. Les diverses politiques commerciales et agricoles des États sont donc autant de pierres angulaires des diverses stratégies.

Pour Pouch, il s'agit ni plus ni moins que d'un passage néo-colonial du *hard power* à un *soft power* par le commerce. De plus, cette prise de contrôle lui rappelle «ce que Frantz Fanon appelait «la valeur la plus essentielle, la plus concrète [...] : la terre qui doit assurer le pain et, bien sur, la dignité.¹⁷⁴» La dépossession engendre une panoplie d'effets sociaux qui restent souvent invisibles. Les conséquences psychologiques, culturelles, sociales, etc. des transformations socio-spatiales représentent une atteinte aux droits humains. La terre est plus qu'une simple possession : c'est son assurance-vie et un héritage intergénérationnel pour la paysannerie. S'approprier des terres en Afrique, c'est non seulement se procurer des moyens de production, mais c'est aussi se donner un pouvoir de contrôle sur l'existence des personnes et le devenir de la société. Cela est notamment le cas dans les arguments avancés par les villages de Saou et de Sanamadougou dans leur conflit avec GDCM. Arguant l'existence bien antérieure à la création de l'ON de leur village, ils dénoncent l'avidité du projet qui menace de les laisser sans terre.¹⁷⁵

À la suite de notre analyse sur la question de l'acquisition de pouvoirs par l'accaparement de terres, nous pouvons nous intéresser aux effets multiples des caractéristiques de ce phénomène particulièrement par la négation des droits des personnes et des communautés. Comme nous l'avons vu plus haut, l'impunité juridique des investisseurs a pour corollaire le non-droit des communautés et même la criminalisation des contestations. Ainsi, cette recherche de gains en puissance confronte les résistances des communautés qui vivent de la terre, ce qui dévoile les

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 2

¹⁷⁵ Haddad, Emmanuel, *Mali : la résistance des paysans déposés*, Afribone Mali SA, 19 novembre 2013, En Ligne, <http://www.afribone.com/index.php/IMG/spip.php?article53395>, Page consultée le 20 novembre 2013.

liens de conflits existants entre les acteurs accapareurs et accaparés. La notion de conflit est entendue dans le sens employé par l'anthropologue Olivier de Sardan, à savoir comme une expression de l'existence de divergences entre positions sociales ou personnelles différentes.¹⁷⁶ Les conflits fonciers sont complexes et supposent des tensions multiples autour de la question de la souveraineté sur la terre. Ces affrontements peuvent prendre de multiples formes, allant de la concurrence jusqu'aux affrontements violents.¹⁷⁷

En se basant sur une étude de la chercheuse Ruth Hall, nous pouvons situer quatre scénarios différents des divers projets qui causent des effets sur les relations sociales de production et qui entraînent des protestations, non pas tant contre les changements de l'utilisation de la terre, mais bien contre les projets d'accaparements de terres en soi. Ces quatre scénarios possibles seraient :

1- une redistribution des relations de propriété sur la terre qui changerait le partage de celle-ci entre les classes dites avec ou sans-terre. 2- une distribution de terres aux sans-terres à faible coût où les classes propriétaires sont compensées via une réforme du marché. 3- une non-redistribution de la terre qui officialise les inégalités entre possédants et non possédants, mais qui ne privatise pas les terres publiques. 4- une "reconcentration", ou une nouvelle concentration, des terres entre les mains des classes dominantes et des corporations qui capturent les ressources ou pervertissent les processus de réformes redistributives.¹⁷⁸

Ces quatre scénarios ont tous pour effet de transformer les rapports sociaux de

176 De Sardan, Olivier, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD, Karthala, 1995, p. 176-177.

177 À noter que ce travail fait abstraction des conflits existant entre agriculteurs eux-mêmes, car il existe une multiplicité de cas où des conflits éclatent entre divers groupes d'acteurs venant de la base populaire : les conflits entre Autochtones et migrants, entre familles, entre membres d'une même famille, entre éleveurs, etc.

178 Hall, Ruth, *Land grabbing in southern Africa : the many faces of the investor rush*, Review of African Political Economy, 38 :138, 2011, p. 193-214.

production entre les agriculteurs familiaux. Ceux-ci se transforment de possesseurs de la terre en rentiers ou en travailleurs agricoles selon les types de baux fonciers des concessions familiales.¹⁷⁹ Cette transformation peut également dépendre, le cas échéant, de la formule d'attribution ou de délocalisation des communautés telle que prévue par les divers projets. Bien que floues, comme dans le projet Malibya, ou claires, comme dans le projet de MCA, ces formules restent fortement critiquées.

Effectivement, on se demande si ces différentes formules proposées par les projets favoriseront réellement les communautés locales et comment celles-ci réagiront exactement face à ces choix imposés? Ces questions sont au cœur des préoccupations des Directives volontaires proposées par De Schutter en 2012 et adoptées par le CSA. Celles-ci sont claires sur le point faisant obligations aux investisseurs privés comme publics de respecter les droits de l'homme.¹⁸⁰ Le problème fondamental de ces dites directives est justement qu'elles soient volontaires et qu'elles n'aient pas de portée juridique contraignante. Le ton du document reste cependant critique et fortement préoccupé par le sort des communautés. Entre autres préoccupations, le document pose de front la question des retombées positives locales en terme d'emplois autant qu'en terme de respect de l'environnement ou de gain en souveraineté alimentaire locale.¹⁸¹ Riche en recommandations, De Schutter y énumère cinq principes généraux que devraient adopter les États :

1. reconnaître et de respecter les détenteurs de droits fonciers légitimes et s'assurer de leur enregistrement formel;
2. protéger les droits fonciers légitimes;
3. en faire la promotion et d'en faciliter l'exercice;

¹⁷⁹ Gabas, Jean-Jacques, *Les investissements agricoles en Afrique*, Op. Cit., p. 51.

¹⁸⁰ FAO, *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers*, Op. Cit., p.3.

¹⁸¹ De Schutter, Olivier, *Acquisitions et locations de terres à grande échelle*, Op. Cit., p. 18-20.

4. donner un meilleur accès à la justice en cas de violation de droits fonciers légitimes;
5. prévenir les différends fonciers, les conflits violents et la corruption.¹⁸²

Ces principes, adoptés par une instance de l'ONU, donnent une ligne de conduite que peuvent utiliser les diverses critiques reconnues des projets.

En nous basant sur les scénarios de Hall, le scénario dit de «reconcentration» s'applique aux six cas puisque l'intérêt à la captation de la ressource est évident. Dans le cas de GDCM et de MCA cependant, on peut retrouver une nuance dans le scénario de non-redistribution puisque seuls les producteurs ayant déjà de bons moyens pourront s'imposer pour recevoir des lots supplémentaires. Ces scénarios sont cependant tous deux sujets à un haut niveau de conflictualité. Par exemple, le canal de Malibya est un vecteur de conflit important dû à la compétition pour l'eau. L'inquiétude existe aussi dans les autres projets. La forte pression que la demande des divers projets exerce sur le fleuve Niger entraîne inévitablement une baisse de celui-ci durant la saison sèche. Cette baisse est problématique pour toute la zone du delta intérieur du Niger. Le climat de compétition entre les projets et les concessions villageoises de l'ON s'est ainsi développé rapidement. Troy souligne que jusqu'à 25% du volume d'eau venant du barrage de Markala est utilisé par les cultures de l'ON; pourtant, la demande en eau du projet Malibya à lui seul dépasserait la capacité du barrage.¹⁸³ Il faut souligner que, déjà en juillet 2009, la CNOP lançait des signaux d'alarme pour dénoncer les effets négatifs du projet. De plus, elle dénonçait la construction de bureaux dans une zone pastorale et la destruction de maisons et de villages, notamment pour la construction du canal.¹⁸⁴

¹⁸² *Ibid.*, p.3.

¹⁸³ Troy, B., *Office du Niger, quelle réalité entre accaparements des terres et développement agricole?*, *Op. Cit.*, p. 9.

¹⁸⁴ Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, *Op. Cit.*, p. 21.

Il faut également souligner que les divers projets, en plus d'être gourmands en eau, sont privilégiés puisque bénéficiant de tarifs de redevances préférentiels.¹⁸⁵ «voir Annexe L» Chaque projet a négocié son propre tarif. Cette situation peut être d'autant plus sujette à conflit que les tarifs que l'ON demande aux producteurs paysans ont augmentés en 2009-2010. Les efforts de coexistence des projets avec les communautés locales ne peuvent qu'être réalisés en dialogue avec les organisations paysannes et les villages eux-mêmes. En fait, c'est le caractère trop souvent unilatéral, opaque et destructeur des projets qui est fortement dénoncé alors qu'aucune information n'est donnée aux villageois. Au chapitre de la construction du canal nécessaire à Malibya, Tiedo Kane, porte-parole du Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger, énumérait ici certaines conséquences nuisibles du projet : «destruction de vergers, de potagers et de maisons; obstruction de pistes de pâturages; inondation de champs ou, au contraire, assèchement d'autres.¹⁸⁶» D'autant plus que la question de la consommation d'eau est de plus en plus conflictuelle. Il faut dire que Malibya s'est elle-même donnée d'ambitieux objectifs à atteindre en terme de rendements. En effet, si le rendement moyen à l'ON est de quatre à six tonnes de riz par hectare, Malibya espère en atteindre huit.¹⁸⁷ L'engraisement de la terre grâce à des engrais ainsi que le volume d'eau que nécessiterait ce rendement visé seraient bien sûr également bien supérieurs à la moyenne à l'ON.

Le projet MCA est le plus avancé quant à la question de la relocalisation des communautés et des personnes affectées. Cependant, la durée de l'accompagnement nécessaire à la relocalisation ainsi que la consolidation des moyens de production des

185 ECADIM MALI, *L'accaparement de terres à grande échelle au Mali dans la zone Office du Niger*, Op. Cit., p.14.

186 Ibid.

187 Troy, B., *Office du Niger, quelle réalité entre accaparements des terres et développement agricole?*, Op. Cit., p. 10.

agriculteurs restent vagues. L'organisation de la filière des produits agricoles du projet pose également problème dans son intégration des organisations professionnelles et des syndicats paysans. Pour ce qui est des allocations de terres, malgré les règles que MCA s'est donné, encore beaucoup d'éléments subjectifs, comme les liens familiaux ou les relations entre les entreprises et l'État, sont privilégiés lorsque vient le temps d'attribuer des lots fonciers. Comme une partie de ces bénéficiaires *favorisés* souhaitent également s'adonner à la spéculation ou se réserver le bénéfice d'une bonne opportunité, une bonne part des accords d'attribution ne se transformera pas nécessairement en baux fonciers. Cette spéculation créée des retards dans la mise en valeur des terres aménagées par le projet.¹⁸⁸

Nous pouvons en dire autant pour GDCM, d'autant plus que le projet a été favorisé par le pouvoir exécutif de l'État. À ce jour, ce projet est d'autant plus critiqué qu'il est personnalisé par son président Modibo Kéita, un agrobusinessman qui ne fait pas l'unanimité. Nous n'avons qu'à noter les répressions répertoriées contre le village de Sanamadougou, dont les habitants refusent de voir la terre de leur ancêtre ainsi bradée.¹⁸⁹ Les travaux d'aménagement y ont côtoyé la répression des forces de l'ordre. La question de la répression (qu'entraîne le respect des conventions signées) des populations assujetties pose ainsi directement la problématique de la négation des droits de celles-ci et du processus de négociation et de décision. Alors que, en réalité, les divers projets agissent trop souvent sans qu'aucun avis ne soit donné à la base. Le chef du village de Saou témoigne également des termes avec lesquels Kéita est venu s'adresser à lui en 2010: «Modibo Keita est venu nous demander si on acceptait de lui céder des terres. On a refusé. Ensuite, nous avons commencé à voir des géomètres

188 Djiré, Moussa *et al.*, *Investissements agricoles et acquisitions foncières au Mali : Tendances et études de cas*, Op. Cit., p.43.

189 Radio Kariya, *Expropriation et répression sauvage contre les paysans au Mali*, GuinGuinBali, 29 octobre 2010, En Ligne, http://guinguinbali.com/index.php?lang=fr&mod=news&task=view_news&cat=1&id=1042, Page consultée le 10 novembre 2013.

mesurer nos terrains sans nous consulter. Puis il a pris nos meilleurs champs.¹⁹⁰» Cette situation porte atteinte à l'appréciation démocratique des instances du pays autant qu'à la réelle souveraineté du peuple malien sur ses propres ressources.

La souveraineté alimentaire du Mali est d'ailleurs une idée qui fut largement utilisée par l'ancien président Touré. Si le projet de GDCM dit qu'il doit contribuer à la sécurité alimentaire nationale, celui de l'UEMOA se porte plutôt dans la perspective de la contribution régionale. Effectivement, l'atteinte de la souveraineté alimentaire au niveau régional fait effectivement partie de l'horizon des politiques de l'UEMOA, mais également de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Pour les deux organisations, l'ON est un atout du Sahel qu'elles ne peuvent ignorer. Elles souhaitent, notamment par ce projet, mettre en application la politique agricole commune de la CEDEAO : l'ECOWAP, qui doit contribuer à l'intégration économique régionale par l'agriculture.¹⁹¹ En 2008, cette dernière a délié les cordons de sa bourse pour encourager davantage la production alimentaire afin de contrer la hausse des prix sur les marchés nationaux. Le potentiel de terres cultivables et non utilisées pour les cultures de l'ON est pour la CEDEAO un enjeu important. Notons que le Mali dispose de 21,7% des surfaces cultivables non cultivées de la CEDEAO.¹⁹² Ce sont ces éléments qui font dire à la CEDEAO que tous les travailleurs de la région qui le souhaitent peuvent acquérir un droit de lotissement dans son projet.

Du côté du projet de SOSUMAR et de son complexe sucrier de Markala, il est

190 Hub Rural, *Reportage dans les villages de Saou et Sanamadougou, en lutte contre la société Moulin Moderne du Mali*, Actualités, juin 2013, En Ligne, <http://www.hubrural.org/Reportage-dans-les-villages-de.html?lang=fr>, Page consultée le 16 novembre 2013.

191 CEDEAO, *La politique régionale agricole de l'Afrique de l'Ouest : l'ECOWAP*, Commission de la CEDEAO, 2005, p. 12.

192 Bagayogo, Issaka, *Le Delta intérieur du Niger : un gage majeur de la souveraineté alimentaire pour le Mali et la CEDEAO*, Op. Cit., p.131.

noté par le professeur de l'Université de Bamako, Issaka Bagayogo, que les effets du projet sur les populations seront d'abord analysés, selon lui, par les bénéficiaires que ces derniers recevront. Les programmes de réduction de la pauvreté ainsi que de développement communautaire prévus par SOSUMAR contribuent à l'appréciation du projet. La BAD, via son programme d'aide aux populations déplacées involontairement, aidera 127 ménages sur 1718.¹⁹³ Finalement, pour ce qui est des sucreries de SUKALA, le Premier ministre Cheick Modibo Diarra, qui a inauguré le 12 novembre 2012 la nouvelle sucrerie N-Sukala, appréciait que cette dernière contribuera de beaucoup à l'autosuffisance en sucre du Mali.¹⁹⁴ Cependant, un retard important de l'aménagement des vingt milles hectares de cannes à sucre projetés cause un grand retard à la production. De plus, le syndicat des travailleurs de la sucrière menace de faire grève. Celui-ci se bat effectivement pour une augmentation de salaire des travailleurs et l'amélioration de leurs conditions de travail, mais il demande également la démission de cadres qui sont accusés de corruption et de malversations.¹⁹⁵ Puisque ce projet a le support direct du gouvernement, il est pertinent de relever ici l'une des pointes de l'iceberg du phénomène de corruption systémique.

Bien que les données sur les projets en tant que tels manquent afin de complètement saisir dans sa totalité l'ampleur des conséquences de ceux-ci, les conflits en soi dévoilent l'enjeu de gains de pouvoir par dépossession. Aussi, la question épineuse du libre consentement des populations ainsi que le respect de leur droit à une information juste sur les projets qui les concernent sont capitales.¹⁹⁶ À

193 CEDEAO, *La politique régionale agricole de l'Afrique de l'Ouest : l'ECOWAP*, Op. Cit., p.23-24.

194 Doumbia, Sidiki, *Inauguration de N-Sukala-SA. Les prémisses de la souveraineté sucrière*, Les Echos, Mali Jet, 14 novembre 2012, En Ligne, <http://lc.cx/SPt>, Page consultée le 2 novembre 2013.

195 Cisse, S., *Sukala SA : les travailleurs réclament la tête du DGA*, Arawane Express, 4 août 2013, En Ligne, <http://www.arawanexpress.com/sukala-sa-les-travailleurs-reclament-la-tete-du-d-g-a/>, Page consultée le 2 novembre 2013.

196 Bouhey, Antoine, *Terres arables. Une nouvelle ruée vers l'or ?*, Op. Cit., p.9.

l'intersection de nos questionnements sur le manque de démocratie, de respect des droits humains fondamentaux ainsi que sur la négation des formes pré-capitalistes de possession des sols de la part des divers projets d'accaparements de terres, nous retrouvons le concept riche de souveraineté alimentaire. Ce concept est effectivement porté bien haut dans les revendications des groupes pro-paysans.

3.3 À propos de la perte de souveraineté alimentaire et de la marginalisation.

D'abord, il nous faut souligner que la sécurité alimentaire a été clairement définie lors du Sommet mondial de l'alimentation de novembre 1996 où les États membres se sont engagés à réduire de moitié le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire d'ici 2015. Ce sommet a abouti à la Déclaration de Rome qui définit le concept ainsi : «lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.¹⁹⁷» C'est également le constat de l'urgence de la situation, lequel a poussé les États à vouloir s'attaquer au problème. Par contre, le concept de sécurité alimentaire ne met pas en évidence la nature politique de certains phénomènes. En effet, la Via Campesina mentionne que «le concept de souveraineté alimentaire a un intérêt particulier dans le contexte des accaparements de terres, puisqu'il place les populations locales au cœur du processus de décision (...).¹⁹⁸»

La sécurité alimentaire vient donc appuyer la souveraineté alimentaire d'un point de vue technique. L'auteur John Madeley établit dans son livre *Le commerce de la faim* quelques indices de l'insécurité alimentaire, soit : la pauvreté,

197 Madeley, John, *Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange*, Enjeux Planète, Paris, 2002, p. 47-68.

198 Bouhey, Antoine, *Terres arables. Une nouvelle ruée vers l'or ?*, Op. Cit., p.8.

l'appauvrissement des sols, la désertification, la méconnaissance du rôle des femmes en agriculture, les catastrophes naturelles, le sous-financement de l'agriculture, la dette extérieure, les guerres, l'absence de démocratie, les changements climatiques, la croissance démographique et la difficulté d'accès aux terres, la baisse de biodiversité, la réduction des services médicaux et, finalement, les pêcheries locales prises d'assaut.¹⁹⁹ Ce qu'on remarque dans ces indices, c'est que Madeley traite de la problématique de l'accès aux terres en la liant à la démographie; or, notre travail insiste sur le lien à faire avec la propriété foncière. Il y a une nécessaire convergence entre les concepts de sécurité et de souveraineté alimentaire afin de bien aborder les actions possibles des OSC. La souveraineté alimentaire est, en effet, vue par les États comme relevant de leur prérogative. La LOA du Mali qui fut votée en 2006 par l'ex président Touré définit la souveraineté alimentaire comme le :

Droit pour un État de définir et de mettre en œuvre une politique agricole et alimentaire autonome garantissant une agriculture durable basée sur les productions locales et la responsabilisation des producteurs qui disposent, à cet effet, de moyens appropriés, notamment terre, eau, crédit, marchés.²⁰⁰

Par conséquent, il y a une relation à faire entre l'objectif de démocratisation, d'augmentation des disponibilités alimentaires locales et les politiques commerciales de l'État. Les politiques de douanes de l'État se devraient de combattre notamment le *dumping* des marchés internationaux.

D'ailleurs, Ziegler écrivait déjà en 2004 que : «les membres de l'OMC doivent corriger les inégalités et les déséquilibres actuels de l'accord de l'OMC sur l'agriculture (...) afin que le droit à l'alimentation ne soit pas mis en péril par les

¹⁹⁹ Madeley, John, *Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange*, Op. Cit., p. 62-68.

²⁰⁰ Mali, *Loi d'orientation Agricole*, 3e Législature, LOI N° 06-40, AN, RM, 2006, Chapitre 1 : des définitions générales, p.2.

règles du commerce mondial (...)»²⁰¹ Afin de contribuer à amoindrir certains manquements des marchés mondiaux, il propose de prendre en considération la souveraineté alimentaire. Cette dernière serait la meilleure perspective pour garantir la primauté du droit à l'alimentation. Selon De Schutter, les peuples ont droit à leur autodétermination ainsi qu'aux ressources dont ils disposent pour exercer ce droit. Rappelons qu'en 2010 au Mali, 43,6% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La LOA valorise non seulement l'utilisation du concept de souveraineté alimentaire, mais elle reconnaît que la sécurité alimentaire est une dimension de celle-ci.²⁰² Nous notons avec intérêt que la loi prévoit à l'article 24 que l'État doit privilégier l'aide à l'accès aux exploitations aux jeunes, aux femmes et aux groupes vulnérables. Dans un contexte où le modèle de production agroindustriel et le *dumping* du marché international font une pression énorme sur la productivité locale, les paysans les plus pauvres connaissent une difficulté énorme à rester compétitifs.

Finalement, nous pouvons réaffirmer que les accaparements fonciers sont une nouvelle forme d'appropriation par dépossession qui entraîne des transformations socio-spatiales dont les caractéristiques ne peuvent que marginaliser davantage les populations assujetties. Cependant, au vu des évolutions évoquées, il faut souligner les pressions qu'exercent des ONG et des défenseurs des droits humains sur l'État afin que celui-ci s'assure que les abus du phénomène soient évités. Par contre, l'interrogation reste toujours à savoir si ces grands projets agro-industriels sont une réelle opportunité pour l'ON ou une déstabilisation de la «success story»?²⁰³ Ce constat et bien d'autres éléments nuisibles des accaparements fonciers font en sorte que les OSC se lèvent contre ceux-ci. Devant l'étendue des effets destructeurs du

201 Blein, Roger et Jeudy, Emmanuel, *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : des principes à la réalité*, CSAO, SAH/D566, Paris, mars 2007, p.18.

202 Mali, *Loi d'orientation Agricole*, Op. Cit., 30 pages.

203 Troy, B., *Office du Niger, quelle réalité entre accaparements des terres et développement agricole?*, Op. Cit, p.8

phénomène, la résistance des populations locales prend d'autant plus d'ampleur afin de faire valoir leurs intérêts et revendications.

CHAPITRE IV

DES CONDITIONS DE VIE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE AU MALI : RÉACTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

4.1 De l'impuissance des dépossédés à l'affaiblissement de la souveraineté alimentaire.

Comme on a pu le soutenir plus haut, nous avons choisi d'analyser le phénomène des accaparements de terres en nous basant sur l'étude des cas de transactions massives de terres à l'ON parce que le phénomène y prend une ampleur particulière, parce qu'il s'agit d'une zone socio-économique stratégique pour le Mali, mais, également, parce que les sociétés civiles nationale et internationale y sont également fortement actives. En effet, les mobilisations paysannes et des OSC du Mali se sont amplifiées depuis la crise alimentaire. Les images les plus spectaculaires de cette mobilisation furent les émeutes de la faim et d'autres mobilisations en lien avec la revendication de la souveraineté alimentaire. La professeure Catherine Coquery-Vidrovitch écrivait en 2008 que «(...) les directives internationales avaient fait négliger la suffisance alimentaire des pays qui n'avaient plus les moyens d'acheter ni pétrole, ni biens alimentaires.²⁰⁴» C'est le cas du Mali qui est un pays exportateur de matières premières agricoles et minières. C'est dans cette conjoncture que les divers projets d'investissements créent des situations conflictuelles avec les populations.

Ceci dit, la crise que provoquent les accaparements de terres peut être une

204 Coquery-Vidrovitch, Catherine, *Les émeutes de la faim en Afrique, prélude à la débâcle*, Libération, Économie, 10 octobre 2008, En Ligne, <http://lc.cx/Seu>, Page consultée le 2 décembre 2013.

bonne occasion de faire avancer les réformes nécessaires. Un nœud du problème soulevé reste le manque de programmes de financement disponibles pour appuyer des initiatives locales et communautaires. Comme l'explique l'économiste Mamadou Goïta, les moyens manquent tant au niveau de la transformation des produits alimentaires que de leur mise en vente pour encourager les économies locales.²⁰⁵ En effet, la pertinence de l'urgence de ces aides publiques trouve son évidence dans les ravages que cause la faim. Le vice-président de la Fondation Forum de Bamako mentionna lors de la 10e édition en février 2010 que : «la faim insulte, parce que la faim ronge, consume et tue tout ce qu'il y a d'humain dans l'homme : le corps et son charme, l'âme et sa beauté, le cœur et sa dignité, la Foi et sa grandeur, la raison et ses raisons.²⁰⁶» Plus haut, nous avons abordé la dynamique de gains de puissance par dépossession inhérente au phénomène des accaparements de terres, nous aborderons ci-dessous son corollaire : la croissance de l'impuissance des dépossédés. Nous traiterons, d'abord, de l'impuissance comme élément essentiel de la précarisation des conditions de vie, en second lieu, du répertoire des luttes contre la marginalisation des dépossédés et, pour terminer, des perspectives des luttes en présence au Mali.

L'impuissance des dépossédés face aux accapareurs est d'autant plus amplifiée que la faim, que l'insécurité et l'incertitude de l'avenir, affaiblissent d'elles-mêmes les corps et les esprits. La souveraineté alimentaire supportée par la sécurité alimentaire a donc une convergence claire à faire avec le droit à l'alimentation. Il est ainsi incontournable de nous intéresser aux critères de la souveraineté alimentaire tels que revendiqués par ses défenseurs. Blein et Jeudy nous dévoilent les critères de ce concept, soit : l'autonomie des décisions, le développement agricole durable et

205 Goïta, Mamadou, *Souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : la résistance des peuples contre les agressions*, Pambazuka new, N.152, 28 juin 2010, p.42, En Ligne, <http://www.pambazuka.org/fr/category/features/65563/print>, Page consultée le 2 décembre 2013.

206 Bagayogo, Issaka, *Le Delta intérieur du Niger : un gage majeur de la souveraineté alimentaire pour le Mali et la CEDEAO*, Op. Cit., p.123.

autocentré et le protectionnisme.²⁰⁷ Ceux-ci sont cohérents avec les positions paysannes telles que nous les avons abordés plus haut; ces positions se rapportent notamment à un attachement aux processus de démocratisation, au refus des OGM, à une meilleure protection de la nature, etc. De ces trois critères, tour à tour, nous pourrions aborder un certain nombre d'éléments qui démasquent l'état d'impuissance des dépossédés.

En premier lieu, la question de l'autonomie des décisions pose directement la question de la souveraineté des habitants d'un territoire donné sur ses ressources ainsi que sa capacité à faire valoir et à défendre cette souveraineté. Les gains en puissance des accapareurs ne peuvent que réduire en impuissance les sujets des divers projets d'investissements. Cette impuissance se manifeste notamment par une incapacité d'imposer ses propres volontés. Au niveau juridique l'enjeu peut être attaché à la question suivante : quel droit a prééminence entre le droit à l'existence des pauvres et le droit de propriété? C'est à cette question que Rousseau répondait en affirmant que la propriété n'est qu'une construction humaine et que, donc, celle-ci ne devrait pas l'emporter. Il voit en effet différemment les «dons essentiels de la nature, tels que la vie et la liberté dont il est permis à chacun de jouir et dont il est douteux qu'on ait le droit de le dépouiller.²⁰⁸» Par conséquent, en considérant le processus de dépossession et ses conséquences, il est clair que ces dons évoqués par Rousseau sont mis à mal par celui-ci. De plus, les questions des évictions de populations ainsi que le non-respect des études d'impacts sociaux et environnementaux, telles que demandées dans la procédure d'attribution d'un bail à l'ON, sont également cruciales.²⁰⁹ À Malibya, ce fut effectivement le cas alors que les travaux en vue de la construction de la route et du

207 Blein, Roger et Jeudy, Emmanuel, *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : des principes à la réalité*, Op. Cit., p.17.

208 Rousseau, Jean-Jacques, *Oeuvres complètes de JJ Rousseau Tome premier*, Taylor Institution, N.77, Paris, 1865, p. 119.

209 Djiré, Moussa et al., *Investissements agricoles et acquisitions foncières au Mali : Tendances et études de cas*, Op. Cit., p.44

canal ont débuté sans que l'étude d'impacts ait été terminée. La lutte des *Sans* pour la vie évoquée par Bensaïd trouve ici toute sa pertinence.

L'assujettissement et l'impuissance des communautés se manifestent également par les immenses difficultés de celles-ci de recevoir réellement des compensations et des indemnisations pour les diverses pertes encourues. Du côté de N-Sukula, le déboisement des surfaces de terres attribuées par le bail foncier a débuté sans l'accord des communautés. Comme l'écrit Djiré :

Dans la zone de Bewani, une partie des espaces déboisés par la société N-SUKALA appartenait aux villages locaux et était utilisée à des fins d'élevage, de collecte de bois de feu et de cultures céréalières sèches. Les populations locales n'ont pas été suffisamment informées par la consultation publique requise par le décret sur l'étude d'impact environnemental et social.²¹⁰

L'impuissance se caractérise ici doublement par la perte des sols ainsi que par la négation de cette même perte. La commune de Kolongo, par exemple, témoigne de la destruction de sites de pâturage pour des bêtes et d'aménagements agropastoraux sans aucune consultation préalable. Par ailleurs, Djiré note que la convention de Sosumar, tout comme celle de N-Sukala, est complexe et fait très peu mention de l'avenir des communautés locales.²¹¹ Ce scénario s'est répété à Sanamandougou où le village est aux prises avec le projet de 3M. Des affrontements sur le terrain entre les villageois et la police ont eu lieu et causés plusieurs arrestations et emprisonnements.²¹²

En second lieu, le critère du développement durable et autocentré nous amène à discuter davantage d'une intégration du marché local et de l'autosuffisance d'un

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *Ibid.*, p.52

²¹² Haddad, Emmanuel, *Mali : terres bradées, paysans spoliés*, regards.fr, monde, 6 juin 2013, En Ligne, <http://lc.cx/SDW>, Page consultée le 6 décembre 2013.

territoire donné. Si les concepts de souveraineté alimentaire et de droit à l'alimentation ont une nécessaire convergence à faire dans les plaidoyers sur le respect des droits de la personne, il est nécessaire d'insister également sur la viabilité à long terme du développement d'un territoire. À ce sujet, le CSAO rappelait que l'accès à l'alimentation est souvent un élément écarté dans les analyses alors qu'il est central quand vient le temps de prévenir les déclenchements de crises alimentaires.²¹³ Comme nous l'avons discuté plus haut, les termes idéologiques libéraux tendent à tempérer toute limite au libre marché qui est un vecteur pacificateur. Il en va des États de pratiquer la bonne gouvernance et de ne pas brimer l'économie. Cependant, rappelons que selon la Via Campesina, la souveraineté alimentaire implique de : «donner la priorité à la production par les exploitations paysannes et familiales de denrées pour les marchés intérieurs et locaux, selon des systèmes de production diversifiés et écologiques.²¹⁴» Cette priorité de nourrir le local par le local pose d'abord le souci que les fruits du travail humain et de l'exploitation des ressources naturelles d'un territoire assurent d'abord une certaine qualité de vie sur celui-ci; la vente des excédents n'est donc pas exclue. C'est en ce sens que La Via Campesina se félicitait le 18 octobre 2012 que le CSA adopte un Cadre dans lequel l'alimentation et l'agriculture sont reconnues comme ayant comme «référence le droit à l'alimentation au lieu des règles commerciales.²¹⁵» À peine un mois plus tard, le 20 novembre 2012, le Forum international des exploitations familiales de Dakar supportait que le développement du potentiel de ces producteurs locaux pour nourrir la région n'était pas encore atteint.²¹⁶ Du même souffle, ce forum demandait aux États de cesser la

213 CSAO, *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest des principes à la réalité*, Op. Cit., p.11-12

214 *Ibid.*

215 La Via Campesina, *Le droit à l'alimentation constitue désormais le fondement du cadre stratégique pour la sécurité alimentaire*, Communiqué de presse, Souveraineté alimentaire et commerce, Rome, 19 octobre 2012, En Ligne, <http://lc.cx/Se9>, Page consultée le 5 décembre 2013.

216 CNCR, *Forum international « Les exploitations familiales agricoles sont les principales pourvoyeuses de nourritures et de richesses en Afrique de l'Ouest »*, Déclaration finale, Dakar, 22 novembre 2012, p.1.

marchandisation galopante des terres. Il déclarait que : «ce phénomène d'accaparement des terres engendre l'exclusion de plusieurs millions de paysans de l'activité de production et/ou les réduit soit à de simples ouvriers agricoles, soit à des chômeurs.²¹⁷» Encore récemment, le 3ème Congrès africain du riz associé à la FAO, qui se déroulait le 25 octobre 2013 au Cameroun, demandait que plus d'aides soient déployées pour supporter le développement.²¹⁸

C'est à ce moment que le droit à l'alimentation devient un allié de taille pour supporter la souveraineté alimentaire. Il faut rappeler que ce droit est un droit fondamental inscrit à l'article 25 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. C'est Jean Ziegler qui a précisé sa définition en lui donnant le contenu suivant :

Le droit à l'alimentation est le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, soit directement soit au moyen d'achats monétaires, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles du peuple dont est issu le consommateur et qui assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne.²¹⁹

Les luttes pour le respect de ce droit face aux impératifs des intérêts agro-industriels sont d'autant plus difficiles qu'aucune politique d'imputabilité juridique pour le non-respect de ce droit n'existe au Mali.²²⁰ De plus, le gouvernement se fait lui-même un grand actionnaire des projets en supportant largement les projets. Dans le cas de Sosumar, l'État malien est le grand actionnaire de CaneCo, qui a la responsabilité de développer les plantations de cannes à sucre, puisqu'il en assure 90% du

217 *Ibid.*, p.2-3

218 FAO, *Le Congrès du riz en Afrique demande plus d'investissements et d'avantages pour les petits agriculteurs*, Nouvelles, 25 octobre 2013, En Ligne, <http://www.fao.org/news/story/fr/item/203579/icode/>, Page consultée le 12 décembre 2013.

219 CSAO, *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest des principes à la réalité*, Op. Cit., p.14

220 *Ibid.*, p.18

financement.²²¹ La convention prévoit que le Mali se porte garant de la gestion du volet agricole alors que le volet industriel est géré par la partie privée. Ce projet n'est pas moins grand consommateur d'eau que les autres, ce qui vient mettre en péril les autres productions environnantes. Effectivement, l'ECADIM Mali notait que «la production du riz en contre-saison ne pourrait pas être maintenue au même niveau. [...] il est devenu clair qu'actuellement la superficie irriguée dépasse déjà la superficie irrigable.²²²» Le développement de la canne à sucre se fait ainsi au détriment des rizicultures du territoire. Rappelons qu'il est difficile pour les petits exploitants d'obtenir de nouveaux lots de l'ON puisqu'ils ne peuvent avancer les fonds requis. Selon Dave, les lots de deux à trois hectares pour les paysans sont rares et sont souvent rapidement attribués à des agro-industriels²²³

Enfin, inévitablement, la question du protectionnisme rejoint celle de la souveraineté de l'État et des communautés locales. Pour éviter une précarisation substantielle d'un secteur d'activité ou de la qualité de vie sur un territoire donné, l'État devrait avoir le droit de légiférer pour se prémunir du *dumping* international par exemple. La question de l'appropriation des terres par des acteurs internationaux ne devrait pas non plus se faire dans des termes antagonistes à ceux du territoire donné. Soulignons que, pour que le système de répartition de la terre des communautés traditionnelles africaines fonctionne, il faut que le village conserve une réserve de terres qu'il pourra répartir. Quiconque appartient au village a droit de demander une terre à cultiver.²²⁴ Ainsi, le manque de sols disponibles des divers villages ne peut qu'avoir un impact sur l'exode des jeunes qui vont tenter leur chance en ville. Les déplacements involontaires, voire forcés, de populations ne sont pas à négliger

221 *Ibid.*, p.54

222 ECADIM MALI, *L'accaparement de terres à grande échelle au Mali dans la zone Office du Niger*, Op. Cit., p.20

223 Dave, Benoît, *Le mouvement paysans peut-il faire reculer l'agrobusiness*, Op. Cit., p. 4-5

224 Testart, Alain, *Propriété et non-propriété de la terre : L'illusion de la propriété collective archaïque (1re partie)*, Op. Cit., p. 228-229.

puisqu'ils sont la conséquence de la décomposition du tissu social villageois.

Cependant, un certain nombre de préoccupations principales peut être soulevé lorsqu'il vient le temps de cibler les interventions des OSC et de leurs partenaires paysans. Rappelant les scénarios de Hall, l'économiste Marie-Hélène Dabat soumet à notre bénéfice une liste de préoccupations à partir de deux principaux schémas des accaparements fonciers.²²⁵ Le premier schéma consiste en une grande plantation agro-industrielle alimentant une usine de transformation dont la production est orientée vers l'exportation. De ce schéma, en se basant notamment sur les argumentaires de la CNOP, Dabat identifie comme préoccupations principales : l'importance et la qualité des emplois créés, l'accès aux lotissements fonciers et le respect des règles communautaires et de l'environnement. C'est le cas de figure de Foras, MCA, Malibya et l'UEMOA par exemple. Le second schéma insiste sur le développement d'une filière agro-industrielle orientée vers les marchés nationaux avec l'État comme actionnaire majoritaire. Ici, c'est d'abord le mode d'attribution des lots fonciers qui inquiète Dabat qui redoute les nouvelles concentrations de terres.²²⁶ Comme CaneCo (de Sosumar), N-Sukala et 3M. La vigilance des organisations paysannes pour faire valoir leurs revendications dans la réorganisation du système agricole depuis la culture jusqu'à la mise en marché est ainsi essentielle afin que l'intégrité du territoire et de son développement ne soit pas compromise. C'est ce point de vue qui entraîne le CSAO à dire que : «la reconquête du marché ouest africain sur des bases durables implique une très forte cohérence et simultanéité entre le niveau de protection et les instruments de politique agricole permettant d'investir et de sécuriser les producteurs.²²⁷»

225 Dabat, Marie-Hélène, *Les nouveaux investissements dans les agrocarburants. Quels enjeux pour les agricultures africaines?*, Afrique Contemporaine, N. 237, Université de Boeck, 2011, p.237.

226 Ibid.

227 CSAO, *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest des principes à la réalité*, Op. Cit., p.49

Un second élément qui met en lumière l'impuissance des dépossédés est le dialogue de sourd qui persiste à propos de leurs intérêts avec les tenants de l'*agrobusiness*. Pour en témoigner, le journaliste documentariste Stefano Liberti a réalisé une enquête qui souligne les dialogues de sourd dont il a été témoin. Il en profite pour dénoncer avec vigueur le fait que «la nourriture et sa production sont ainsi devenues le business du futur.²²⁸» Il ajoute cependant que les processus de négociations des accords sont de plus en plus flous puisque, depuis quelques années, les accapareurs savent qu'ils sont sous la surveillance de divers acteurs qui veulent en savoir davantage, comme les ONG et les médias. Le résultat est inévitablement une technicisation accrue des termes et des formules utilisés. De plus, ce dialogue de sourd est aggravé au Mali à cause de la connivence qui persiste dans le système politique. Effectivement, il nous faut noter que l'une des conséquences de la démocratisation et de la mise en œuvre du PAS fut l'éclosion d'une multitude d'organismes para-publics et d'OSC. Ces organisations se voulaient être la voix du peuple. L'État malien dut instituer un organe consultatif qui a directement son entrée au bureau du premier ministre, soit le Conseil Économique Social et Culturel (CESC). Avec les années, Djiré remarque que cet organe a surtout permis au pouvoir exécutif d'affirmer davantage son influence sur les organisations participantes. Il dénonce ainsi une «prépondérance de l'exécutif qui tente de domestiquer les autres institutions.²²⁹» En relation avec une corruption rampante dans l'appareil public de l'État, il en ressort une tendance à l'opportunisme, au paternalisme et au populisme du pouvoir exécutif. Cette tendance a pour conséquence d'appauvrir la marge de manœuvre des divers types d'organisations de contre-pouvoir. Cet énorme nœud du problème que sont la corruption et les liens de connivences systématisées fait cependant de plus en plus réagir. C'est ce système que l'ECADIM Mali dénonce en

228 Liberti, Stefano, *Main basse sur la terre. Land grabbing et nouveau colonialisme*, Rue de l'échiquier, Collection diagonales, Paris, 2011, p.13

229 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p. 9.

relevant :

Ces appropriations massives ne sont possibles que par les leviers de la corruption politique et financière à grande échelle, qui finissent par former un système de type mafieux, et donnent lieu à des manipulations des régimes fonciers qui relèvent plus du brigandage que du respect des droits coutumiers.²³⁰

L'une des formes les plus fréquentes de cette connivence entre administrateurs publics et accapareurs est la non-information des dépossédés. Par exemple, 3M se démarque par ses nombreuses promesses non tenues aux populations. L'exemple du village de Pogo est répertorié par l'ECADIM Mali pour son opposition à 3M après, au départ, en avoir été en faveur.²³¹ L'élément déclencheur fut une occupation de sols non compris dans l'accord avec le village. Toujours selon l'organisme, 3M est également coupable de s'être approprié des terres à Sanamadougou, à Djado et à Saou qui n'étaient pas dans sa convention en usant «d'intimidations, de provocations, de tentatives de corruption et de division à grandes échelles [...]»²³² Pour la partie villageoise, ces terres leur appartiennent depuis plusieurs générations et ils n'entendent pas s'en voir départir. Leur demande est d'échanger ces terres pour des nouvelles aussi fertiles; or l'ON n'a pas répondu positivement à cette dernière demande.²³³ Accompagné par La Via Campesina, alors que la police protège les équipements du projet, ce village continue cependant de résister et est encore en procédure judiciaire contre 3M.

Ceci dit, au-delà de la connivence, le flou artistique et technocratique dont se

230 ECADIM MALI, *L'accaparement de terres à grande échelle au Mali dans la zone Office du Niger*, Op. Cit. p.5

231 *Ibid.*, p.21

232 *Ibid.*

233 Moussa, Djiré, et Keita, Amadou, *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*, Op. Cit., p. 23.

drapent les accords est également un fort élément qui amplifie l'impuissance des dépossédés. L'effet escompté est de rendre inaccessible la maîtrise des documents officiels par le plus grand nombre. Cette technicisation des activités, des documents et des discours propre aux ententes foncières occulte les termes des accaparements de terres et réduit les communautés à négocier sur la base de leurs propres préoccupations qui ne se retrouvent pas dans les conventions soit, par exemple, une promesse, souvent verbale, de l'accapareur d'assurer la suffisance alimentaire du territoire en temps de crise. Ce flou croissant a également pour objectif de rassurer les investisseurs tout en évitant les évaluations critiques. En effet, plus l'impératif du secret d'entreprise est mis de l'avant, plus il est difficile d'avoir accès à des informations complètes et claires. Les intentions futures de développement de Malibya, par exemple, sont incertaines puisque secrètes. Le développement en cours de seulement vingt-cinq mille hectares de terres sur les cent mille obtenues dans la convention ainsi que la non-transparence des processus de mise en exploitation des sites inquiètent les populations pour leur avenir. C'est ce qui explique également les réticences de certains villages quant aux projets d'exploitation de Markala.²³⁴ Pour désactiver cette technicisation, la participation des OSC dans la négociation des ententes ainsi que plus de transparence sont requises. De Schutter affirmait que les accords : «devraient être menées en toute transparence avec la participation des populations locales dont l'accès à la terre et à d'autres moyens de production pourrait être entravé par l'arrivée d'un investisseur.²³⁵» C'est avec cette condition satisfaite qu'une meilleure effectivité et formalisation des intérêts des dépossédés pourra apparaître dans les accords.

Finalement, ajoutons que le meilleur indice de l'impuissance des dépossédés est leur état d'inquiétude et d'incertitude quant à leur avenir. En effet, lorsque la

²³⁴ *Ibid.*, p. 22-23.

²³⁵ De Schutter, Olivier, *Acquisitions et locations de terres à grande échelle*, Op. Cit., p.18.

souveraineté est niée, que l'accès à la nourriture est incertain, que les protections juridiques nécessaires sont absentes, que la connivence empêche le dialogue et, enfin, que la compréhension pleine et entière des termes des accords est impossible, l'état d'impuissance devient palpable. L'accaparement de terres survient tel un nouvel ordre des choses et de la vie sur le territoire de l'ON. Comme le mentionne GRAIN, il est un «fléau structurel de notre époque [...]».²³⁶

4.2 Du répertoire des luttes et des résistances face à la marginalisation.

Maintenant que nous avons expliqué en quoi il y a une aggravation de l'impuissance des dépossédés face aux gains de puissance des accapareurs, il est nécessaire de préciser que cette impuissance ne pourrait en aucun cas être totale et complète. Même dans les situations les plus autoritaires, il y a toujours des espaces de liberté à exploiter. Pour la tradition marxiste, les normes qui ont cours dans la société capitaliste ont un effet d'atomisation de la société et de désolidarisation des individus envers le bien commun de tous. Cette conception pose les conflits de classe comme fondement des affrontements à l'intérieur même de la société civile; celle-ci étant constituée des forces en présence dans la société. Le philosophe italien Antonio Gramsci raffinerait la pensée marxiste de la société civile par la conceptualisation de celle-ci comme une superstructure sociale au-dessus de la superstructure coercitive de l'État. Cette première est le lieu de luttes entre des flux d'idées incessants qui diffusent d'abord les valeurs et les idées de la classe dominante.²³⁷ Par exemple, ce serait grâce à la construction d'une société civile africaine que les États démocratiques et capitalistes peuvent tirer leur source de légitimité. Pourtant, Gramsci explique que c'est cette même super-structure qui permet à des forces authentiquement

²³⁶ GRAIN, *Plafonnement de la propriété foncière : brider les accapareurs de terres ou museler le débat ?*, A contre-courant, 28 février 2013, p. 3, En Ligne, <http://lc.cx/SRF>, Page consultée le 10 décembre 2013.

²³⁷ Berthier, Aurélien, *L'hégémonie culturelle selon Gramsci*, Op. Cit.

transformatrices, voire révolutionnaires, d'émerger. À partir de cette vision, on peut identifier une conception inclusive et agissante de la société civile. Cette conception nous servira à étudier les actions formelles, les formes d'organisation ainsi que les actions informelles des groupes non-institutionnalisés de la société civile. Par exemple, quand une ONG organise une manifestation à Bamako, c'est une action formelle d'une organisation; mais quand la population de Sanamadougou prend des armes de fortune, va attaquer et détruire des équipements de 3M, ceci est une action informelle et plus ou moins spontanée. Après vingt ans de construction d'une société civile active au Mali, depuis le soulèvement populaire de 1991, faute est de constater que la multiplication des expériences de lutte, formelles ou non, lui a rapidement donné une grande pro-activité autant sur le plan local qu'international.

Face à une société civile active, le pouvoir n'est cependant pas resté inactif. L'ancien président Touré avait, dès la crise alimentaire de 2006-2007, fait de la souveraineté alimentaire un cheval de bataille pour éviter un mécontentement grandissant chez la population. C'est à la suite de la crise, rappelons-le, que l'IR fut mise sur pied pour encourager les producteurs locaux. Comme le note Janin, il lui fallait «rassurer et agir.²³⁸» Alors que les émeutes de la faim éclataient partout sur le globe, le pouvoir malien se devait de montrer qu'il faisait quelque chose. Janin précise que les discours à saveur populiste ont rapidement été la norme au Mali et au Sénégal :

Ils fixent des objectifs agricoles ambitieux afin de réduire la dépendance (et la facture) alimentaire. Ce type de posture agrarienne n'est pas nouveau. Il vise à crédibiliser l'action publique autour du chef de l'État, paré d'une dimension messianique et populiste : Amani Toumani Touré déclarait représenter « le parti de la demande sociale.²³⁹»

238 Janin, Pierre, *Le soleil des indépendances (alimentaires)*, Op. Cit., p.94

239 Ibid.

La proximité entre le pouvoir de l'État et les OSC n'a pu que renforcer cette crédibilité décrite par Janin. Ceci dit, bien des organisations communautaires et des syndicats paysans ne sont pas dupes de la prévenance de l'État. Ces OSC dénoncent l'opportunisme du pouvoir et le détournement d'attention collectif que celui-ci s'applique à effectuer, alors que, pour ces organisations, les sources des problèmes se retrouvent bien plus dans les libéralisations, les marchandisations et le bradage des ressources naturelles du pays. Les visées prétendument développementistes du Mali, qui ouvre ses portes aux investissements étrangers, font en sorte que plusieurs se révoltent contre les abus qu'ils jugent injustes. Cette révolte concerne d'abord le non-respect des droits des individus et des collectivités et la résistance à leur marginalisation.

Comme nous l'avons vu, plusieurs sources de tensions existent et plusieurs sont de l'ordre des intérêts économiques alors que d'autres sont idéologiques. L'une de ces tensions antagonistes se dresse entre les tenants du droit légaliste et formel et ceux du droit coutumier. Pour y voir plus clair sur cette problématique, Défis Sud a fait une entrevue avec le juriste malien Moussa Djiré.²⁴⁰ Celui-ci y fait état des défis réels que constitue la transparence dans le dossier et des luttes sérieuses que les groupes paysans doivent faire pour se faire respecter. Pour lui, la complexité du droit foncier au Mali est l'un des principaux problèmes qui a pour effet de créer une pluralité des droits. Bien que la grande majorité des terres ne soit pas immatriculée, il croit que l'universalisation de l'immatriculation ne serait pas une avenue puisqu'une telle universalisation du droit formel ne pourrait que se faire au bénéfice de l'agrobusiness. Dans le cas de Malibya, l'inquiétude est effective car la majorité des

240 Verges, Alice, *Faut-il risquer son argent dans les terres maliennes?*, Défis Sud, International Land Coalition, novembre 2009, En Ligne, <http://www.commercialpressuresonland.org/press/faut-il-risquer-son-argent-dans-les-terres-maliennes>, Page consultée le 13 décembre 2013.

paysans de l'ON n'ont pas les moyens de mettre en valeur leur terre et d'en améliorer la productivité par eux-mêmes, ce qui fait que leur bail finit par leur être retiré au bénéfice d'un entrepreneur privé. Djiré ajoute à cet égard que la transformation des paysans en ouvriers agricoles fait justement partie des craintes et dénonciations des OSC.²⁴¹ Cette inquiétude, combinée avec celle des risques d'insuffisances alimentaires, ne peut être apaisée que par des promesses de délocalisation, comme chez Foras.

L'État a le premier rôle à jouer dans la protection du patrimoine socio-économique des communautés. À ce propos, Ibrahima Coulibaly, président de la CNOP, est ferme : «no president anywhere has the right to give away his land like that.²⁴²» C'est d'ailleurs cette organisation qui a pris l'initiative avec La Via Campesina d'organiser le 20 novembre 2011 la *Conférence internationale : Stop aux accaparements de terres* à laquelle plus de 250 paysans venus de 30 pays différents avaient participé. Les OSC présentes y ont établi un plan d'action sur la collecte et le partage de données sur les accaparements de terres ainsi que sur un appel large à la coordination des mobilisations pour promouvoir la revendication d'une réforme agraire basée sur les exploitations familiales.²⁴³ Cette revendication faisait échos au Forum des peuples 2011 de Niono qui exigeait également des pouvoirs publics de promouvoir davantage les exploitations familiales en soutien à la souveraineté alimentaire.²⁴⁴ Parmi les participants de ce forum, plusieurs profitèrent de la tribune

241 *Ibid.*

242 Oakland Institut, *Understanding land investment deals in Africa. Malibya in mali.*, Land deal brief, juin 2011, p.1.

243 Jacovetti, Chantal, *Stop aux accaparements de terres, la Via Campesina en lutte!*, La Via Campesina, (s.d.), p. 7-9, PDF En Ligne, <http://www.viacampesina.org/downloads/pdf/openbooks/FR-03.pdf>, Page consultée le 10 décembre 2013.

244 Forum des Peuples, *appel des mouvements sociaux sur l'accaparement des terres*, 10e édition, Niono, Mali, 2011, En Ligne, <http://www.forumdespeuples.org/spip.php?article411>, Page consultée le 13 décembre 2013.

pour dénoncer le fait que les terres soient accaparées sans que les populations ne soient consultées, quelques fois même sans en être averties.²⁴⁵ Des porte-paroles du village de Sanabougou sont venus partager les frustrations de leur village alors que celui-ci a connu le même scénario que Sanamadougou aux prises avec 3M. Des gendarmes sont venus arrêter des personnes et en ont blessé d'autres; la justice aurait condamné certains paysans à payer dix millions de FrancCFA à 3M pour les dommages à ses équipements. Ce qui a pour conséquence de voir, dorénavant, les populations subir l'action des accapareurs; celles-ci étant totalement écartées des sphères de décisions.

Le même cri d'indignation est repris par plusieurs intervenants : un village sans terres est un village condamné à mourir. Comme on le rappelait avec force, «dougou» signifie «terre» en langue bambara; ainsi, le village est directement associé à la terre. Plusieurs témoins sont unanimes dans les scénarios de dépossession :

De Kolongotomo à Sanamandougou en passant par Sansanding, le spectacle est le même : c'est le même mode opératoire, on s'accapare des terres des paysans sans informations, on commence l'aménagement en détruisant les cultures des paysans et toutes les réactions sont réprimées dans l'extrême violence sans ménagement.²⁴⁶

Ces témoignages correspondent à la fois au scénario de re-concentration de Hall et au scénario d'une filière agro-industrielle orientée sur le marché national ou international, selon le cas, de Dabat. Comme les communautés ne reçoivent que rarement une compensation, la dépossession est totale et l'accumulation de nouveaux capitaux est assurée pour l'accapareur. Cette situation ne pouvait que condamner à la migration involontaire les dépossédés. En effet, Dave insiste que des déplacements de

245 Diarra, Youssouf Z. et Ballo, Bakay, *rapport général de la 10ème édition du forum des peuples Niono du 31 octobre au 03 novembre 2011*, CAD Mali, Janvier 2012, p.10

246 *Ibid.*, p.13

populations ont bien eu lieu et peuvent soit avoir été causés par des expulsés des terres, soit par l'attractivité d'opportunités d'emplois comme travailleurs agricoles.²⁴⁷ Il note sans surprise une grogne grandissante devant les problèmes d'exiguïté des exploitations familiales qui condamnent à l'exil la jeunesse vers les grandes villes. Même le projet de MCA, qui fait une place aux petits lotissements qui peuvent être attribués à de petits paysans, limite les opportunités de ces derniers pour agrandir leur parcelle. Les parcelles plus grandes s'adressent plus à des *capitalistes-farmer* dans les moyens de mécaniser leur production.²⁴⁸

4.3 Les paysanneries peuvent-elles faire reculer l'agrobusiness?

Devant les antagonismes d'intérêts en présence entre les accapareurs et les paysans on se demande s'il est inévitable que l'un se doive de supprimer l'autre pour s'épanouir? Si on en croit les tenants de l'approche win-win et les plaidoyers de non-incompatibilité d'autres acteurs, la teneur des luttes à l'intérieur du phénomène d'accaparement de terres ne serait pas aussi antagoniste. Entre autres, pour Dave et Djiré, il est clair que l'État se doit de jouer son rôle de régulateur afin d'équilibrer les intérêts en présence. Sinon, comme le dit Dave, le parti des accapareurs gagnera sur toute la ligne et les frustrations accumulées ne pourront que faire accroître les risques d'émeutes.²⁴⁹ Ces frustrations proviendront du fort sentiment d'injustice qui provient de la dépossession, mais également des souffrances (faim, insécurité, baisse du niveau de vie, etc.) que causent les transformations socio-spatiales en cours. Afin d'amoindrir les effets néfastes du phénomène, il faudrait la création d'un environnement institutionnel favorable aux exploitations familiales et qu'un crédit à long terme puisse être accessible aux paysans. Plusieurs revendications vont en ce

247 Dave, Benoît, *Le mouvement paysans peut-il faire reculer l'agrobusiness*, Op. Cit., p.4

248 *Ibid.*, p.5

249 *Ibid.*, p.7

sens, comme celle du SEXACON qui souhaite que soit adoptée une formule de paysans-investisseurs afin que ceux-ci puissent améliorer leurs exploitations.²⁵⁰ Pour ce faire, l'appui d'institutions de micro-finance présentes au Mali sera capital; en guise d'exemple, le groupe Kafo Jiginew, qui donne des services d'épargne et de micro-crédits pour des clients à faibles revenus, est mentionné par plusieurs.²⁵¹

Il faut dire qu'en date d'aujourd'hui, aucune législation contraignante n'existe pour obliger au respect de règles pour encadrer les accaparements fonciers. L'application réelle toujours en devenir du droit à l'alimentation en est un bon exemple. Jean Ziegler se désolait d'ailleurs que «un droit de l'homme, dont aucune force ne vient concrètement sanctionner la validité, est réduit à l'existence d'un fantôme.²⁵²» Également, rappelons que les Directives proposées par De Schutter sont volontaires malgré des outils conceptuels développés. À ce chapitre, les débats sont élaborés et continus. Comme de fait, une démarche avait été initiée en avril 2010 par 130 OSC internationales pour dénoncer ensemble les RAI, une tentative de la BM selon elles, pour rendre les accaparements, comme nous l'avons mentionné plus haut, acceptables. Elles dénoncèrent le fait que des grands intérêts privés puissent accaparer les ressources des peuples sur le long terme. Également, le RAI serait davantage un plaidoyer en faveur de l'auto-responsabilisation sociale des entreprises qui «suit la logique d'autorégulation du secteur privé et n'inclut aucune référence à des instruments légaux contraignants tels que les normes internationales des droits de l'Homme.²⁵³»

250 *Ibid.*, p.5-6

251 Kafo Jiginew, *Présentation*, Bamako, Mali, 2011, En Ligne, <http://www.kafojiginew.org/contenu.php?contenu=presentation>, Page consultée le 15 décembre 2013.

252 Ziegler, Jean, *La faim et les droits de l'homme*, Dans «Géopolitique de la faim», PUF, Action Faim, Paris, 2004, p. 223-224.

253 La Via Campesina et al., *Pourquoi nous opposons-nous aux Principes pour des Investissements Agricoles Responsables?*, La campagne globale pour la réforme agraire, Le réseau d'action pour la recherche sur la terre, octobre 2010, p.9, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SR9>, Page consultée le 15

C'est en insistant sur les effets des accaparements, qualifiés de «dévastateurs», que les OCS ajoutaient également en 2010 que la solution passe par l'État. Ainsi, «l'interprétation des droits à la terre ainsi que du «développement» qui prévaut dépend de l'équilibre des pouvoirs.²⁵⁴» La volonté politique étant la clé pour que l'État assure la défense des intérêts de sa population, l'ex-président Touré est pointé du doigt par de nombreuses OCS comme ayant été un grand adjuvant de l'agrobusiness. Or sa perspective pour faire du Mali, grâce à l'ON, une puissance agricole était de «revaloriser le statut de paysan vers celui de producteur agricole car c'est une nécessité de notre époque [...]»²⁵⁵.

Dans un pays où près de 80% de la population est agricultrice et s'auto-suffit quasiment, les pressions diverses des marchés internationaux ainsi que la pratique du *dumping* commercial sont clairement nuisibles.²⁵⁶ L'État est donc particulièrement sollicité afin qu'il légifère en vue de mesures protectionnistes et de supports à l'agriculture familiale. Sous les pressions des OCS internationales, les gouvernements du monde entier commencent à légiférer pour contrer les abus des accaparements de terres. Les mesures peuvent être regroupées en trois catégories : des plafonds limites d'acquisition de propriété, l'interdiction d'acquisition pour les étrangers et l'imposition de conditionnalités d'utilisations.²⁵⁷ Toujours est-il que ces limites peuvent elles-mêmes être limitées par les lois sur l'investissement étranger, par exemple, même si des institutions pour faciliter les investissements existent.

décembre 2013.

254 *Ibid.*, p.4.

255 Philipart, Patrick et Boutron, Roselyne, *Amadou Toumani Touré : Entretien*, PKB International, Paris, «s.d.», En Ligne, <http://lc.cx/SRC>, Page consultée le 14 décembre 2013.

256 CSAO, *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest des principes à la réalité*, Op. Cit., p. 53.

257 GRAIN, *Plafonnement de la propriété foncière : brider les accapareurs de terres ou museler le débat ?*, Op. Cit., p. 1.

Pour l'instant, au Mali, les OSC ont réussi à forcer le gouvernement à mettre en place une commission interministérielle spécifique au foncier et elles s'efforcent de répertorier les luttes et les conflits engendrés par les transformations dues aux accaparements. Cette commission aboutira-t-elle à des recommandations de projets de loi sur les accaparements de terres? Il nous est permis de l'espérer, au moment où s'ouvre la 18^e édition de l'Espace d'interpellation démocratique (EID) à Bamako et où les litiges fonciers occuperont la majorité des études des juges et du jury présents.²⁵⁸ Les explications du médiateur de la République ainsi que les témoignages des ministres de passages, notamment le Ministre des Domaines de l'État et des Affaires Foncières Tiéman Hubert Coulibaly, seront particulièrement attendus alors que bien des OSC du Mali et d'ailleurs seront présents.

258 Togo, Hamidou, *EID 2013 : 36 dossiers retenus pour examen*, Maliactu, 10 décembre 2013, En Ligne, [http ://lc.cx/SRy](http://lc.cx/SRy), Page consultée le 16 décembre 2013.

CONCLUSION

En conclusion, à la lumière de notre analyse, il appert que le Mali ne sort pas inchangé et indemne de l'assujettissement à des accaparements fonciers de plusieurs de ses meilleures terres dans la zone de l'ON. En effet, notre travail a su démontrer que les accaparements de terres arables sont un phénomène mondial récent qui provoque des transformations socio-spatiales et que celles-ci ont pour conséquence de porter gravement atteinte à la souveraineté alimentaire et d'amplifier la précarisation des conditions d'existence au Mali. C'est face à cette situation que les communautés paysannes résistent face à leur marginalisation. Nous avons su éprouver notre perspective politique néo-marxiste à propos de la multiplication fulgurante du nombre de transactions massives de terres dans le monde et à l'ON. Les accaparements de terres arables se révèlent ainsi un sujet d'étude pour la science politique dès lors que l'enjeu d'acquisition de puissance est démasqué. Le cas de l'ON, comme sujet d'étude, nous a permis de mieux saisir les caractéristiques du phénomène par les transformations socio-spatiales qu'il cause. Il nous a été alors possible de jeter un éclairage sur les relations de pouvoir dans le cadre des accaparements par rapport à la gestion foncière et aux ressources naturelles du Mali. Le choix d'une étude qualitative et d'une analyse de corrélation, ou causale, s'est avéré être la bonne alternative pour ce travail puisque notre littérature savante nous permettait d'étudier les fondements de notre problématique. Notre travail se positionne ainsi comme une contribution aux efforts pour comprendre l'opérationnalisation du phénomène des accaparements de terres sur les territoires qu'il assujettit.

Pour ce qui est de nos objectifs secondaires, notre étude a pu démontrer en

quoi le phénomène des accaparements de terres est, à la fois, unique et récent, spécifiquement dû à la combinaison des crises mondiales climatique, alimentaire et financière. D'abord, en étudiant la trajectoire historique du régime foncier du Mali ainsi que celle de l'ON, nous avons pu démontrer combien l'expérience récente du pays avec les investissements massifs se caractérise par un État promoteur qui fait bien plus faire qu'il fait lui-même. L'expérience de près de trois décennies de développementisme de l'État malien, qui est accompagné par les institutions internationales, n'a fait qu'amplifier son aliénation. En appliquant diverses libéralisations, notamment en 1994-1996, et les impératifs du PAS, le Mali a perdu des moyens de développer lui-même son secteur agricole. Nous avons également réussi à démontrer comment les accaparements peuvent être analysés du point de vue de la science politique par une approche qualitative. En définissant les accaparements de terres, nous avons pu distinguer ceux-ci des autres types d'acquisition foncière et identifier un échantillon de six cas dans la zone de l'ON. Ensuite, nous avons pu déterminer les caractéristiques des transformations socio-spatiales inhérentes à l'assujettissement des territoires par ce phénomène, celles-ci étant intimement liées au mode de production agro-industriel et au statut d'impunité juridique des accapareurs. Effectivement, ces transformations n'ont pu qu'aggraver la combinaison des crises actuelles qui renforce la précarisation des conditions d'existence des communautés paysannes maliennes et réduit à néant les efforts en faveur de la souveraineté alimentaire du pays. De plus, nous avons pu analyser l'ampleur des conséquences des accaparements sur les conditions de vie en constatant les reculs de la souveraineté alimentaire des populations locales; les accapareurs confrontent directement la souveraineté alimentaire des peuples ainsi que leur droit à l'alimentation. Également, les gains en puissance des accapareurs ne peuvent que réduire d'autant plus en impuissance les dépossédés. Cette impuissance se manifeste notamment par une négation des droits démocratiques des communautés et par leur incapacité d'imposer

leurs propres volontés, grâce au floue artistique dont se drapent les divers accords et, enfin, le dialogue de sourds entre les divers acteurs. Finalement, nous avons pu nous rendre compte de la vitalité particulière de la société civile au Mali autant au niveau national qu'international.

La force de notre travail est d'avoir su faire converger la pensée de plusieurs auteurs multidisciplinaires en étudiant les manifestations diverses de ce phénomène international à l'ON au Mali. Nous avons pu en expliquer les caractéristiques dans une perspective néo-marxiste afin d'expliquer l'opérationnalisation des accaparements de terres à partir de l'étude d'un cas empirique. En concevant les accaparements comme un phénomène politique chargé d'enjeux de pouvoir, il nous a été possible de contribuer à la compréhension de ce qui distingue ce phénomène d'autres vagues d'appropriations de terres dans l'Histoire. Cependant, avec plus d'espace disponible, notre mémoire aurait pu comporter un plus grand nombre d'exemples empiriques et de données afin d'expliquer concrètement les mécanismes des transformations socio-spatiales au Mali. Nous nous sommes concentrés sur six cas d'accaparements à l'ON que nous avons étudiés. Une étude plus approfondie pourra en faire un recensement et s'intéresser davantage aux questions de la couverture des terres, de leurs utilisations et des types de sols toujours disponibles dans la région du delta intérieur du fleuve Niger. Finalement, nous avons délibérément choisi de ne pas étudier de cas d'accaparement inférieur à mille hectares de terres bien que ces derniers peuvent être d'un nombre insoupçonné et peuvent être plus difficile à recenser.

Pour nous, il est clair que les accaparements de terres arables se positionnent, pour le Mali ainsi que pour le monde entier, comme un phénomène récent et transformateur qui pose de nouveaux défis importants à relever pour les organisations paysannes et la société civile internationale. Dans un contexte de crises multiples, les

enjeux de la reconnaissance des droits coutumiers, de l'effectivité de la souveraineté alimentaire ainsi que de l'application réelle du droit à l'alimentation deviennent urgents à mettre à l'ordre du jour international. Les luttes actuelles présentes à l'ON pour les terres entre les accapareurs et les dépossédés ne pourront qu'évoluer au bénéfice des uns ou des autres dans les prochaines années. Les pressions exercées par les OSC et les organisations paysannes sur la politique au Mali seront déterminantes afin que les paysanneries locales puissent être hors de danger des expropriations. Comme nous l'avons mentionné, la terre est liée au village et sa possession privée à des fins agro-industrielles vient déstructurer la vie sociale et l'organisation des espaces traditionnels. Pour certaines de ces communautés sur les territoires assujettis, il en va d'une question de perpétuation de leur mode de vie ou de sa fin. La prolétarianisation forcée et la fragilisation de la suffisance alimentaire des paysanneries qui vient avec la dépossession sont une manifestation claire des accaparements qui mène à une précarisation des conditions de vie. L'État a très certainement le premier rôle à jouer afin de forcer le respect de règles conformes aux droits humains pour encadrer les accaparements fonciers. Les convergences de pressions ciblées sur l'État deviennent ainsi cruciales pour les dépossédés. Après une trentaine d'années de néolibéralisme économique, c'est ainsi un nouvel appel de plus en plus fort à un retour d'un État responsable devant ses citoyens qui est lancé. Dans un contexte favorable aux entreprises multinationales agro-industrielles, le Mali se doit de renouer avec son ambition d'autosuffisance alimentaire ainsi qu'avec ses ambitions démocratiques afin d'assurer la souveraineté alimentaire de son peuple. Cela ne pourra se faire qu'avec une multiplication des investissements publics dans l'agriculture paysanne afin d'encourager l'innovation des exploitations familiales, comme ce fut le cas avec l'IR. Ainsi, l'État se doit également d'être l'architecte d'une démocratisation de ses instances, d'une meilleure transparence de ses processus de prise de décision et, finalement, d'une plus grande garantie du respect des droits

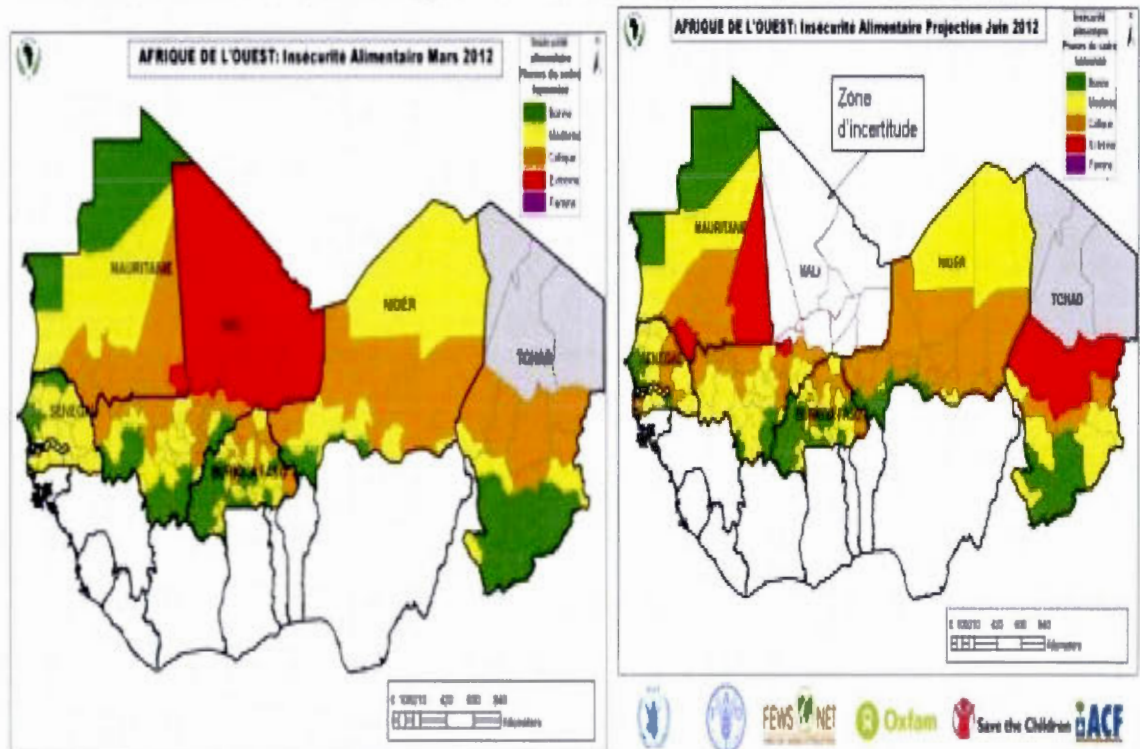
humains fondamentaux. Évidemment, rien ne sera possible sans luttes.

ANNEXES

ANNEXE A.

CRISE ALIMENTAIRE AU SAHEL - 2012

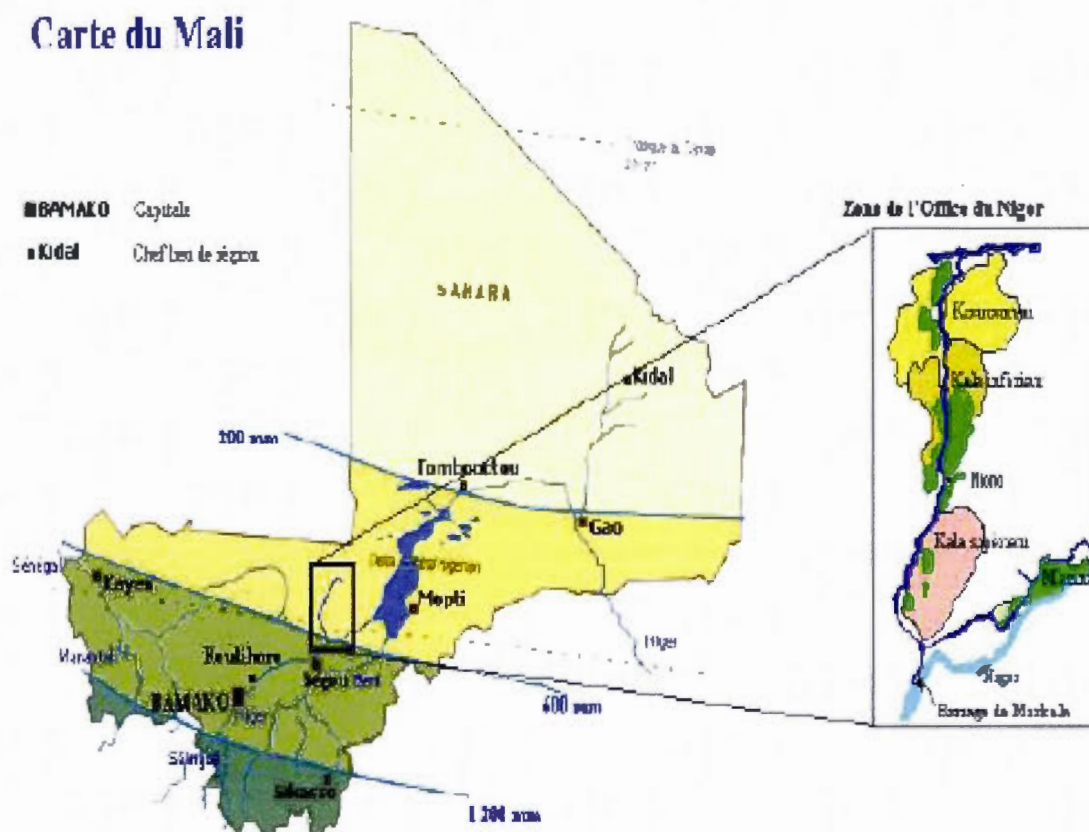
Insécurité alimentaire au Sahel: CILSS, FEWSNET, FAO, PAM, OXFAM, ACF, Save the Children



Cockburn, Stephen, *Crise alimentaire dans le Sahel. Cinq étapes pour rompre le cycle de la faim en 2012*, Note d'information Inter Agence, OXFAM, 31 mai 2012, p.3.

ANNEXE B.

ZONE DE L'OFFICE DU NIGER



ANNEXE C. PLUVIOMÉTRIE ET GÉOLOCALISATION DES PROJETS

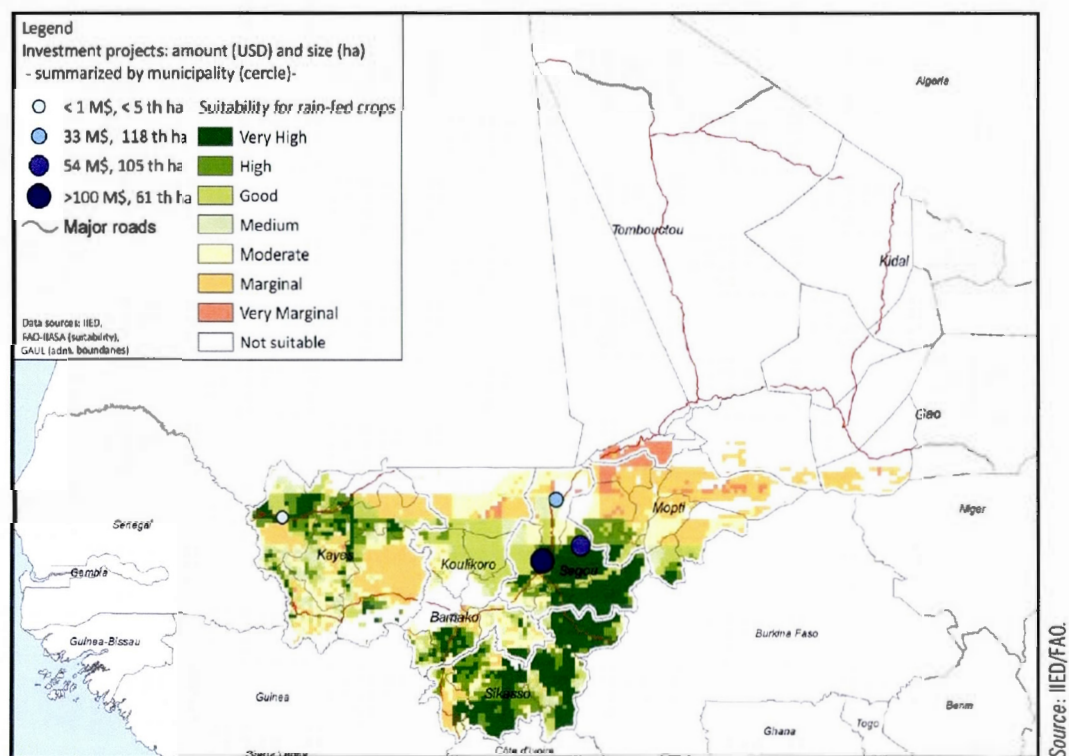


Figure 2. Documented land acquisitions in Mali, 2004-2009

ANNEXE D.
ON : PRODUCTION SURESTIMÉ

Tableau 13

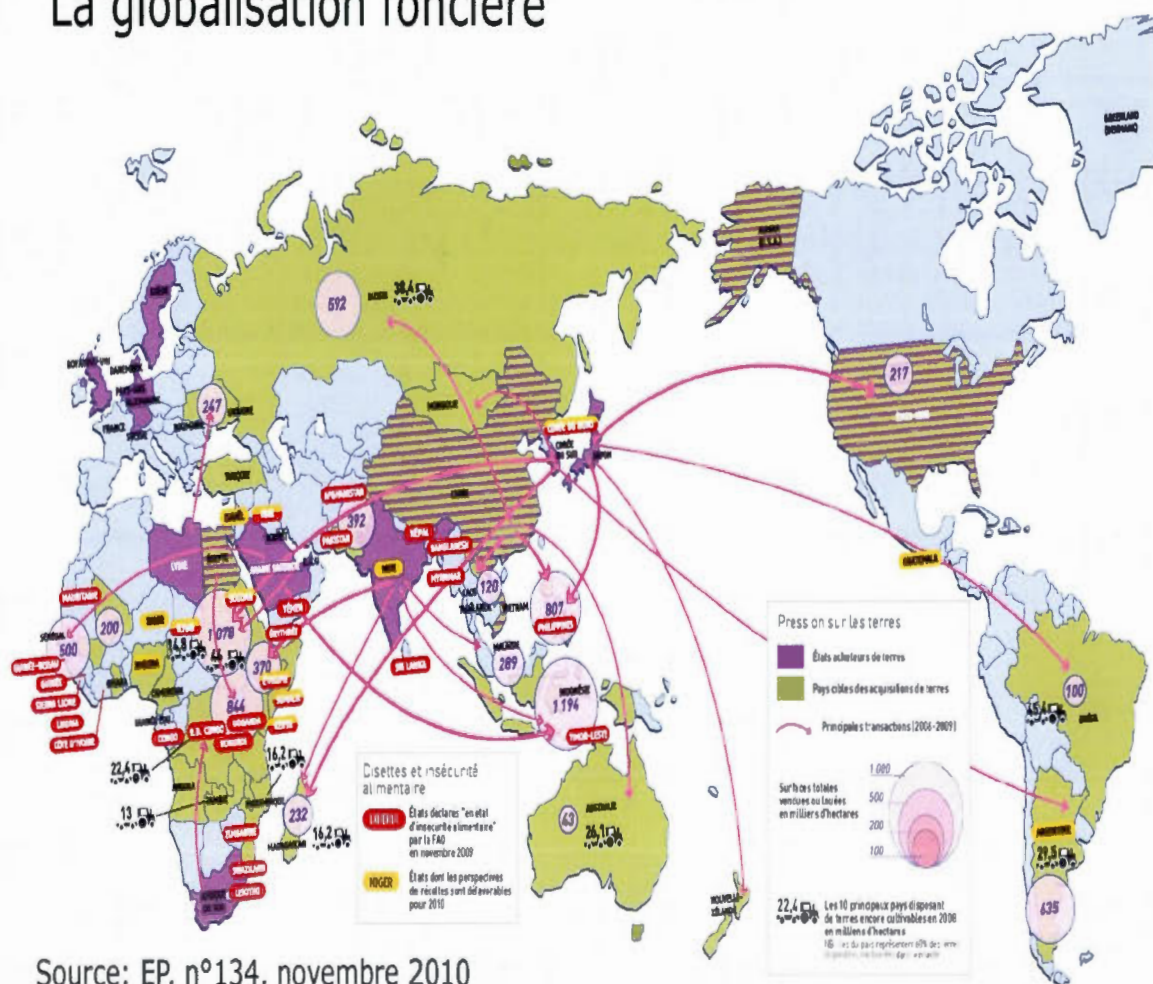
Production rizicole à l'Office du Niger en campagnes d'hivernage - 1995-2006
Comparaison des statistiques officielles et des résultats obtenus
par différentes enquêtes

Campagnes	Superficies cultivées en hivernage	Statistiques officielles produites par l'Office du Niger	Statistiques issues de différentes enquêtes auprès des producteurs (a)	Ecart	
1995/1996	50.003	239.135	223.461	15.674	7%
1996/1997	54.486	257.979	245.281	12.699	5%
1997/1998	53.877	278.161	234.904	43.257	18%
1998/1999	53.274	303.530	239.533	63.996	27%
1999/2000	55.035	321.379	242.835	78.545	32%
2000/2001	58.819	345.623	259.658	85.965	33%
2001/2002	59.815	352.993	241.235	111.759	46%
2002/2003	63.718	377.884	297.256	80.627	27%
2003/2004	70.682	394.406	262.718	131.688	50%
2004/2005	72.197	418.583	292.744	125.839	43%
2005/2006	73.878	437.358	274.826	162.532	59%

Dave, Benoît, *Office du Niger au Mali : les chiffres officiels de la production rizicole sont surestimés*, CECID, Articles scientifiques, 2008, p.20, En Ligne,
<http://lc.cx/SD7>, Page consultée le 14 mai 2013.

ANNEXE E.
LES ACCAPAREMENTS DANS LE MONDE

La globalisation foncière



Nonjon, Alain, *Carte globalisation foncière, nouvel enjeu de la mondialisation*, Espace prépas, n°134, Novembre 2010, En Ligne, <http://www.diploweb.com/Carte-globalisation-fonciere.html>, Page consultée le 12 août 2013.

ANNEXE F.
BAISSE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE AU SAHEL

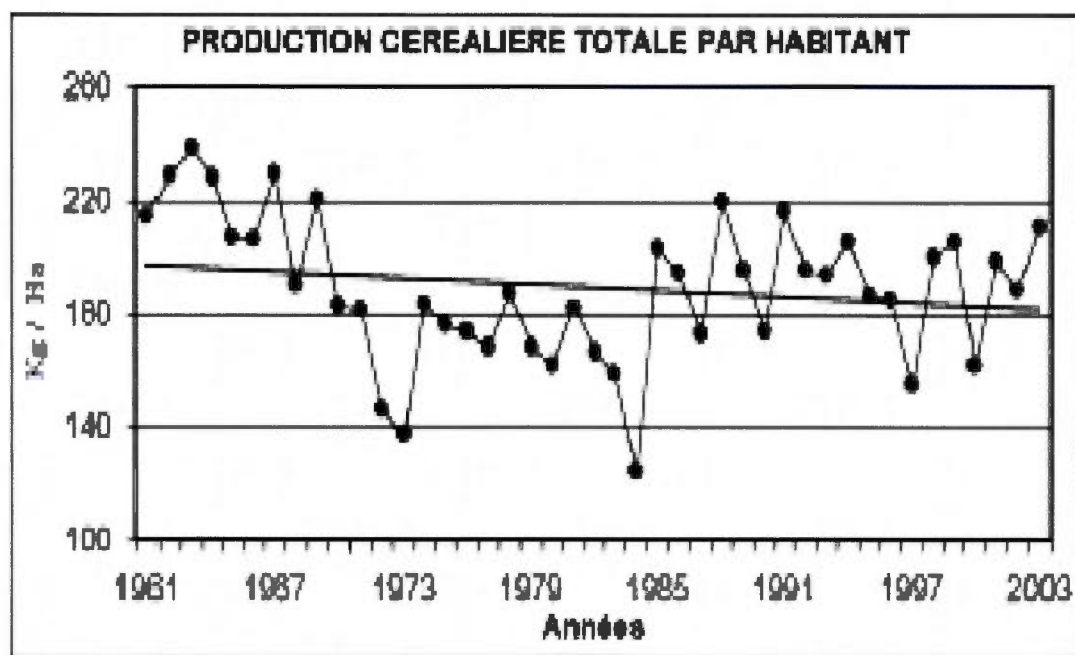


Fig. 11. — Evolution de la production céréalière totale par habitant au Sahel de 1961 à 2003 (d'après FAO 2006a).

Ozer, André, et Ozer, Pierre, *Désertification au Sahel : crise climatique ou anthropique ?*, Bull. Séanc. Acad. R. Sci. Outre-Mer, Meded. Zitt. K. Acad. Overzeese Wet, 2005, p.416, En Ligne, <http://lc.cx/SDc>, Page consultée le 9 octobre 2013.

ANNEXE G. LES CONCESSIONS DE TERRES À L'ON

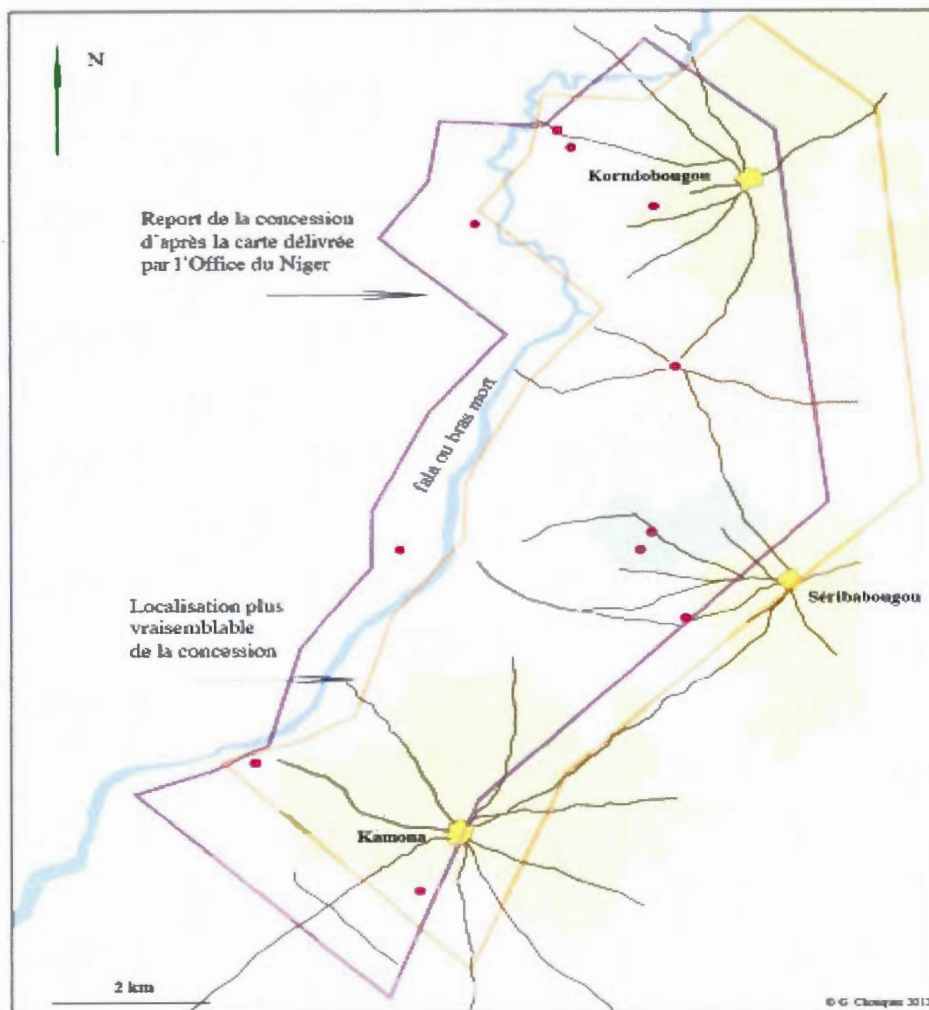


Carte de l'origine des principaux investisseurs concernés par les concessions.

G. Chouquer janvier 2012

Chouquer, Gérard, *Les concessions de terres dans le delta intérieur du Niger au Mali*, FIEF, janvier 2012a, p.5, PDF En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/2ConcessionsDelta.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

ANNEXE H. LA CONCESSION DE FORAS À L'ON



— Localisation de la concession et rapport avec les zones d'agriculture sèche des villages

Chouquer, Gérard, *Les attributions de terres à l'entreprise Foras au Mali*, FIEF, janvier 2012b, p.1, PDF En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/8Foras.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

ANNEXE I.
LA CONCESSION DE 3M À L'ON

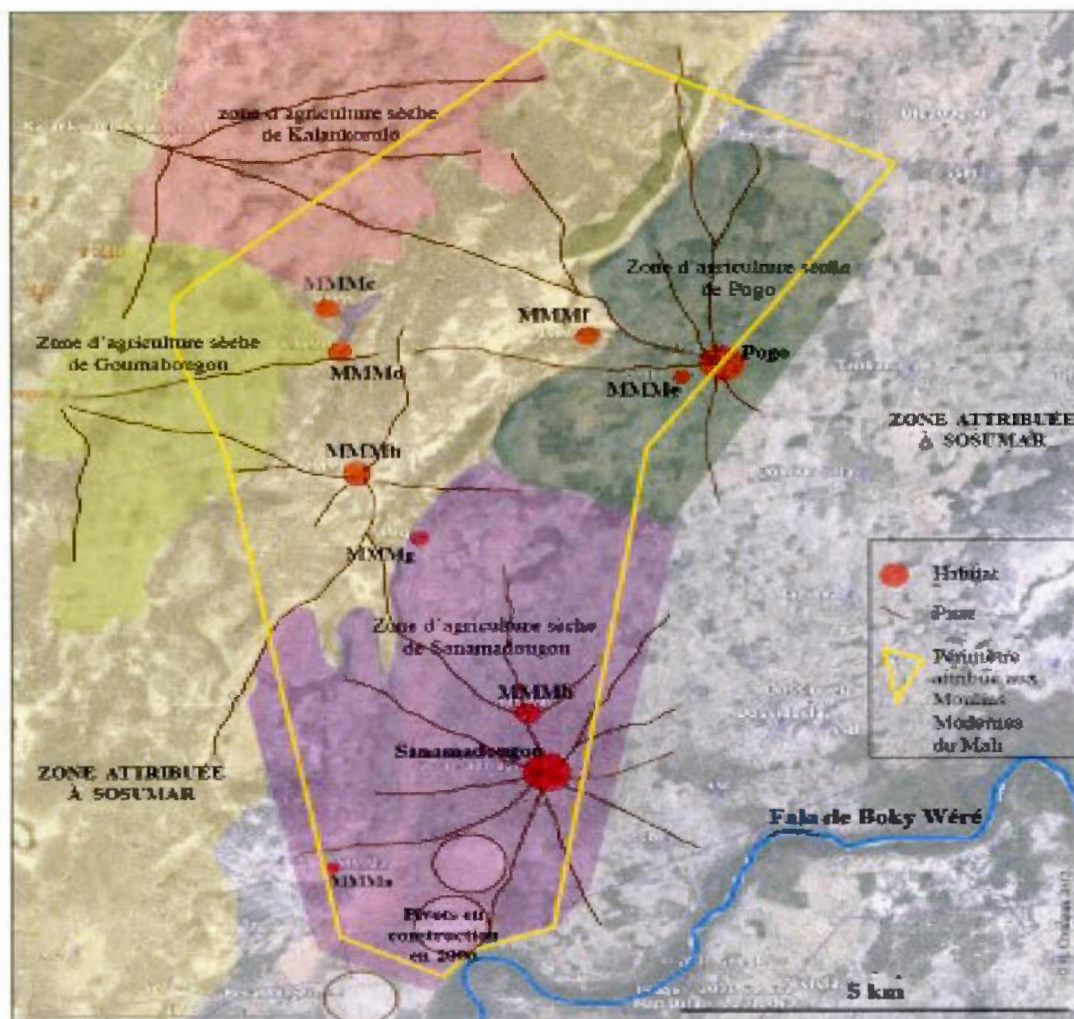


Fig 1 — La concession de 7 400 ha accordée aux Moulins Modernes du Mali

Chouquer, Gérard, *Les attributions de terres aux Moulins Modernes du Mali*, FIEF, janvier 2012c, p.1, PDF En Ligne,
<http://www.formesdufoncier.org/pdfs/7MMMali.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

ANNEXE J.
LA CONCESSION DE SOSUMAR À L'ON

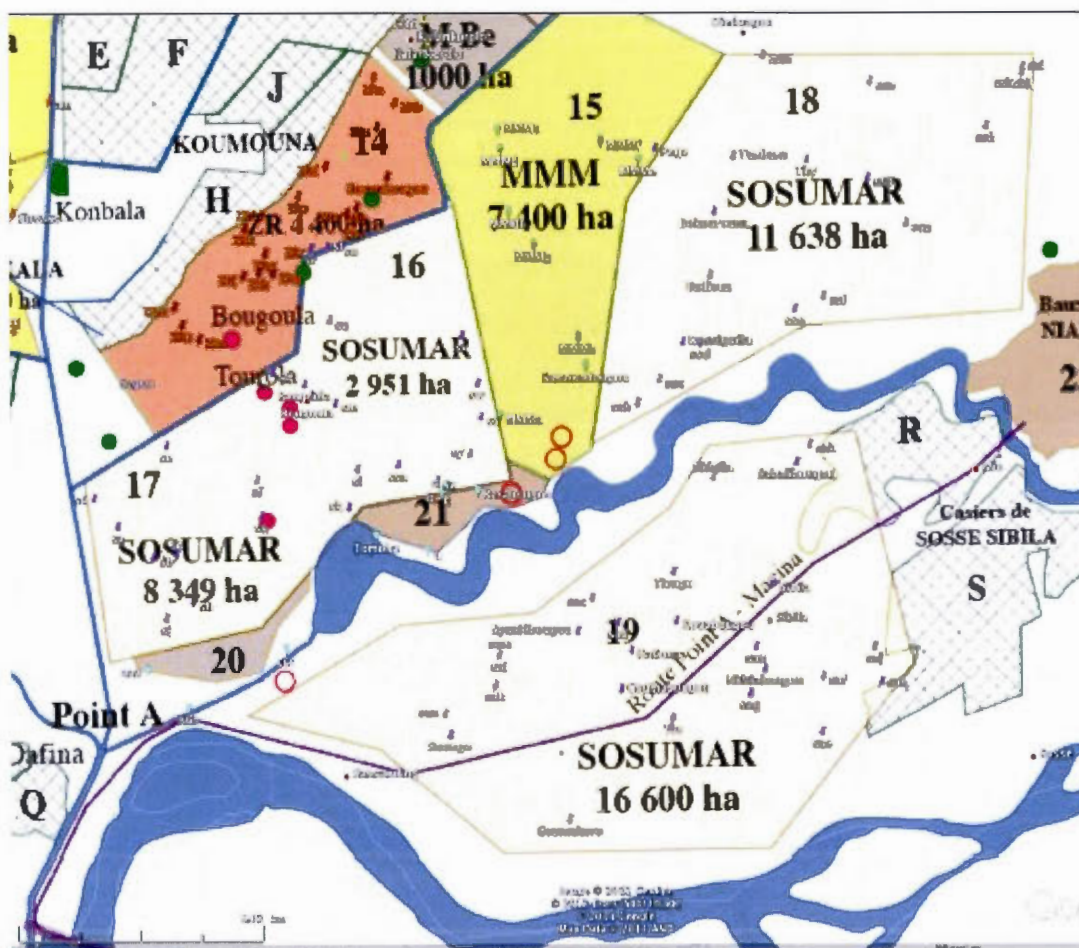
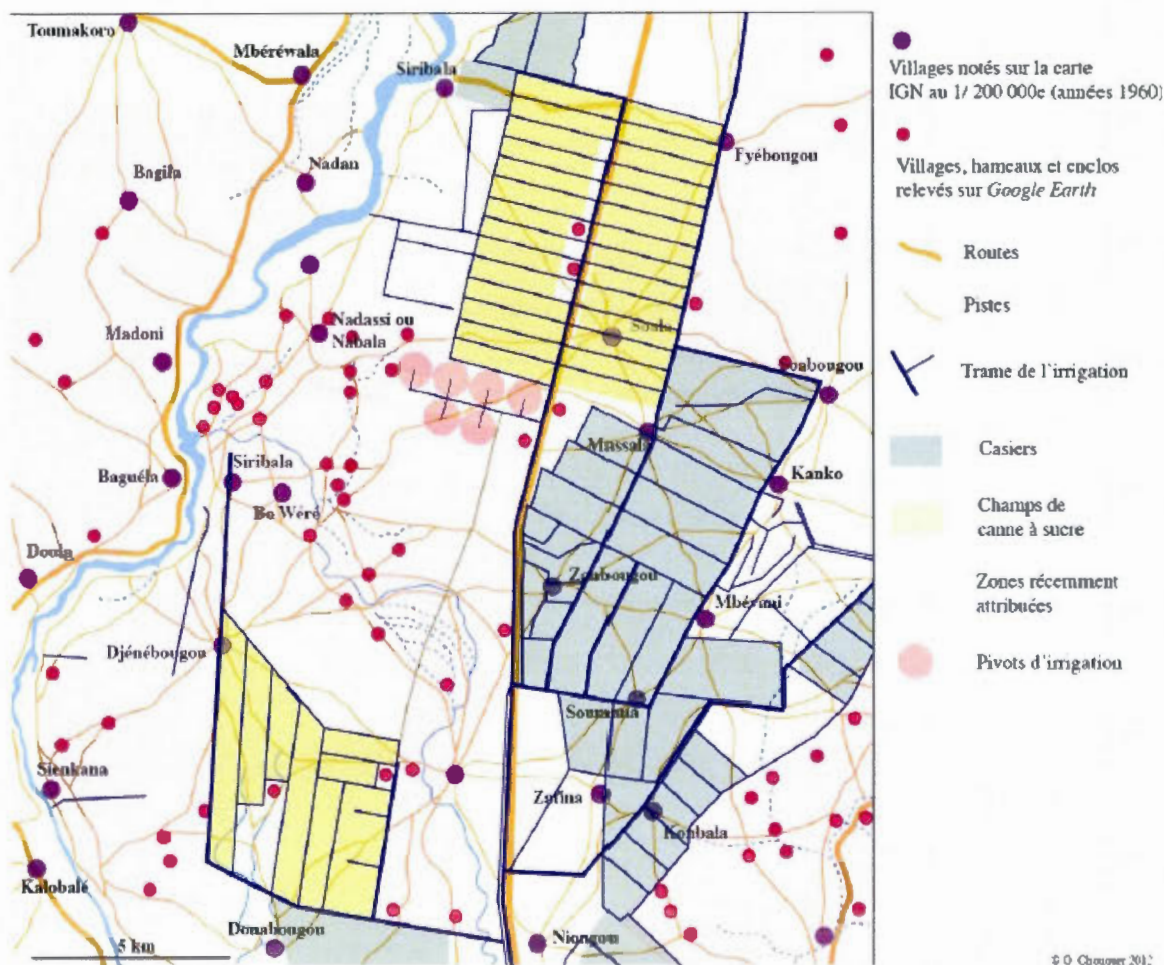


Fig. 2 — Les 70 localités affectées par les concessions à Sosumar.

Chouquer, Gérard, *Les attributions de terres à Sosumar au Mali*, FIEF, p.1, janvier 2012d, PDF En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/6Sosumar.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

ANNEXE K.
LA CONCESSION DE SUKALA À L'ON



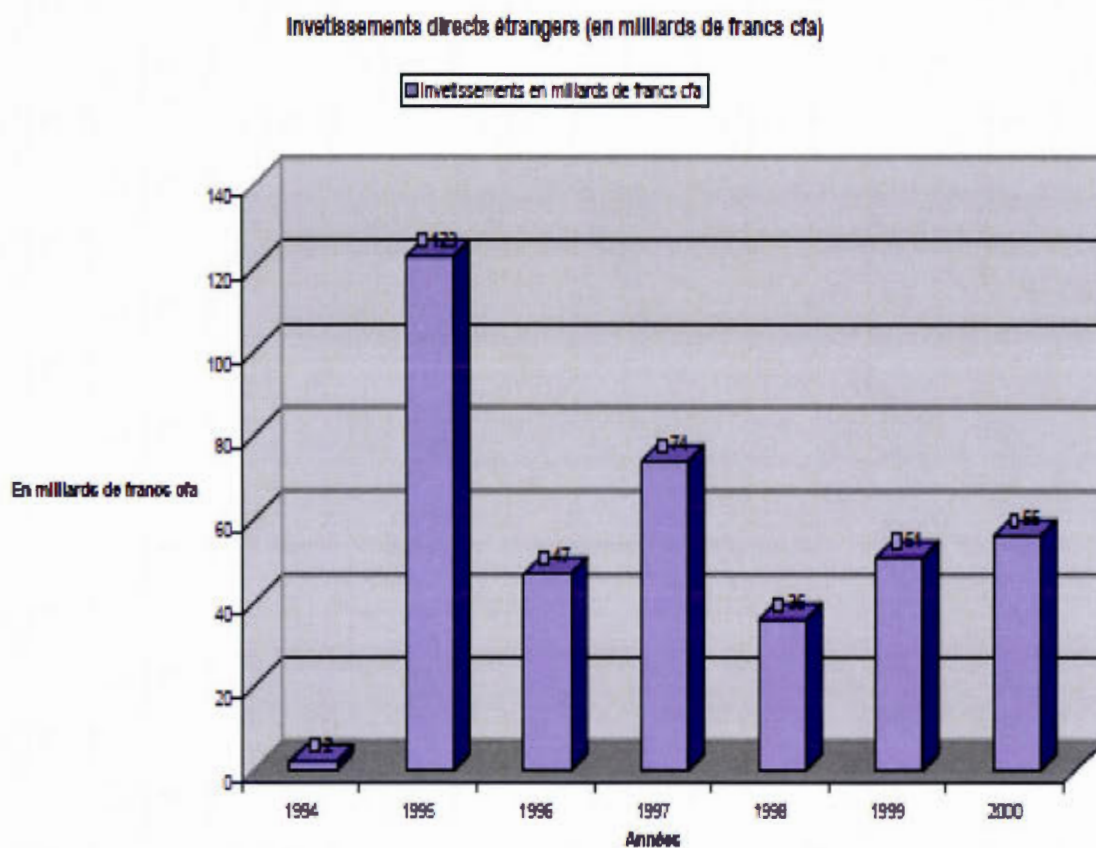
Chouquer, Gérard, *Les attributions de terres pour le complexe sucrier au Mali*, FIEF, p.1, janvier 2012e, PDF En Ligne,
<http://www.formesdufoncier.org/pdfs/4ComplexeSucrier.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

ANNEXE L.
LES REDEVANCES ANNUELLES POUR L'EAU À L'ON

Investisseurs	Redevance à payer/ha/an
SUKALA	4050 FCFA = Gère et entretien son réseau intérieur, l'ON fournit l'eau. Le montant forfaitaire annuel signé en 1997 est toujours le même 22 000 000FCFA alors que les surfaces ont augmenté : 5430ha nets en 2009
Ferme COVEC	Pas d'info
MALIBYA	2470 FCFA/ irrigation par aspersion 67000 FCFA/irrigation gravitaire
N'SUKULA ²³	Négocié sur base SUKULA après discussion avec ON et ministère de l'agriculture/arrêté n° 07-3210/MA-SA du 11/12/2007
SOSUMAR	2640 FCFA /irrigation par aspersion : les frais du réseau primaire et des frais d'exploitation ne sont pas pris en compte. alors qu'une étude l'office démontre qu'il devrait payer entre 62.896 FCFA et 20.010 FCFA « pourquoi n'a-t-on pas appliqué les orientations de l'étude du 19 avril 2007 ? » se demande l'ON elle-même
SMMS/MK	Pas mentionné

ECADIM MALI, *L'accaparement de terres à grande échelle au Mali dans la zone Office du Niger*, FPH, Office du Niger, CJ, Mali, juin 2011, p.14, PDF En Ligne, <http://lc.cx/SDY>, Page consultée le 10 août 2013.

ANNEXE M.
IDE DE LA CHINE AU MALI



Sanogo, Abdrahamane, *Thème : les relations économiques de la Chine et du Mali*, CREA, rapport d'Étude, Université de Bamako, Bamako, 2008, p.11.

RÉFÉRENCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Adamczewski, Amandine *et al.* «Investissements ou accaparements fonciers en Afrique?». *Développement durable et territoires*. Vol. 3, n° 3 (2012). 18 p.
- Afrique Verte. «2008 : Crise alimentaire mondiale ou effondrement du pouvoir d'achat?». *Fiche documentaire*. PDF En Ligne, (2008), 6 p. <http://lc.cx/SdJ>. Page consultée le 10 décembre 2013.
- Anseeuw, Ward. *et al.* *Les droits fonciers et la ruée sur les terres*. Rome : IIED, CIRAD, International Land Coalition, 2011, 8 p.
- API-Mali. *Sous-Secteurs agriculture et agro-industrie*. Direction promotion et facilitation des investissements. Bamako, «s.d.», 12 p.
- Bagayogo, Issaka. «Le Delta intérieur du Niger : un gage majeur de la souveraineté alimentaire pour le Mali et la CEDEAO». Dans *Réponses radicales aux crises agraires et rurales africaines*. sous la dir. de Bernard Founou-Tchuigoua et Abdourahmane Ndiaye, p.121-168, Dakar : CODESRIA, 2012.
- Banque Mondiale. *Atelier à Bamako sur les défis posés par les crises alimentaire, pétrolière et financière au niveau local*. En Ligne. <http://lc.cx/SYA>, Page consultée le 20 novembre 2013.
- Banque Mondiale. *New World Bank Report Sees Growing Global Demand for Farmland*. En Ligne. <http://go.worldbank.org/XWESRO2MT0>, Page consultée le 3 février 2013.
- Baxter, Joan et Mousseau, Frédéric. *Comprendre les investissements fonciers en Afrique*. Rapport : Mali, ed. CNOP et The Oakland Institute, 2011, 69 p.
- Bensaïd, Daniel. *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*. Instinct de Liberté. Montréal : Édition Lux. 2008, 168 p.
- Berry, Marie-Astrid. «Les investissements agricoles étrangers. opportunités ou menace à la sécurité alimentaire des pays en voie de développement?». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2013, 105 p.
- Berthier, Aurélien. *L'hégémonie culturelle selon Gramsci*, En Ligne, <http://lc.cx/Sq5>,

Page consultée le 1 septembre 2013.

Bertrand, Monique. *La question foncière dans les villes du Mali*. Collection Hommes et Sociétés. Paris : Karthala, ORSTOM, 1994, 326 p.

Bertrand, Monique. *Transition malienne, décentralisation, gestion communale bamakois*. Collection mémoire et document de l'UMR Prodig. Paris : PRODIG, 1997, 110 p.

Blein, Roger et Jeudy Emmanuel. *La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : des principes à la réalité*. Paris : CSAO. 2007, 63 p.

BM et al. *RAI Overview*. En Ligne. <https://responsibleagroinvestment.org/node/232>. Page consultée le 10 novembre 2013.

Bouhey, Antoine. «Terres arables. Une nouvelle ruée vers l'or?». *Revue internationale et stratégique*. vol. 3, no 79 (2010), p. 44-55.

Brondeau, Florence. «L'accès à l'eau, facteur de différenciation des paysages et des sociétés rurales : exemple des périmètres irrigués de l'Office du Niger et de leurs marges sèches», Dans *Sécheresse*, vol. 1, n° 2, 2004, En Ligne, <http://www.secheresse.info/spip.php?article1817>, Page consultée le 14 septembre 2013.

Brondeau, Florence. «L'agrobusiness à l'assaut des terres irriguées de l'Office du Niger (Mali)». *Agricultures*, vol. 20, no 8 (2011), p. 136-143.

Brondeau, Florence. «Les investisseurs étrangers à l'assaut des terres agricoles africaines». *Echogéo*, no 14 (2010), 12 p.

CEDEAO. *La politique régionale agricole de l'Afrique de l'Ouest : l'ECOWAP*. Commission de la CEDEAO, 2005, 12 p.

Charbit, Yves, *Capitalisme et population : Marx et Engels contre Malthus*, Revue d'Histoire des Sciences Humaines, vol 2, no 13, 2005, p.183-208, En Ligne, <http://www.cairn.info/revue-histoire-des-sciences-humaines-2005-2-page-183.htm>, Page consultée le 19 septembre 2013.

Clerval, Anne. «David Harvey et le matérialisme historico-géographique». *Espaces et Sociétés*. v. 4, No. 147 (2011), p. 173-185.

Ciparisse, Gérard. «Accès à la terre pour tous en Afrique noire : une utopie?». Dans *Land Reform. Land Settlement and Cooperatives*. p. 44-54. Rome : FAO, 1998.

Chouquer, Gérard. *Comprendre les acquisitions massives de terres dans le monde aujourd'hui*. Rome : FIG Working Week. 2012, 11 p.

Chouqué, Gérard, *Les attributions de terres pour le complexe sucrier au Mali*, FIEF, janvier 2012, 5 p., En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/4ComplexeSucrier.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

Chouqué, Gérard, *Les attributions de terres à l'entreprise Foras au Mali*, FIEF, janvier 2012, 3 p., PDF En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/8Foras.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

Chouqué, Gérard, *Les attributions de terres à Sosumar au Mali*, FIEF, janvier 2012b, 4 p., PDF En Ligne, <http://www.formesdufoncier.org/pdfs/6Sosumar.pdf>, Page consultée le 20 octobre 2013.

Cisse, S. *Sukala SA : les travailleurs réclament la tête du DGA*. En Ligne. <http://lc.cx/SDh>. Page consultée le 2 novembre 2013.

Cockburn, Stephen. *Crise alimentaire dans le Sahel. Cinq étapes pour rompre le cycle de la faim en 2012*. Note d'information Inter Agence. Oxford : OXFAM, 2012, 10 p.

Coquery-Vidrovitch, Catherine. «4. Le régime foncier rural en Afrique noire». Dans *Enjeux fonciers en Afrique Noire*, sous la dir. de E. Le Bris, E. Le Roy et F. Leimdorfer, p. 65-84. Montpellier : Karthala, 1982.

Coquery-Vidrovitch, Catherine. «Les émeutes de la faim en Afrique, prélude à la débâcle». *Libération* (Paris), 10 octobre 2008, En Ligne. http://www.liberation.fr/economie/2008/10/10/les-emeutes-de-la-faim-en-afrique-prelude-a-la-debacle_114081

CNCR. *Forum international «Les exploitations familiales agricoles sont les principales pourvoyeuses de nourritures et de richesses en Afrique de l'Ouest»*. Déclaration finale, Dakar, 22 novembre 2012, 3 p.

Dabat, Marie-Hélène. «Les nouveaux investissements dans les agrocarburants. Quels enjeux pour les agricultures africaines?». *Afrique Contemporaine*, vol 1, No 237 (2011), p. 97-109.

- Dave, Benoît. *Le mouvement paysans peut-il faire reculer l'agrobusiness*. Défis Sud, 2008, 8 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/SY4>, Page consultée le 14 mai 2013.
- Dave, Benoît. *Office du Niger au Mali : les chiffres officiels de la production rizicole sont surestimés*. CECID, Articles scientifiques, 2008, 19 p., En Ligne, <http://lc.cx/SDf>, Page consultée le 14 mai 2013.
- Delcourt, Laurent. *L'avenir des agricultures paysannes face aux nouvelles pressions sur la terre*. Dans «De la terre à l'aliment, des valeurs aux règles», Rencontres Lascaux, CETRI, Louvain-la-Neuve, 2010, 15 p.
- Deme-Diallo, Diénéba. *Libre circulation des céréales : les barrages doivent disparaître*. Journal du Mali. 7 octobre 2013, En Ligne, <http://www.journaldumali.com/article.php?aid=7168>, Page consultée le 1 décembre 2013.
- De Sardan, Olivier. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. APAD, Karthala, 1995, 287 p.
- De Schutter, Olivier. *Acquisitions et locations de terres à grande échelle*. Conseil des droits de l'homme. ONU, 28 décembre 2009, 17 p., PDF En Ligne, <http://www.oecd.org/fr/csao/45285650.pdf>, Page consultée le 1 octobre 2013.
- De Schutter, Olivier. *rapport ONU : L'agroécologie peut doubler la production alimentaire en 10 ans*. OHCHR, Genève, 8 mars 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SwQ>, Page consultée le 19 septembre 2013.
- Despatureaux, Eléna. *Le choix d'un «État développementiste» pour les pays les moins avancés*. Commodafrica, 17 juillet 2009, En Ligne, <http://lc.cx/SDN>, Page consultée le 3 juin 2013.
- Diallo A. O. *Journée nationale des communes : bilan d'étape de la décentralisation*. République du Mali. Journal L'Essor, 2011, En Ligne, http://www.matcl.gouv.ml/voir_actu.aspx?lactu=20, Page consultée le 22 juin 2013.
- Diarra, Soumaila T., *Ruée des spéculateurs sur les terres arables*, Agriculture-Mali, IPS, 6 avril 2010, En Ligne, http://www.ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=5779, Page consultée le 14 avril 2013.
- Diarra, Youssouf Z. et Ballo, Bakay, *rapport général de la 10ème édition du forum des peuples Niono du 31 octobre au 03 novembre 2011*. CAD Mali, Janvier 2012,

66 p.

Djiré, Moussa *et al.* *Investissements agricoles et acquisitions foncières au Mali : Tendances et études de cas.* IIED/GERSDA, Londres/Bamako, 2012, 82 p., PDF En Ligne, <http://pubs.iied.org/pdfs/10037FIIED.pdf>, Page consultée le 25 mai 2013.

Dougnon, Isaïe. *Travail de blanc, travail de noir.* Histoire des suds. Sephis, Paris : Karthala, 2007, 280 p.

Doumbia, Sidiki. *Inauguration de N-Sukala-SA. Les prémisses de la souveraineté sucrière.* Les Echos, Mali Jet, 14 novembre 2012, En Ligne, <http://lc.cx/SPT>, Page consultée le 2 novembre 2013.

Doumbia, S. *Logement sociaux : le programme copieux de Foras International.* L'Essor, n°16505, Primature, Bamako, 11 août 2009, En Ligne, <http://lc.cx/SdY>, Page consultée le 25 octobre 2013.

Dupressoir, Sophie. «Changements organisationnels et libéralisation. La commercialisation du riz au Mali». Dans : *Économie Rurale*. N. 262, 2001, p.92-108, En Ligne, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ecoru_0013-0559_2001_num_262_1_5234, Page consultée le 27 octobre 2013.

Durand, Cedric. *Les économistes face à la grande fatigue du capitalisme.* Mediapart, 11 octobre 2010, En Ligne, <http://blogs.mediapart.fr/blog/cedric-durand/121010/les-economistes-face-la-grande-fatigue-du-capitalisme>, Page consultée le 19 novembre 2013.

Dynamiques Paysannes. *Mali-Office du Niger. Le mouvement paysan peut-il faire reculer l'agrobusiness?* No.20, SOS Faim, Bruxelles, avril 2009, 8 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/SYZ>, Page consultée le 14 mai 2013.

ECADIM MALI. *L'accaparement de terres à grande échelle au Mali dans la zone Office du Niger.* FPH, Office du Niger, CJ, Mali, juin 2011, 28 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/SDY>, Page consultée le 10 août 2013.

Fall, Babacar. *Le travail forcé en Afrique-Occidentale française.* Collection Hommes et Société, Bruxelles : Karthala, 1993, 353 p.

FAO. *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers.* ONU, CSA, 11 mai 2012, 6 p., PDF En Ligne,

<http://www.fao.org/docrep/016/i2833f/i2833f.pdf>, Page consultée le 10 août 2013.

FAO. *La crise alimentaire et nutritionnelle du Sahel*. version 1.2, 30 mars 2012, 51 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/Sdo>, Page consultée le 22 août 2013.

FAO. *Le Congrès du riz en Afrique demande plus d'investissements et d'avantages pour les petits agriculteurs*. Nouvelles, 25 octobre 2013, En Ligne, <http://www.fao.org/news/story/fr/item/203579/icode/>, Page consultée le 12 décembre 2013.

FAO. *Production alimentaire et produits agricoles*, Faostat, Organisation Des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2011, En Ligne, <http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=339&lang=fr>, Page consultée le 28 mai 2013.

FAO, FIDA et PAM. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Comment la volatilité des cours internationaux portent-elles atteinte à l'économie et à la sécurité alimentaire des pays?*, Rome, 2011, 62 p., PDF En Ligne, <http://www.fao.org/docrep/014/i2330f/i2330f.pdf>, Page consultée le 10 novembre 2013.

FAO et OCDE. *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2009-2018*, Synthèse, Agricultural outlook, 2009. 90 p., PDF En Ligne, <http://www.oecd.org/agriculture/agricultural-policies/43186493.pdf>, Page consultée le 10 octobre 2013.

Fond Africain de développement. *Projet : projet sucrier de Markala - volet agricole pays : République du Mali*. rapport d'évaluation. Novembre 2010, 37 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/Sdg>, Page consultée le 17 septembre 2013.

Foras Investment Company. *Index*. En Ligne. <http://forasinvest.com/v2/index.php>. Page consultée le 22 juin 2013.

Forum des Peuples. *Appel des mouvements sociaux sur l'accaparement des terres*. 10e édition, Niono, Mali, 2011, En Ligne, <http://www.forumdespeuples.org/spip.php?article411>, Page consultée le 13 décembre 2013.

Freitag, Michel et Pineault, Éric. «*Le monde enchaîné*». Dans *Perspectives sur l'AMI et le capitalisme globalisé*. Collection Essais Critiques, Québec : Éditions Nota bene, 1999, 20 p.

Gabas, Jean-Jacques. «*Les investissements agricoles en Afrique*». *Afrique*

- contemporaine*, vol.1, n° 237 (2011), p. 45-55.
- Gélinas, Jacques B. *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?*. Éditions Écosociété, Montréal, 2000, 340 p.
- Géoconfluences. *Agriculture sous tension, terres agricoles en extension : des transactions sans frontières*. Dgesco. ENS de Lyon, Brève, 2011, 11 p.
- Goïta, Mamadou. *Souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : la résistance des peuples contre les agressions*. Pambazuka new. N.152, 28 juin 2010, En Ligne, <http://www.pambazuka.org/fr/category/features/65563/print>, Page consultée le 2 décembre 2013.
- GRAIN. *Le CGIAR impliqué dans l'accaparement des terres au niveau mondial*. mondialisation.ca. 2011, En Ligne, <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=15594>, Page consultée le 14 novembre 2013.
- GRAIN. *Les fonds de pension : des acteurs clés dans l'accaparement mondial des terres agricoles*. À contre courant. Juin 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SPY>, Page consultée le 10 septembre 2013.
- GRAIN. *Plafonnement de la propriété foncière : brider les accapareurs de terres ou museler le débat ?*. A contre-courant. 28 février 2013, 11 p., En Ligne, <http://www.grain.org/es/article/entries/4656-plafonnement-de-la-propriete-fonciere-brider-les-accapareurs-de-terres-ou-museler-le-debat>, Page consultée le 10 décembre 2013.
- GRAIN et al. *Il est temps de proscrire l'accaparement des terres, pas question de le rendre «responsable»*. GRAIN. 17 avril 2011, 7 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/Tkg>, Page consultée le 14 juin 2013.
- Hacquemand, Jocelyne. *La terre à ceux qui la travaillent*. Temps des cerises. Pantin, France, 2011, 448 p.
- Haddad, Emmanuel. *Mali : la résistance des paysans dépossédés*. Afribone Mali SA, 19 novembre 2013, En Ligne, <http://www.afribone.com/index.php/IMg/spip.php?article53395>, Page consultée le 20 novembre 2013.
- Haddad, Emmanuel. *Mali : terres bradées, paysans spoliés*. regards.fr, monde, 6 juin 2013, En Ligne, <http://www.regards.fr/web/Mali-terres-bradees-paysans,6721>, Page consultée le 6 décembre 2013.

Hall, Ruth. *Land grabbing in southern Africa : the many faces of the investor rush*. Review of African Political Economy, 38 :138, 2011, p. 193-214.

Harvey, David. *Spaces of global capitalism*. Londres :Verso, 2006, 154 p.

Harvey, David. *Le nouvel impérialisme*. Paris: Les prairies ordinaires, 2010, 241 p.

Hub Rural. *Reportage dans les villages de Saou et Sanamadougou, en lutte contre la société Moulin Moderne du Mali*. Actualités. juin 2013, En Ligne, <http://www.hubrural.org/Reportage-dans-les-villages-de.html?lang=fr>, Page consultée le 16 novembre 2013.

Institut de recherche sur l'impact climatique de Postdam (PIK). *More than 500 million people might face increasing water scarcity*. Environmental Research Letters, 8 octobre 2013, En Ligne, <http://lc.cx/SdZ>, Page consultée le 9 octobre 2013.

Jacovetti, Chantal. *Stop aux accaparements de terres, la Via Campesina en lutte!*. La Via Campesina. «s.d.», 9 p., PDF En Ligne, <http://www.viacampesina.org/downloads/pdf/openbooks/FR-03.pdf>, Page consultée le 10 décembre 2013.

J.A et al. *Le Mali Aujourd'hui*. Éditions du Jaguar. Paris, 2006, 255 p.

Janin, Pierre. «Le soleil des indépendances (alimentaires)». *Hérodote*. vol 4, n° 131, 2008, p.92-117.

Kafo Jiginew. *Présentation*. En Ligne. <http://www.kafojiginew.org/contenu.php?contenu=presentation>. Page consultée le 15 décembre 2013.

Lavallée, Louis-Phillipe. *Les dépossédés. Entrevue avec Daniel Bensaid. Partie 1*. Le Panoptique. 2009, En Ligne, <http://lc.cx/Sqi>, Page consultée le 10 mars 2013.

La Via Campesina. *Le droit à l'alimentation constitue désormais le fondement du cadre stratégique pour la sécurité alimentaire*. Communiqué de presse. Souveraineté alimentaire et commerce, Rome, 19 octobre 2012, En Ligne, <http://lc.cx/Se9>, Page consultée le 5 décembre 2013.

La Via Campesina et al. *Pourquoi nous opposons-nous aux Principes pour des Investissements Agricoles Responsables ?*. La campagne globale pour la réforme agraire. Le réseau d'action pour la recherche sur la terre, octobre 2010, 9 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/SR9>, Page consultée le 15 décembre 2013.

- Le Roy, Etienne. *La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone*. Étude Législative. Service de législation bureau juridique, FAO, Rome, 1987, 118 p., En Ligne, <http://lc.cx/Sp5>, Page consultée le 15 avril 2013.
- Liberti, Stefano. *Main basse sur la terre. Land grabbing et nouveau colonialisme*. Rue de l'échiquier. Collection diagonales, Paris, 2013, 192 p.
- Madeley, John. *Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange*. Enjeux Planète. Paris, 2002, 259 p.
- Mai, Meuxing. *La grande crise systémique de 2008*. OPEE. Université de Strasbourg, 2008, En Ligne, <http://opee.u-strasbg.fr/?La-grande-crise-systemique-de-2008>, Page consultée le 11 octobre 2013.
- Mali. *Loi d'orientation Agricole*. 3e Législature, LOI N° 06-40, AN, RM, 2006, Chapitre 1 : des définitions générales, 35 p.
- Marie, Jérôme et Idelman, Éric. *La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ?*. EchoGéo. numéro 13 \ 2010, 12 p., En Ligne, <http://echogeo.revues.org/12001>, Page consultée le 12 juillet 2013.
- Marx, Karl. *Le capital. Critique de l'économie politique. Livre I*. PUF, Paris : Éditions Sociales, 1993, 317 p.
- Mben, Paul. *Office du Niger : L'UEMOA met en œuvre sa politique agricole*. Maliweb. Bamako, 15 novembre 2012, En Ligne, <http://www.maliweb.net/news/office-du-niger/2012/11/15/article,105136.html>, Page consultée le 25 octobre 2013.
- Moine, Alexandre. *Le territoire comme un système complexe*. Septièmes Rencontres de Théo Quant. Université de Franche-Comté, 2005, 11 p., PDF En Ligne, <http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2005/TQ2005%20ARTICLE%2017.pdf>, Page consultée le 5 novembre 2013.
- Moussa, Diarra. «Modibo Kéita, PDG de GDCM- SA : Un opérateur économique au service de la nation». *La Révélation*. Maliweb, 6 juillet 2011, En Ligne, <http://www.maliweb.net/news/economie/2011/07/06/article,25572.html>, Page consultée le 22 octobre 2013.
- Moussa, Djiré, et Keita, Amadou. *Revue du cadre juridique et institutionnel de la gouvernance des ressources naturelles*. IDE Afrique. ANSA Africa, 2010, 25 p., http://www.iedafrique.org/IMG/pdf/Revue_pays_Malipdf.pdf, Page consultée le 11 juin 2013.

Oakland Institute et CNOP. *Comprendre les investissements fonciers en Afrique*. Dans « rapport : Mali », Oakland, 2011, 69 p.

Oakland Institut. *Understanding land investment deals in Africa. Malibya in mali*. Land deal brief. juin 2011, 2 p.

Observatoire du Foncier au Mali. *rapport : Projet Retail Niono*. État du Mali. URD| OC, 1994, 49 p., PDF En Ligne, http://www.cra-segou.org/IMG/pdf/C00_0286.pdf, Page consultée le 20 septembre 2013.

O. DOLO, A. *Office du Niger : une feuille de route en gestation*. Primature. Ségou, 2011, En Ligne, <http://lc.cx/SdM>, Page consultée le 16 septembre 2013.

Office du Niger. *Les missions de l'Office du Niger*. Mali. En Ligne, <http://lc.cx/SNV>, Page consultée le 23 mai 2013.

ONU. *Convention sur la diversité biologique*. 1992, 30 p., PDF En Ligne, <http://www.cbd.int/doc/legal/cbd-fr.pdf>, Page consultée le 10 octobre 2013.

OXFAM Québec. *Cultivons. Enjeux*. En Ligne. <http://oxfam.qc.ca/cultivons/enjeux>. Page consultée le 10 septembre 2013.

Ozer, André, et Ozer, Pierre. *Désertification au Sahel : crise climatique ou anthropique ?*. Bull. Séanc. Acad. R. Sci. Outre-Mer, Meded. Zitt. K. Acad. Overzeese Wet, 2005, p. 395-423, PDF En Ligne, http://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/16053/1/Ozer&Ozer_BSARSOM_2005.pdf, Page consultée le 9 octobre 2013.

Piotte, Jean-Marc. *La pensée politique de Gramsci*. Collection Les classiques des sciences sociales. Université du Québec À Chicoutimi, 1970, 164 p., En Ligne, <http://lc.cx/SqS>, Page consultée le 1 septembre 2013.

Phelinas, Pascale. «Libéralisation du commerce des grains et sécurité alimentaire au Mali : les limites du marché, le nouveau rôle de l'État». *Cahier des sciences humaines*, 27 (1-2), 1991, p. 65-72.

Philipart, Patrick et Boutron, Roselyne, *Amadou Toumani Touré : Entretien*, PKB International, Paris, «s.d.», En Ligne, http://www.pkb-international.org/Amadou-Toumani-Toure-entretien_a36.html, Page consultée le 14 décembre 2013.

Pouch, Thierry. *La guerre des terres. Stratégies agricoles et mondialisation*. Éditions Choiseul. Saint-Juste-la-Pendue, 2010, 253 p.

Poulin, Richard. «Crises écologiques, inégalités sociales et écosocialisme». Dans *Écosocialisme ou barbarie!*. Nouveaux Cahiers du Socialisme, Éditions Écosociété, No. 6, Montréal, 2011, p. 6-25.

Primature. *Activité du chef de l'état*. Présidence de la république du Mali. Koulouba, Mali, En Ligne, <http://www.koulouba.pr.ml/spip.php?article1941>, Page consultée le 10 novembre 2013.

Radio Kariya. *Expropriation et répression sauvage contre les paysans au Mali*. GuinGuinBali. 29 octobre 2010, En Ligne, http://guinguinbali.com/index.php?lang=fr&mod=news&task=view_news&cat=1&id=1042, Page consultée le 10 novembre 2013.

Raimbeau, Céline. *Au Mali, des paysans réclament leurs terres vendues à Kadhafi*. Farmland. TerraEco.net, 30 mars 2011, En Ligne, <http://farmlandgrab.org/post/view/18380-au-mali-des-paysans-reclament-leurs-terres-vendues-a-kadhafi>, Page consultée le 28 octobre 2013.

République du Mali. *rapport national du Mali sur l'évaluation de la mise en œuvre du programme d'action d Bruxelles en faveur des PMA pour la décennie, 2001-2010*. Mali, 2009, 33 p., PDF En Ligne, <http://lc.cx/SaF>, Page consultée le 22 octobre 2013.

Rousseau, Jean-Jacques. *Oeuvres complètes de JJ Rousseau Tome premier*. Taylor Institution. N.77, Paris, 1865, 410 p.

Sanogo, Abdrahamane. *Thème : les relations économiques de la Chine et du Mali*. CREA. rapport d'Étude, Université de Bamako, Bamako, 2008, 33 p.

Sarraut, Albert. *Grandeur et Servitudes coloniales*. L'Harmattan. Paris, 1931, 284 p.

Slow Food. *Dénonçons l'accaparement des terres*. «s. d.». 13 p., En Ligne, <http://lc.cx/Swg>, Page consultée le 12 février 2013.

Sommet Mondial de l'Alimentation. *Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire et plan d'action du Sommet mondial de l'Alimentation*. FAO. Rome, Archives de documents, 1996, En Ligne, <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>, Page consultée le 23 novembre 2013.

Tabarly, Sylviane. *Agriculture sous tension, terres agricoles en extension : des*

- transactions sans frontière*. Géoconfluences. Dgesco, Lyon, juin 2011, 11 p., PDF
En Ligne, <http://lc.cx/SA9>, Page consultée le 11 juin 2013.
- Tabarly, Sylviane. *L'Office du Niger au Mali : aménagements, développement et convoitises*. Géoconfluences. juin 2011, 2 p., En Ligne, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/breves/2011-2/popup/Terres2.htm>, Page consultée le 22 octobre 2013.
- Testart, Alain. «Propriété et non-propriété de la terre : L'illusion de la propriété collective archaïque (1re partie) ». *Études rurales*. vol 1-2, No. 165|166 (2011), p. 209-242.
- TNI. *L'accaparement des terres*. Programme justice agraire. Février 2013, 36 p., PDF
En Ligne, <http://lc.cx/Smc>, Page consultée le 14 novembre 2013.
- Togo, Hamidou. *EID 2013 : 36 dossiers retenus pour examen*. Maliactu. 10 décembre 2013, En Ligne, <http://maliactu.net/eid-2013-36-dossiers-retenus-pour-examen/>,
Page consultée le 16 décembre 2013.
- Touraine, Alain. «Qu'est ce que le développement?». *L'année sociologique*. Vol 42, (1992), p. 47-85.
- Troy, B., *Office du Niger, quelle réalité entre accaparements des terres et développement agricole?*, FARM, Août 2010, 11 p., En Ligne, <http://www.fondation-farm.org/spip.php?article714&lang=fr>, Page consultée le 6 novembre 2013.
- Verges, Alice, *Faut-il risquer son argent dans les terres maliennes?*, Défis Sud, International Land Coalition, novembre 2009, En Ligne, <http://www.commercialpressuresonland.org/press/faut-il-risquer-son-argent-dans-les-terres-maliennes>, Page consultée le 13 décembre 2013.
- Vivas, Esther. «Une autre agriculture pour un autre climat». Dans *Face à la crise écologique, une alternative écosocialiste ?*. Gauche Socialiste, Inprecocor, 2009, p. 28-29.
- Wallerstein. Immanuel. *Comprendre le monde : introduction à l'analyse des systèmes-monde*. La Découverte. Volume 301, Sciences humaines et sociales, Paris, 2009, 173 p.
- Ziegler, Jean. «Destruction massive. Géopolitique de la faim». Points. Paris : Seuil, 2011, 374 p.

Ziegler, Jean. «La faim et les droits de l'homme». Dans *Géopolitique de la faim*. PUF, Action Faim, Paris, 2004, p. 223-224.

Ziegler, Jean. *L'empire de la honte*. Paris : Édition Fayard, 2005, 324 p.